



BURKINA FASO
**Ministère de la Justice,
des Droits Humains et de
la Promotion Civique**

**TABLEAU DE BORD STATISTIQUE
2017 DE LA JUSTICE**



Edition Mars 2018

BURKINA FASO

Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles



TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2017 DE LA JUSTICE

Avant-propos



L'élaboration du tableau de bord s'inscrit dans le processus de capitalisation et de diffusion des données statistiques du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique.

Document synthétique et d'analyse des données sur l'organisation et la gestion administrative du ministère, le tableau de bord statistique 2017, à l'instar des précédentes éditions, s'articule autour des points suivants :

- l'organisation du Ministère ;
- les moyens humains et financiers ;
- les activités des juridictions (ordre judiciaire et ordre administratif) ;
- la situation carcérale des détenus dans les établissements pénitentiaires.

Relativement à l'organisation du ministère et aux moyens humains et financiers, le document fait état des structures d'exécution, de la disponibilité des ressources humaines et financières.

En ce qui concerne l'activité juridictionnelle et pénitentiaire, l'analyse fait ressortir d'une part, la situation des affaires nouvelles, des décisions rendues, des décisions rédigées et des durées moyennes des procédures et d'autre part, celle de la population carcérale et de ses caractéristiques (effectifs par catégorie, répartition par sexe et par âge des entrées, répartition par sexe, par âge, par nature de l'infraction commise, par durée de détention préventive ou de la peine prononcée pour les prévenus, les inculpés et les condamnés).

Ce tableau de bord statistique qui est le cumul des activités menées par les juridictions et les établissements pénitentiaires au cours des dix (10) dernières années, constitue donc un document supplémentaire d'information et d'orientation pour les usagers de la justice et tous les intervenants dans le domaine judiciaire.

Malgré de multiples efforts consentis pour l'élaboration de ce document, vous relèverez éventuellement des écueils qui ont pu l'entacher. C'est pourquoi, je vous exhorte à apporter vos critiques constructives à même de parfaire les éditions futures.

Pour terminer, je voudrais renouveler ma reconnaissance à l'endroit de nos partenaires techniques et financiers notamment l'UNICEF pour leurs efforts constants de soutien aux actions de la justice. Mes remerciements s'adressent également à l'ensemble des acteurs internes du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique pour leur implication effective à l'élaboration et la diffusion du présent document.

Le Ministre de la Justice, des Droits humains
et de la Promotion civique, Garde des Sceaux


Bessolé René BAGORO Le Ministre
Officier de l'Ordre National



Table des matières

Avant-propos	5
Table des matières	7
Abréviations	9
I. Organisation du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique	12
I.1. Organisation de l'administration centrale et déconcentrée	12
I.2. Organisation des juridictions	13
Les juridictions de l'ordre judiciaire	13
Les juridictions de l'ordre administratif	14
I.3. Organisation des Etablissements pénitentiaires	15
II. Moyens de la Justice	16
II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires.....	16
II.2. Personnel (1/3).....	18
II.3. Personnel (2/3).....	20
II.4. Personnel (3/3).....	22
II.5. Budget	24
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	26
III.1. Cour de cassation.....	26
III.2. Cours d'appel	28
III.3. Tribunaux de grande instance	30
Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance (1/2)	30
Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance (2/2)	32
Activités des parquets des tribunaux de grande instance (1/2)	34
Activités des parquets des tribunaux de grande instance (2/2)	36
Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance (1/2)	38
Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance (2/2)	40
Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance (1/2)	42
Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance (2/2)	44
Activités des greffes des tribunaux de grande instance	46
III.4. Tribunaux d'instance	48
III.5. Tribunaux de commerce	50
III.6. Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants.....	52
III.7. Tribunaux du travail.....	54
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif.....	56
IV.1. Cour des comptes.....	56
IV.2. Conseil d'Etat	58
IV.3. Tribunaux administratifs.....	60
V. Etablissements pénitentiaires	62
V.1. Nombre de détenus et occupation des EP au 31/12.....	62
V.2. Caractéristiques des entrées dans les établissements pénitentiaires	64
V.3. Caractéristiques des prévenus	66
V.4. Caractéristiques des inculpés (1/2).....	68
V.5. Caractéristiques des inculpés (2/2).....	70
V.6. Caractéristiques des condamnés (1/2).....	72
V.7. Caractéristiques des condamnés (2/2).....	74
Glossaire	76
Les chiffres clés de la justice (1/2).....	83
Les chiffres clés de la justice (2/2).....	84

Abréviations

BE	Bureau d'Etudes
CA	Cour d'Appel
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CC	Cour des Comptes
CCass	Cour de Cassation
CE	Conseil d'État
CEDDH	Centre d'Ecoute et de Documentation sur les Droits Humains
CNC	Commission Nationale de Codification
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabè
CONHAD A	Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
CPAB	Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo
DACCAS	Direction des Affaires Civiles, Commerciales, Administratives et Sociales
DAD	Direction des Archives et de la Documentation
DAF	Direction de l'Administration et des Finances
DAJAV	Direction de l'Accès à la Justice et de l'Aide aux Victimes
DAPS	Direction des Affaires Pénales et du Sceau
DASR	Direction des Affaires Sociales et de la Réinsertion
DCPM	Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle
DCPP	Direction de la Coordination des Projets et Programmes
DDII	Direction du Développement Institutionnel et de l'Innovation
DECC	Direction de l'Education au Civisme et à la Citoyenneté
DEDH	Direction de l'Education aux Droits Humains
DFP	Direction de la Formulation des Politiques
DGAJJ	Direction Générale des Affaires Juridiques et Judiciaires
DG-COOP	Direction Générale de la Coopération
DGDDH	Direction Générale de la Défense des Droits Humains
DGEP	Direction des Grâces et de l'Exécution des Peines
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGGSP	Direction Générale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DGPC	Direction Générale de la Promotion Civique
DGPCS	Direction Générale de la Politique Criminelle et du Sceau
DGPCS	Direction Générale de la Politique Criminelle et du Sceau
DGPDH	Direction Générale de la Promotion des Droits Humains
DGREFFE	Direction des Greffes
DH	Droits Humains
DLCJ	Direction de la Législation et de la Coopération Judiciaire
DMB	Direction du Matériel et du Budget
DMP	Direction des Marchés Publics
DP	Direction du Partenariat
DPGSP	Direction du Personnel de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DPPO	Direction de la Prospective et de la Planification Opérationnelle
DPTP	Direction de la Promotion de la Tolérance et de la Paix
DPVDH	Direction de la Protection contre les Violations des Droits Humains
DRDHPC	Direction Régionale des Droits Humains et de la Promotion Civique
DRGSP	Direction Régionale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSAI	Direction du Suivi des Accords Internationaux
DSEC	Direction du Suivi, de l'Evaluation et de la Capitalisation
DSI	Direction des Services Informatiques
DSP	Direction de la sécurité pénitentiaire
DSS	Direction des Statistiques Sectorielles
ENGSP	l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
ENP	Ecole Nationale de Police
EP	Établissement Pénitentiaire
FAJ	Fonds d'Assistance Judiciaire

GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ITS	Inspection Technique des Services
JE	Juge des Enfants
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MACO	Maison d'Arrêt et de Correction de Ouagadougou
ND	Non disponible (information non disponible à la source)
OMD	Ordre de Mise à Disposition
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PA-PNJ	Programme d'Appui à la Politique Nationale de la Justice
PHS	Prison de Haute Sécurité
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SCC	Service Central du Courrier
SP/CIMDH	Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits humains et du Droit International Humanitaire
TA	Tribunal Administratif
TAR	Tribunal d'Arrondissement
TC	Tribunal de Commerce
TD	Tribunal Départemental
TGI	Tribunal de Grande Instance
TI	Tribunal d'Instance
TPE	Tribunal pour Enfants
TT	Tribunal du Travail
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance

I. Organisation du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique

Le système judiciaire du Burkina Faso est organisé autour d'une administration centrale (ministère), des juridictions et des établissements pénitentiaires.

L'organisation du ministère est régie par le décret n°2016-299/PRES /PM/MJDHPC du 29 avril 2016 portant organisation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique.

I.1. Organisation de l'administration centrale et déconcentrée

Le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission d'assurer d'une part la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de justice, des droits humains, de la promotion civique et d'autre part de veiller à la promotion et à la protection des sceaux de l'Etat (confère décret n° 2016-006/PRES/PM/SGG-CM du 08 février 2016 portant attributions des membres du Gouvernement).

En effet, l'organigramme du ministère permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités pour un meilleur fonctionnement des services.

Ainsi, le département est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre comprend :

- ❖ le Directeur de cabinet ;
- ❖ les Conseillers techniques ;
- ❖ l'Inspection technique des services ;
- ❖ les Chargés de mission ;
- ❖ le Secrétariat permanent du comité interministériel des droits humains et du droit international humanitaire ;
- ❖ le Secrétariat permanent de la commission nationale de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires(CONAHDA)
- ❖ la Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire ;
- ❖ le Secrétariat particulier ;
- ❖ le Protocole du Ministre ;
- ❖ le Comité interministériel de lutte contre le SIDA et les IST ;
- ❖ la Sécurité.

Le Secrétariat général englobe les services du secrétariat général, le secrétariat général adjoint, les structures centrales, les structures déconcentrées, les structures rattachées et les structures de mission.

Les structures centrales :

- ❖ la Direction générale des affaires juridiques et judiciaires (DGAJJ) ;
- ❖ la Direction générale de la politique criminelle et du sceau (DGPCS) ;
- ❖ la Direction générale de la défense des droits humains (DGDDH) ;
- ❖ la Direction générale de la promotion des droits humains (DGPDH) ;
- ❖ la Direction générale de la promotion civique (DGPC) ;
- ❖ la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- ❖ la Direction de l'administration et des finances (DAF) ;
- ❖ la Direction des marchés publics (DMP) ;
- ❖ la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- ❖ la Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) ;
- ❖ la Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes(DAJAV) ;
- ❖ la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- ❖ la Direction des services informatiques (DSI) ;
- ❖ la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII).

Les structures déconcentrées :

- ❖ les juridictions ;
- ❖ les établissements pénitentiaires ;
- ❖ les Directions régionales de la garde de sécurité pénitentiaire (DRGSP) ;
- ❖ les Directions régionales des droits humains et de la promotion civique (DRDHPC).

Les structures rattachées:

- ❖ la Commission Nationale de Codification (CNC) ;
- ❖ le Fonds d'Assistance Judiciaire (FAJ) ;
- ❖ l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (ENGSP) ;
- ❖ les projets et programmes du ministère.

Les structures de mission :

Concourant à l'exécution des missions conjoncturelles ou temporaires, les structures de mission sont mises en place en cas de besoin.

I.2. Organisation des juridictions

L'organisation judiciaire actuelle du Burkina Faso émane de la loi 10-93/ADP du 17 mai 1993 portant organisation judiciaire au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs, suivie des lois organiques créant les hautes juridictions en remplacement de la Cour suprême.

Selon l'article 126 de la Constitution, les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif au Burkina Faso sont :

- la Cour de cassation ;
- le Conseil d'Etat ;
- la Cour des comptes ;
- le Tribunal des conflits ;
- les cours et tribunaux institués par la loi.

Il convient de rappeler que c'est en faveur de la révision de la Constitution burkinabè en juin 2012 qu'il a été constitutionnalisé un tribunal des conflits, juridiction de règlement des conflits de compétence entre les juridictions. Une loi organique fixera sa composition, son organisation, ses attributions, son fonctionnement ainsi que la procédure applicable devant lui.

Les juridictions de l'ordre judiciaire

Elles sont régies et organisées par la loi n°10-93/ADP du 17 mai 1993 portant organisation judiciaire au Burkina Faso, modifiée successivement par la loi n°028-2004/AN du 8 septembre 2004, la loi 022_2009/AN du 12 mai 2009 et la loi n°77-2015/CNT du 23 novembre 2015. Au titre de l'article 1 de la loi modificative de 2004, les juridictions de l'ordre judiciaire sont : la Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux départementaux, les tribunaux d'arrondissements, les tribunaux de travail, les juges des enfants, les tribunaux pour enfants. A celles-ci, s'ajoutent les tribunaux de commerce créés par la loi n° 22-2009 /AN du 12 mai 2009 portant création, organisation et fonctionnement des tribunaux de commerce au Burkina Faso.

Elles ont une structuration pyramidale, présentant au sommet la cour de cassation ; viennent ensuite les juridictions de second degré et enfin celles du premier degré à la base de la pyramide.

La juridiction supérieure de l'ordre judiciaire : la Cour de cassation

Créée par la loi organique n°13-2000/AN du 9 mai 2000¹ portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour de cassation et procédure applicable devant elle, la Cour de cassation est la juridiction supérieure de l'ordre judiciaire au Burkina Faso. Elle comprend :

- une chambre civile,
- une chambre commerciale,
- une chambre sociale,
- une chambre criminelle,
- un parquet général,
- un greffe.

La Cour de Cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions de rang inférieur et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit et non pas en fait. Par conséquent, elle ne constitue pas un troisième degré de juridiction.

¹ Cette loi a été abrogée par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016.

Les juridictions de second degré de l'ordre judiciaire

La juridiction de second degré de droit commun est la Cour d'appel au regard de l'organisation judiciaire burkinabè. L'article 1 de la loi 028-2004/AN du 08 septembre 2004 dispose que la Cour d'appel comprend une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre sociale, une chambre correctionnelle, une chambre d'accusation, une chambre criminelle et un greffe.

La Cour d'appel est la juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier et en dernier ressort. Les Cours d'appel sont des juridictions de fond en ce sens qu'elles sont des juges de fait et de droit de toutes les affaires portées devant elles. Les procédures applicables devant elles sont consignées dans le code de procédure civile, le code de procédure pénale et le code du travail (art.16 loi 028-2004/AN du 08 septembre 2004).

Enfin, il faut noter que la loi sus citée crée dans le ressort des Tribunaux de grande instance, des tribunaux d'instance et dans celui des Cours d'appel, des tribunaux pour enfants. Les tribunaux d'instance reçoivent en appel, les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux d'arrondissements et départementaux. Les tribunaux pour enfants sont des juridictions d'exception qui sont compétentes pour connaître des crimes commis par un mineur en premier et dernier ressort. Ils connaissent également des appels des décisions rendues par le juge des enfants.

Les juridictions de premier degré de l'ordre judiciaire

On distingue les juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

Les juridictions de droit commun de l'ordre judiciaire burkinabè sont par excellence les Tribunaux de grande Instance (TGI). Ce sont des juridictions compétentes pour connaître de toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée de façon expresse par la loi à une autre juridiction.

Conformément aux articles 20 et 34 de la loi portant organisation judiciaire, les TGI comprennent une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre correctionnelle, un greffe central et de greffes de chambres. Dans les ressorts juridictionnels dépourvus de tribunaux de commerce, la compétence commerciale est dévolue à la chambre commerciale du tribunal de grande instance (art 19 de la loi n°22-2009 /AN du 12 mai 2009).

Il faut noter qu'au sein de chaque TGI, il existe une ou plusieurs juridictions d'instruction au premier degré en matière pénale. La procédure d'instruction des crimes et délits est régie par les dispositions du code de procédure pénale.

Les juridictions d'exception sont des juridictions auxquelles la loi a donné compétence d'attribution exclusive dans une matière donnée. Dans l'organisation judiciaire actuelle du Burkina Faso, il s'agit des tribunaux d'instance, des tribunaux départementaux, des tribunaux d'arrondissement, des tribunaux du travail, des juges des enfants, des tribunaux pour enfants et du tribunal militaire. Depuis 2009, il existe sur le territoire national burkinabè deux tribunaux de Commerce respectivement à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

Les juridictions de l'ordre administratif

Il s'agit du Conseil d'Etat, des Tribunaux administratifs et de la Cour des comptes.

Le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat est institué par la loi organique n°15-2000/AN du 23 mai 2000. Il est la juridiction supérieure et l'unique pour le moment de l'ordre administratif et vient en remplacement de la Chambre administrative de la cour suprême. Il est compétent pour contrôler la régularité et la légalité de l'action administrative, contribuer à la promotion et à la consolidation de l'Etat de droit, harmoniser l'application du droit administratif et diffuser la jurisprudence administrative, contribuer à la promotion de la gouvernance à travers les avis éclairés et objectifs sur les textes réglementaires et sur les difficultés qui s'élèvent en matière administrative.

Le Conseil d'Etat est juge en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application excède le ressort d'un seul Tribunal administratif. Il est également juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs et juge de cassation des décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs ont été créés dans les chefs-lieux de chaque province selon la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016 abrogeant la loi n°21/95/ADP du 16 mai 1995 portant création, organisation et fonctionnement des tribunaux administratifs au Burkina Faso.

Leur ressort territorial est la province. Conformément aux articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence. Depuis 1996, il existe sur le territoire national burkinabè, deux tribunaux administratifs autonomes situés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

La Cour des Comptes

Aux termes de l'article 3 de la loi organique 14-2000/AN du 16/05/2000 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle, la Cour des comptes contribue, par son action permanente de vérification, d'information et de conseil, à la réalisation des missions suivantes :

- la sauvegarde du patrimoine public et le contrôle de la sincérité des finances publiques ;
- l'amélioration des méthodes et techniques de gestion ;
- la rationalisation de l'action administrative.

Elle est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

NB : Une polémique traverse depuis un certain temps les opinions à propos du classement de la cour des comptes dans l'un ou l'autre ordre des juridictions. Certains proposent qu'elle soit classée dans l'ordre administratif, ce qui va sans doute poser des problèmes dont entre autres, celui de ses rapports avec le Conseil d'Etat, juridiction supérieure de l'ordre administratif. D'autres par contre suggèrent que soit créé un ordre financier dont la Cour des Comptes sera la juridiction supérieure.

I.3. Organisation des Etablissements pénitentiaires

Au Burkina Faso, les établissements pénitentiaires sont constitués d'une part des Maisons d'arrêt et de correction (MAC) situées dans le ressort des tribunaux de grande instance et d'autre part d'un centre pénitentiaire agricole situé à Baporo. Les MAC ont vocation à recevoir les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Les établissements pénitentiaires sont organisés autour de la Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire et animés par un corps paramilitaire notamment la garde de sécurité pénitentiaire.

II. Moyens de la Justice

II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires

Point saillant:

- Ouverture d'une Cour d'Appel à Fada N'Gourma.

Commentaire général :

Le nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels s'élève à 466 en 2017 dont 368 tribunaux départementaux et d'arrondissements. En 2016, le nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels s'élevait à 465.

Au cours de la dernière décennie, le nombre de juridictions de premier degré a connu une évolution significative. En effet, le nombre de tribunaux de grande instance est passé de 20 à 25. Avec l'ouverture du tribunal de grande instance de Koupéla en 2016, le rayon moyen d'accès à un TGI est passé de 60,3 Km en 2015 à 59,1 Km en 2016. L'année 2017 n'a pas connu une ouverture de TGI. Pour atteindre la valeur cible de l'indicateur d'effet du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) qui est d'avoir un rayon moyen d'accès à un TGI de 58 km en 2018, il faudrait ouvrir un TGI et le rendre fonctionnel d'ici la fin de l'année 2018. Aussi le nombre de juges des enfants est passé de 2 à 7 au cours de la même période.

Par ailleurs, le nombre de juridiction de second degré s'est accru en 2017 avec l'ouverture d'une troisième Cour d'Appel à Fada N'Gourma. Cela a permis de désengorger la Cour d'Appel de Ouagadougou d'une part et de rapprocher davantage la justice aux justiciables.

Concernant les établissements pénitentiaires, leur nombre est passé de 21 à 27 entre 2008 et 2017. Cette augmentation est liée entre autres, à l'ouverture de la prison de haute sécurité en 2014 destinée aux détenus à haute dangerosité. En outre, l'ouverture de la maison d'arrêt et de correction de Koupéla en 2016 a permis de réduire la surpopulation carcérale de la MAC de Tenkodogo et de rapprocher les pensionnaires de leur famille.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Notes :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle.

Les tribunaux départementaux sont identifiés suivant la couverture territoriale du TGI basé dans la localité considérée.

Tableau 1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Les juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation (CCas)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3
Tribunaux d'instance (TI)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	20	23	24	24	24	24	24	24	25	25
Tribunaux de commerce (TC)	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	2	2	2	2	2	7	7	7	7	7
Tribunaux pour enfants (TPE)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAR)	8	8	8	8	8	19	19	19	19	19
Les juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes (CCO)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	20	23	24	24	24	24	24	24	25	25
Etablissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	20	23	24	24	24	24	25	25	26	26
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau 2 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires en 2017 par localité

Localités	CCa ss	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TPE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17					1			1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo- Dioulasso		1	1	1	19	7	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		10								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		5								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma		1	1		12								1	1
Gaoua			1		23								1	1
Kaya			1		19					1			1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1			1			1	1
Koupéla			1		9								1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	12	1	1	1	1	1	1	1	2
Ouahigouya			1		22					1			1	1
Tenkodogo			1		21					1			1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	2	25	2	349	19	3	2	2	7	1	1	25	27

*Y compris CPAB.

II.2. Personnel (1/3)

Points saillants :

- Nombre de magistrats toujours supérieur à celui des greffiers ;
- 57 GSP sur 100 agents au ministère en 2017.

Commentaire général

Le ministère en charge de la justice a employé 3 739 agents en 2017. Cet effectif est composé de 559 magistrats, 493 greffiers, 2 113 gardes de sécurité pénitentiaire, 239 personnels des droits humains et 335 autres personnels. Par rapport à l'année antérieure, l'effectif du ministère s'est accru de 6,7%. Le nombre de femmes employées par le ministère en 2017 est de 729 femmes soit 19,5% de l'effectif total. L'effectif des femmes a augmenté de 9,8% par rapport à 2016 contre 6% au niveau des hommes.

Au cours de la dernière décennie, le nombre de magistrats est toujours supérieur à celui des greffiers. L'évolution du ratio greffiers par magistrat sur la décennie est marquée par trois phases. Une première, avant 2010, est marquée par une baisse dont le creux est atteint en 2010, la seconde haussière de 2011 à 2013, a permis de porter le ratio de 0,75 à 0,92. La dernière phase de stabilité s'observe depuis 2014. Le ratio oscille entre 0,90 et 0,88. Il est largement en deçà de la norme internationale de 2 greffiers par magistrat.

L'effectif des magistrats a augmenté de 3,9% en 2017 par rapport à l'année précédente ; celui des greffiers de 2,3% et celui des GSP 4,0%. Comparativement à l'année 2008, l'effectif des magistrats a augmenté de 50,7%, celui des greffiers de 58,5% et celui des GSP de 184,0%. Il y a donc eu au cours de la période, plus de recrutement de gardes de sécurité pénitentiaire que l'ensemble des autres corps. En 2017, un peu plus d'1 agent du ministère sur 2 (57%) est un GSP.

L'évolution du personnel du ministère selon le sexe laisse apparaître une disparité selon les corps. Depuis 2008, l'évolution du personnel greffier et magistrat est plus lisible chez les hommes que chez les femmes. Les greffiers et les magistrats de sexe masculin ont ainsi respectivement augmenté de 70,8% et 58,0% pendant que les effectifs de leurs collègues de sexe féminin n'ont augmenté respectivement que de 29,3% et de 27,8% au cours de la même période. Par contre, l'effectif des personnels de sexe féminin de la GSP a augmenté de 337,8% pendant que celui des hommes en a augmenté de 167,0% de 2008 à 2017.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par sexe : Rapport entre le nombre de magistrats greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires de sexe masculin ou féminin et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par position : Rapport entre le nombre de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires d'une position donnée (chancellerie, juridiction ou hors du système judiciaire) et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

Ratio magistrats pour 100 000 habitants : Rapport entre le nombre total de magistrats dans le système judiciaire et la population du pays multiplié par 100 000.

Sources statistiques :

Les effectifs du personnel du ministère ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir des dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Ceux des huissiers de justice ont été obtenus auprès de la Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; ceux des avocats à partir du Tableau de l'ordre des avocats et ceux des notaires à partir des Tableaux de l'ordre des notaires.

Tableau 3 : Personnel du MJDHPC par sexe et par corps

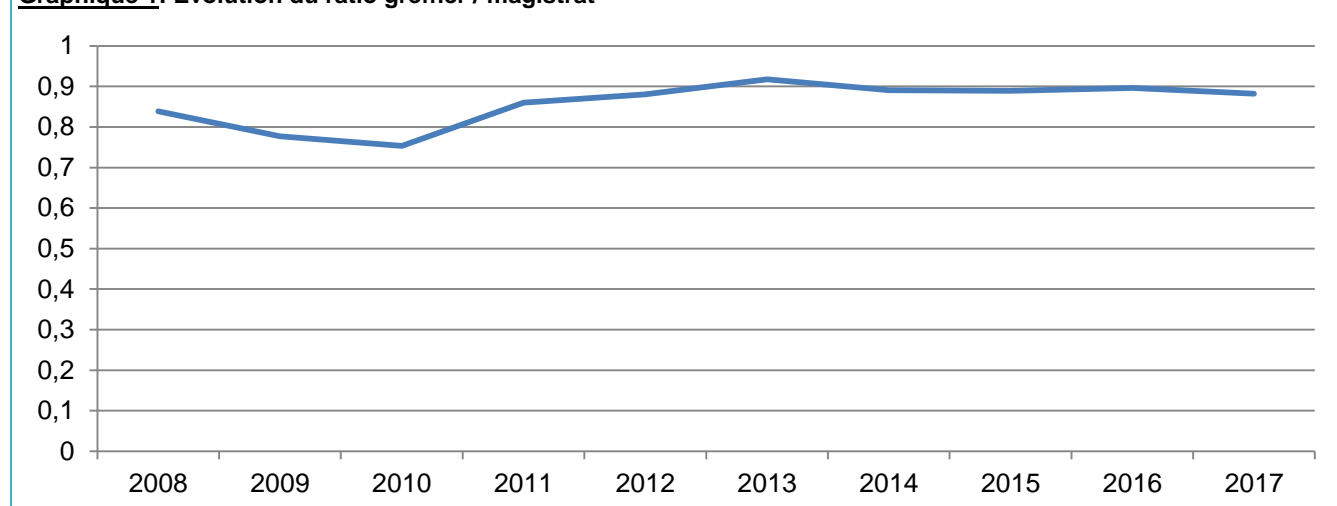
		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Magistrats	H	281	300	311	333	360	355	378	396	425	444
	F	90	94	95	95	93	95	99	109	113	115
	T	371	394	406	428	453	450	477	505	538	559
Greffiers	H	219	223	225	274	297	304	315	335	358	374
	F	92	83	81	94	102	109	110	114	124	119
	T	311	306	306	368	399	413	425	449	482	493
GSP	H	670	723	1236	1311	1426	1493	1591	1730	1733	1789
	F	74	79	135	161	212	237	255	300	299	324
	T	744	802	1371	1472	1638	1730	1846	2030	2032	2113
Personnel des DH	H								128	149	167
	F								42	56	72
	T								170	205	239
Autres Personnels	H					131	140	167	184	175	236
	F					45	48	49	68	72	99
	T					176	188	216	252	247	335
Ensemble	H	1170	1246	1772	1918	2214	2292	2451	2773	2840	3010
	F	256	256	311	350	452	489	513	633	664	729
	T	1426	1502	2083	2268	2666	2781	2964	3406	3504	3739

Source : DRH

Tableau 4 : Synthèse des effectifs et des variations des personnels par sexe

	Magistrats			Greffiers			GSP			Autres personnels*		
	Effectif 2017	Variation en % par rapport à 2008 2016		Effectif 2017	Variation en % par rapport à 2008 2016		Effectif 2017	Variation en % par rapport à 2008 2016		Effectif 2017	Variation en % par rapport à 2012 2016	
Sexe	559	50,7	3,9	493	58,5	2,3	2113	184,0	4,0	335	90,3	35,6
Hommes	444	58	4,5	374	70,8	4,5	1789	167,0	3,2	236	80,2	34,9
Femmes	115	27,8	1,8	119	29,3	-4,0	324	337,8	8,4	99	120	37,5

Source : DRH

Graphique 1: Evolution du ratio greffier / magistrat

II.3. Personnel (2/3)

Points saillants :

- Hausse du ratio magistrats pour 100 000 habitants ;
- Baisse continue de l'effectif des SGP depuis 2012.

Commentaire général

Le nombre de magistrats en 2017 est de 559 dont 115 magistrats de sexe féminin. Par rapport à 2016, le nombre de magistrat a augmenté de 21 unités. L'effectif des femmes quant à lui est passé de 113 en 2016 à 115 en 2017. En 2008, le nombre de magistrats était de 371 dont 90 femmes.. La proportion de magistrats en juridiction est de 81,8%. Il était de 82,7% en 2016. La diminution de la proportion des magistrats en juridiction serait due non seulement à l'augmentation du nombre de magistrats à la chancellerie mais aussi à l'augmentation du nombre de magistrats mis à la disposition d'autres ministères, en détachement, en disponibilité et en mission onusienne.

Le ratio magistrats pour 100 000 habitants en 2017 est 2,6. En 2015, il est resté inchangé par rapport à 2016. Ce ratio n'a pas évolué significativement durant la période 2008 - 2017 malgré l'accroissement de 50,7% du nombre de magistrats. Il est resté compris entre 2,3 et 2,6 et est toujours en deçà de la norme recommandée au niveau international qui est de 10 magistrats pour 100.000 habitants.

En 2017, le nombre de personnel Greffier est de 493. Cet effectif est composé de 24,7% de greffiers en chef, 48,1% de greffiers et 27,2% de secrétaires de greffe et parquet. Les greffiers en chef en juridiction représente 65,6% de leur effectif contre respectivement 83,1% et 73,1% de greffiers et de SGP en 2017.

La répartition du personnel greffier par sexe en 2017, tout comme les années antérieures, montre que plus on avance en grade dans le corps, plus la proportion de femmes diminue. En effet, la plus grande proportion des femmes est observée au niveau des secrétaires de greffe et parquet avec 38,8% contre 19,0% pour les greffiers et 18,0% pour les greffiers en chef.

Le nombre total de personnel greffier est de 493 contre 559 magistrats. Or, pour un meilleur fonctionnement des juridictions il faut 2 greffiers par magistrat. Il faudrait par conséquent dans les années à venir développer une stratégie de recrutement pour répondre à l'insuffisance du personnel greffier.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par sexe : Rapport entre le nombre de magistrats greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires de sexe masculin ou féminin et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par position : Rapport entre le nombre de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires d'une position donnée (chancellerie, juridiction ou hors du système judiciaire) et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

Ratio magistrats pour 100 000 habitants : Rapport entre le nombre total de magistrats dans le système judiciaire et la population du pays multiplié par 100 000.

Sources statistiques :

Les effectifs du personnel du ministère ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir des dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Ceux des huissiers de justice ont été obtenus auprès de la Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; ceux des avocats à partir du Tableau de l'ordre des avocats et ceux des notaires à partir des Tableaux de l'ordre des notaires.

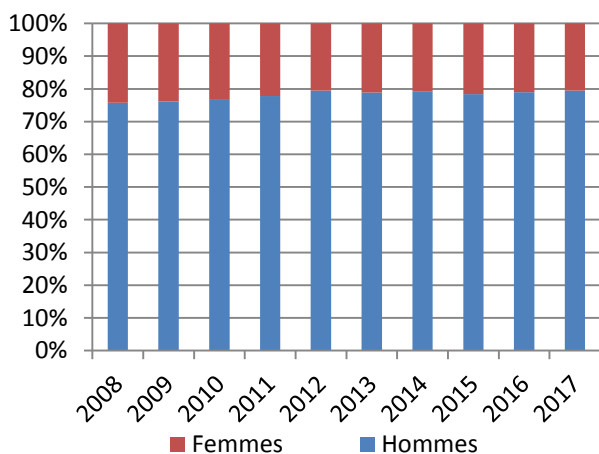
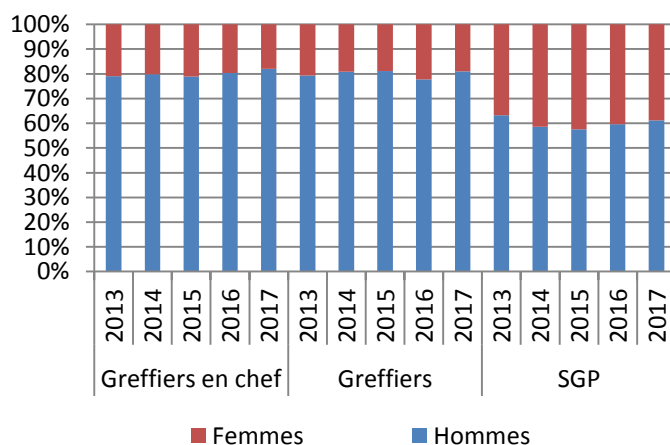
Tableau 5: Magistrats par sexe et par position, magistrats pour 100 000 habitants

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	371	394	406	428	453	450	477	505	538	559
Sexe										
Hommes	281	300	311	333	360	355	378	396	425	444
Femmes	90	94	95	95	93	95	99	109	113	115
Position										
Chancellerie	30	27	30	41	43	46	52	55	49	51
Juridictions	303	334	339	350	372	358	376	394	445	457
Détachement, mis à disposition, disponibilité, mission onusienne	38	33	37	37	38	46	49	56	34	51
Magistrats* pour 100 000 habitants	2,5	2,6	2,3	2,4	2,5	2,3	2,4	2,4	2,6	2,6

* Non compris détachement, disponibilité et mis à disposition

Tableau 6: Greffiers en chef, greffiers et secrétaires des greffes et parquets (SGP) par sexe et par position

	Greffiers en chef					Greffiers					SGP				
	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	100	109	114	122	122	169	193	222	251	237	144	123	113	109	134
Sexe															
Hommes	79	87	90	98	100	134	156	180	195	192	91	72	65	65	82
Femmes	21	22	24	24	22	35	37	42	56	45	53	51	48	44	52
Position															
Chancellerie	16	19	22	19	35	8	11	9	10	15	9	13	10	8	5
Juridictions	79	84	88	87	80	146	166	199	206	197	82	79	86	89	98
Mise à disposition, disponibilité	3	3	2	3	2	3	4	4	8	6	3	1	0	7	1
Stage à l'ENAM	2	1	0	3	1	12	12	10	10	15	50	30	17	20	29
Mission onusienne			2	2	2		0	0	0	0		0	0	0	0

Graphique 2: Evolution de la répartition des magistrats par sexe**Graphique 3: Evolution de la répartition du personnel greffier**

II.4. Personnel (3/3)

Points saillants :

- Légère augmentation du ratio Détenus /GSP ;
- 68,3% de GSP dans les établissements pénitentiaires.

Commentaire général

En 2017, l'effectif total des gardes de sécurité pénitentiaire est 2 113. Cet effectif a augmenté de 4% par rapport à 2016. Dans cet effectif 68,3% sont dans les établissements pénitentiaires contre 73,1% en 2016. Par rapport à 2008, l'effectif total de GSP a augmenté de 184%.

Selon le grade, en 2017, la répartition du personnel des gardes de sécurité pénitentiaire fait ressortir un accroissement de la position des assistants qui grimpe de 2 points par rapport à une année plutôt soit 84% contre 82% en 2016 au détriment des trois autres catégories que sont les inspecteurs, les contrôleurs et les agents dont les représentations ne sont plus que 4,6%,11,4% et 0,1% respectivement. Entre 2008 et 2017 le nombre d'assistants a augmenté plus vite que les autres grades. Le nombre d'agents GSP a baissé considérablement au cours de la période. Cette baisse d'agents GSP est due à l'arrêt du recrutement du personnel type « agent ».

Le nombre de GSP de sexe féminin en 2017 est de 342 soit 15,3% de l'ensemble des gardes de sécurité pénitentiaire. Par grade, on retrouve 8,2% de femmes inspecteurs, 8,8% de femmes contrôleurs 16,6% de femmes assistants et aucune femme agent.

Pour ce qui est de l'encadrement des détenus en 2017, un GSP en service dans un centre de détention au Burkina Faso a en charge en moyenne 5,4 détenus. Ce ratio était de 5,2 en 2016. Par rapport à 2008 le ratio détenus/GSP s'est amélioré de 2,3 points. Au cours de la dernière décennie, ce ratio a connu son niveau le plus élevé en 2009 avec 8,7 détenus / GSP.

Le personnel en charge des droits humains en 2017 est de 222. Cet effectif est composé de 31,5% de femmes. 1 personnel des droits humains sur 2 est en fonction à la chancellerie en 2017 et 42,8 % dans les directions régionales des droits humains. Selon la catégorie 54,1% du personnel des droits humains sont des conseillers en droits humains et 45,9% des attachés en droits humains.

L'effectif des notaires est passé de 17 en 2014 à 18 en 2016. Cet effectif, a peu varié au cours des cinq dernières années il était de 13 en 2012 soit une augmentation de 4 unités. Cet effectif demeure relativement faible au regard des besoins en actes notariés exprimés sur le territoire national. Selon la répartition par sexe, on compte 8 femmes et 10 hommes. Ces notaires exercent uniquement dans les juridictions de Ouagadougou (15) et de Bobo-Dioulasso (3). Dans les autres juridictions du Burkina, les greffiers en chef des tribunaux de grande instance jouent le rôle de notaire.

Le nombre d'avocats inscrits au barreau en 2016 est de 181. Cet effectif d'avocat a connu une augmentation de 7 unités (4%) par rapport à 2015. Au cours des cinq dernières années la plus forte augmentation de l'effectif des avocats a été de 12 enregistrée entre 2012 et 2013. La répartition selon le sexe donne 80,7% d'hommes et 19,3% de femmes. Les avocats sont majoritairement installés dans la ville de Ouagadougou avec 94,5% contre seulement 5,5% à Bobo-Dioulasso. Cependant, ils ont compétence sur tout le territoire national.

L'effectif des huissiers est de 27 en 2016. Il n'a pas évolué par rapport à l'année antérieure. Ce corps ne couvre pas l'ensemble du territoire. Ils sont installés dans 7 villes du pays avec une forte concentration à Ouagadougou (63% des huissiers). La répartition des huissiers selon le sexe donne 19% de femmes et 81% d'hommes.

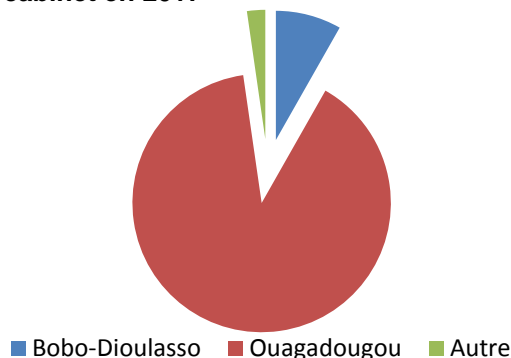
Hormis le personnel judiciaire, d'autres corps appuient le Ministère. Il s'agit des interprètes, des chauffeurs, des agents de liaison, des secrétaires et des agents de bureau. On a également d'autres personnels tels que des financiers, des statisticiens, des informaticiens, des éducateurs sociaux, des économistes, des juristes, des gestionnaires des ressources humaines, etc. en 2017, ils étaient au nombre 302 dont 91 de sexe féminin.

Notes méthodologiques :

Proportion (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par sexe : Rapport entre le nombre (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) de sexe masculin ou féminin et le nombre total (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

Taux d'encadrement des détenus par GSP : Rapport entre le nombre total de détenus et le nombre total du personnel de garde de sécurité pénitentiaire.

Graphique 4: Auxiliaires de justice par position du cabinet en 2017



Graphique 5: Evolution de la répartition des GSP par grade

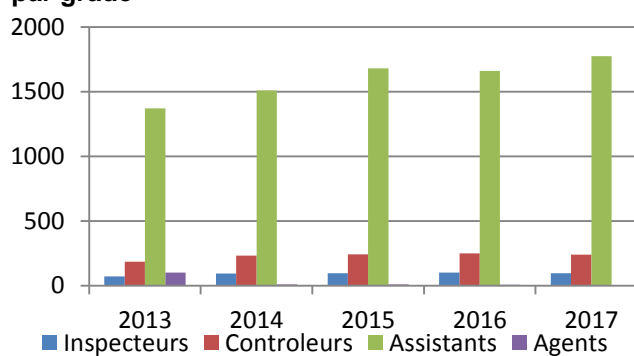
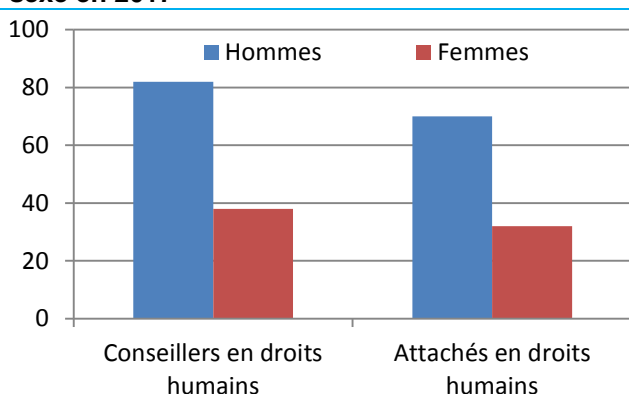


Tableau 7: Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention et ratio Détenus/GSP au 31/12

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Effectif des GSP	744	802	1 325	1 435	1 638	1 730	1 846	2030	2032	2113
GSP dans les EP	622	622	800	1 006	1 175*	1 206*	1 313*	1 400*	1 485*	1 444*
Population carcérale	4801	5400	5198	5039	5 035	5 976	6827	7 544	7 670	7 840
Détenus par GSP	7,7	8,7	6,5	5	4,3	5,0	5,2	5,4	5,2	5,4

*Les GSP du centre de Laye ne sont pas pris en compte à partir de 2012.

Graphique 6: Personnel des droits humains par sexe en 2017



Graphique 7: Personnel des droits humains par direction régionale en 2017

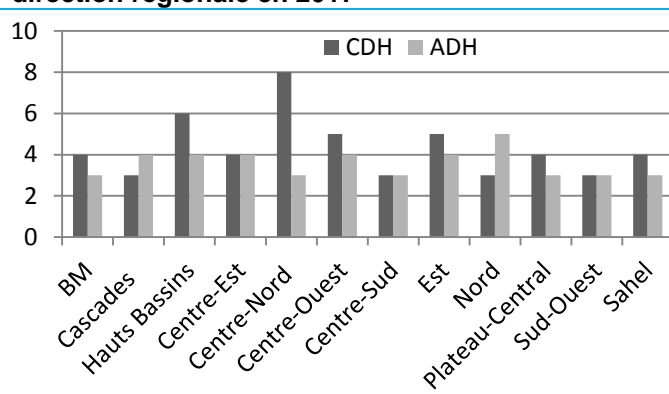


Tableau 8: Notaires, Huissiers de justice et Avocats par sexe et par localité d'implantation

	Notaires				Huissiers de justice				Avocats			
Année	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	17	17	18	18	29	29	27	27	168	164	174	181
Sexe												
Hommes	10	10	10	10	24	24	22	22	135	132	139	146
Femmes	7	7	8	8	5	5	5	5	33	32	35	35
Position												
Bobo-Dioulasso	3	3	3	3	6	6	5	5	13	13	10	10
Dédougou	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Kaya	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Ouagadougou	14	14	15	15	18	18	17	17	155	151	164	171
Ouahigouya	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Fada	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0	0	0

Source : ordre des notaires, chambre des huissiers, ordre des avocats

Tableau 9: Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Hommes	131	140	167	184	175	211
Femmes	45	48	49	68	72	91

Source : DRH du ministère de la justice (les données de 2015 sont celles du Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains).

II.5. Budget

Points saillants :

- 1,27% du budget de l'Etat consacré au MJDHPC en 2017 contre 0,98% en 2016.
- Augmentation en 2017 des dépenses destinées aux investissements en termes de Crédits de paiement

Commentaire général

Le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique est financé d'une part par le budget de l'Etat et d'autres parts par des subventions provenant de ses partenaires techniques et financiers. L'emploi des ressources budgétaires du Ministère porte sur toutes les natures de dépenses. Pour l'exercice budgétaire de 2017, le ministère a disposé d'un budget global de vingt-neuf milliards cent quinze millions quatre cent soixante-seize milles (29 115 476 000) FCFA en Crédits de Paiement et de onze milliards seize millions quatre cent quarante milles (11 016 440 000) FCFA en Autorisation d'engagement (AE). Le budget affecté au département a connu une augmentation de 52,13% par rapport à la dotation de 2016 en termes de Crédits de paiements.

En 2017, les dépenses de personnel (traitement et salaire, primes et indemnités, cotisation sociale et avantages en nature au personnel) occupent 58,17% des dotations ; les dépenses de fonctionnement (matériel, mobilier de logement et bureau et achats de biens et services) pour 11,94% ; les dépenses de transferts courants 4,52% et les dépenses d'investissement pour 25,36%. Les dépenses d'investissement se chiffrent à onze milliards seize millions quatre cent quarante milles (11 016 440 000) FCFA en AE et sept milliards trois cent quatre-vingt-quatre millions deux cent quatre-vingt milles (7 384 280 000) FCFA en Crédits de paiements.

Au 31 décembre 2017, le montant total des engagements AE y compris se chiffre à trente milliards huit cent soixante-trois millions cinq cent quatre-vingt-quinze milles quatre cent cinquante-deux (30 863 595 452) FCFA pour une prévision de trente milliards neuf cent sept millions trois cent huit milles quatre-vingt-trois (30 907 308 083) FCFA. Soit un taux d'engagement de 99,85%

Quant aux Crédits de paiements liquidés, le montant global se situe au 31 décembre 2017 à vingt-quatre milliards quarante-huit millions soixante-onze milles huit cent trente-six (24 048 071 836) FCFA pour une prévision de vingt-neuf milliards cent quinze millions quatre cent soixante-seize (29 115 476 000) FCFA. Soit un taux de liquidation de 82,59%. La répartition de ce taux de liquidation en 2017 selon la nature des dépenses donne les chiffres suivants 94,69% des prévisions de dépenses en personnel, 95,22% des prévisions de dépenses d'achats de biens et services, 86,63% des prévisions de dépenses de transferts courants et 48,20% des prévisions de dépenses des investissements..

Notes méthodologiques :

Part des consommations des Crédits de paiements par rubrique : Rapport entre le montant des Crédits de paiements ordonnancés et liquidés d'une rubrique donnée (fonctionnement, investissement, etc.) et le montant total des Crédits de paiements liquidé.

Dépenses en transfert courant : prise en charge de la formation des élèves de la GSP et de la section Magistrature à l'ENAM, de la subvention du Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo et du centre pour mineurs de Laye, du fonds d'assistance judiciaire, des contributions de l'Etat aux comités nationaux et internationaux, aux Commissions Nationales et aux Organismes Internationaux et de divers appuis aux associations

Dépenses d'investissement : programme d'appui à la production pénitentiaire, programme d'humanisation des établissements pénitentiaires, pool économique et financier en matière de justice et programme de construction et normalisation de nouvelles juridictions et établissements pénitentiaires. A cette rubrique, il faut également ajouter les subventions provenant des PTFs.

Taux d'engagement budgétaires : Rapport entre le montant des dotations budgétaires engagées et le montant des dotations budgétaires.

Taux de liquidation budgétaires : Rapport entre le montant des dotations budgétaires liquidés et le montant des dotations budgétaires en Crédits de paiements.

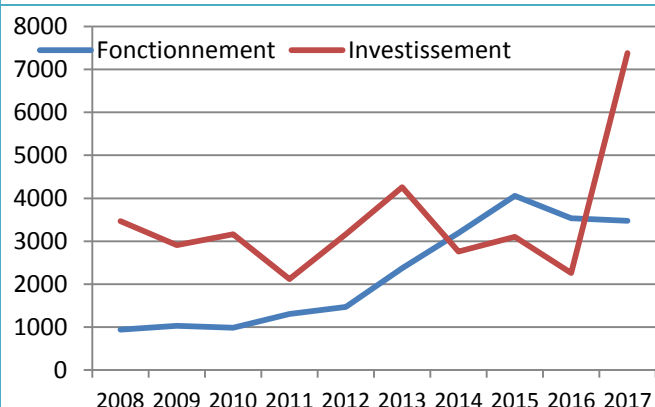
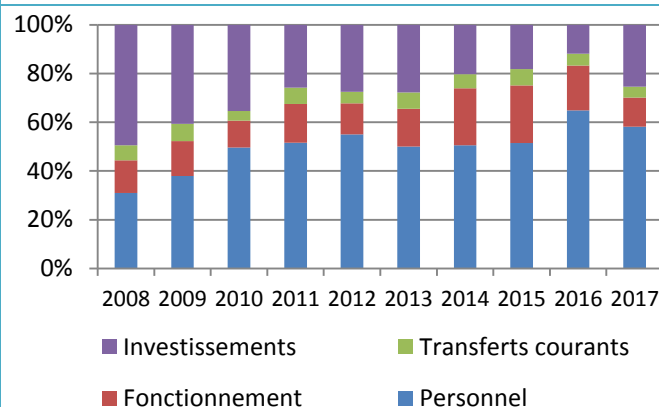
Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2007 à 2016 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense et des rapports du Programme d'investissements publics du Ministère de l'économie et des finances.

Tableau 10 : Allocations budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)

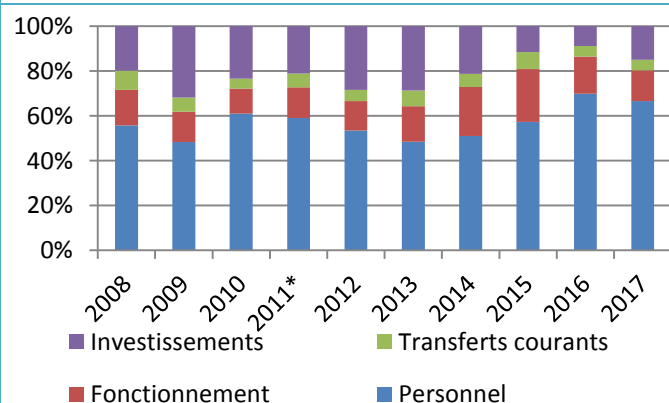
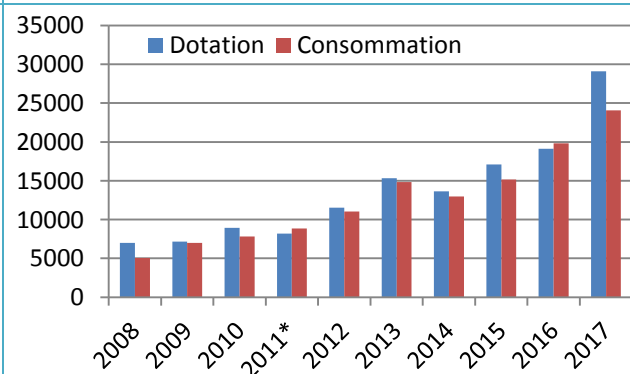
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Personnel	2 167,6	2720,7	4436,7	4235,8	6 347,9	7654,1	6878,1	8785,5	12 414	16 937
Fonctionnement	940,5	1026,7	980,5	1304,6	1 470,9	2369,4	3192,6	4056,5	3 532	3 477
Transferts courants	430,3	509,7	349,5	546,3	551,8	1027,3	790,5	1143,0	932	1 316
Investissements exécutés par l'Etat– transferts en capital**	3 464,1	2910,3	3164,2	2116,8	3163,2	4256,0	2758,2	3100,7	2 260	7 384
Total	7 002,5	7 167,4	8930,5	8 203,5	11533,8	15306,8	13619,4	17085,7	19138	29 115
Taux de croissance annuelle	0,9%	2,4%	24,7%	-8,1%	40,6%	40,0%	-11,0%	25,45%	12,01%	52,13%
Part du budget du Ministère de la justice dans le budget de l'Etat	0,7%	0,7%	0,84%	0,7%	0,8%	1,0%	0,73%	0,98%	0,98%	1,27%

Source : Lois de finances et rapports du Programme d'investissements publics

Graphique 8: Evolution du budget du Ministère de la justice**Graphique 9 : Evolution de la répartition des dotations budgétaires prévisionnelles****Tableau 11: Consommations budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)**

	2008	2009	2010	2011*	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Personnel	2 813,8	3 375,30	4 784,60	5 228,80	5 900,0	7 175,9	6 640,70	8 679,8	13 847	16 037
Matériel (fonctionnement)	799,2	945	872,5	1 220,20	1 451,6	2 356,8	2 834,30	3 576,8	3 278	3 308
Transferts courants	429,1	445,2	349	546,3	551,8	1 027,3	762,8	1 142,4	927	1 140
Investissements	1 003,7	2219,2	1 832,30	1 872,3	3 130,7	4 255,9	2 757,10	1 748,2	1 766	3 594
Total	5045,8	6984,7	7838,4	8867,6	11034,1	14815,8	12972,6	15147,2	19 817	24 080
Dotations	7002,5	7167,4	8930,5	8203,5	11533,8	15 306,8	13 619,4	17085,7	19138	29 115
Taux de consommation des dotations prévisionnelles	72,06%	97,45%	87,77%	108,1%	95,67%	96,79%	95,25%	88,65%	103,6%	82,7%

Source : Circuit de la dépense / Ministère de l'Economie et des Finances et rapports du PIP

Graphique 10: Evolution de la répartition des exécutions budgétaires du Ministère de la justice**Graphique 11: Evolution du taux d'exécutions budgétaires prévisionnelles**

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de cassation

Points saillants :

- Hausse du taux de rédaction des arrêts par rapport à 2016 ;
- 44% des décisions d'irrecevables en 2017 ;
- Durée moyenne de traitement des affaires de 4 ans 5 mois.

Commentaire général

La Cour de Cassation a reçu 263 affaires nouvelles en 2017, soit une augmentation de 32 unités par rapport à 2016 et de 108 par rapport à l'année 2008. Au cours de cette dernière décennie, 2017 a été l'année où la Cour de cassation a connu le nombre d'affaires le plus élevé. En 2017, la Cour a jugé 184 affaires soit 69,96% de ses affaires nouvelles. Parmi ces affaires jugées, 100 (54,3%) ont été jugées par la chambre civile, 18 (9,8%) par la chambre commerciale, 47 (25,5%) par la chambre sociale, 18 (9,8%) par la chambre criminelle et 1 (0,5%) par la chambre mixte.

En 2017, la Cour de cassation a rendu 184 décisions dont 62 sur le fond. Les décisions d'irrecevabilité représentent la majorité des décisions rendues soit 44%. Les décisions de rejet occupent 23,91% des décisions rendues et les décisions de cassation 9,78%.

Quant au taux de rédaction des décisions rendues, il est de 85,3% en 2017. En 2016, par contre la Cour de Cassation avait rédigé 65,8% de ses décisions rendues. Le niveau de cet indicateur en 2008, était de 89,7%.

La durée moyenne de traitement d'une affaire à la Cour de cassation est de 4 ans 5 mois contre 4 ans 9 mois en 2016. Parmi les décisions rendues en 2017, 89 (48,37%) ont été traitées dans une durée supérieure à 5 ans, 45 (24,46%) entre 4 ans et moins de 5 ans, 26 (14,13%) entre 3 ans et moins de 4 ans, et 6 (3,26%) en moins de 2 ans.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des affaires nouvelles d'une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour de cassation.

Part des affaires orientées par le Parquet vers une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers une chambre et le nombre total d'affaires orientées par le Parquet général vers toutes les chambres.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

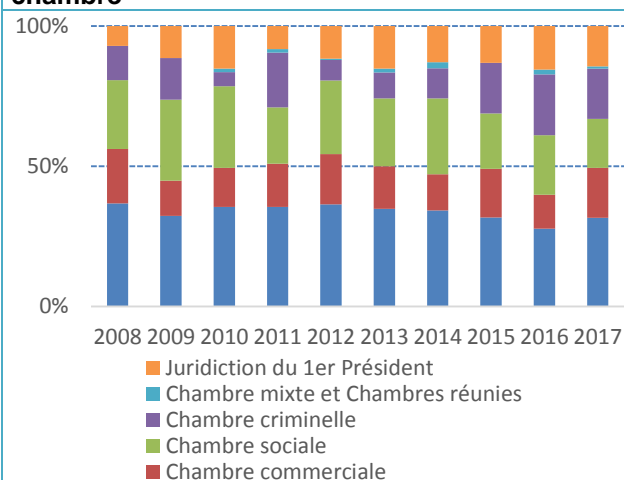
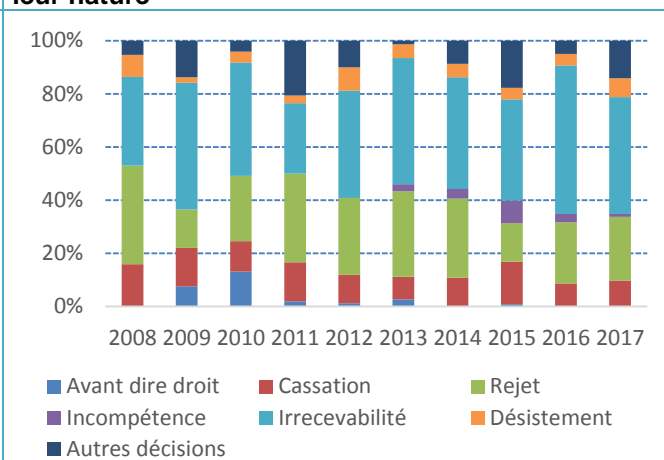
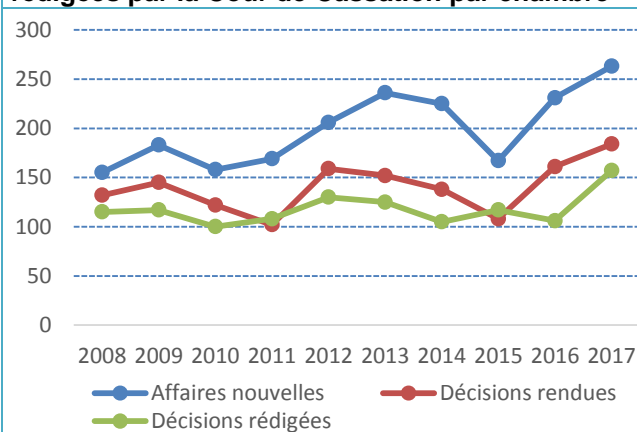
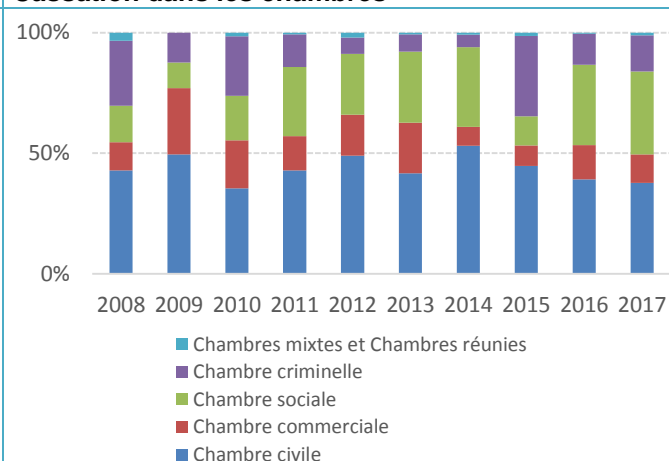
Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Tableau 12: Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par la Cour de cassation

	Situation en 2017	Variation absolue par rapport à		Variation relative par rapport à en %						
		à								
		2008	2016	2008	2016					
Affaires nouvelles	263	108	32	69,7	13,9					
Décisions rendues	184	52	23	39,4	14,3					
dont décisions sur le fond	62	-17	11	-21,5	21,6					
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	155	183	158	169	206	236	225	167	231	263
Décisions rendues	132	145	122	102	159	152	138	108	161	184
dont décisions sur le fond	79	42	44	49	63	62	56	36	51	62
% de décisions sur le fond	45,1	27,1	36,1	48	39,6	40,8	40,6	33,3	31,7	33,7
Décisions rédigées	115	117	100	108	130	125	105	117	106	157
Proportion de décisions rédigées (%)	89,7	75,5	82	105,9	81,8	82,2	76,1	108,3	65,8	85,3

Graphique 12: Evolution de la répartition des affaires nouvelles à la Cour de Cassation par chambre**Graphique 13: Evolution de la répartition des décisions rendues par la Cour de Cassation selon leur nature****Graphique 14 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées par la Cour de Cassation par chambre****Graphique 15: Répartition du nombre d'affaires orientées par le Parquet général de la Cour de Cassation dans les chambres****Tableau 13 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation en 2017**

	moins de 6 mois	6 mois à moins d'1 an	1an à moins 2 ans	2ans à moins 3 ans	3ans à moins 4 ans	4ans à moins 5 ans	5ans et plus	Total
Ensemble	4	3	11	6	26	45	89	184
Chambre civile	2	3	3	4	16	25	47	100
Chambre commerciale	0	0	1	0	4	3	10	18
Chambre sociale	0	0	5	2	5	13	22	47
Chambre criminelle	2	0	2	0	0	4	10	18
Chambres mixtes et Chambres réunies	0	0	0	0	1	0	0	1

III.2. Cours d'appel

Points saillants :

- Baisse du taux d'infirmerie par rapport à 2016;
- Baisse de taux de rédaction des décisions.

Commentaire général

L'ensemble des Cours d'Appel ont enregistré au total 2 245 affaires nouvelles en 2017 contre 1 660 en 2016, soit une hausse de 35,2%. Par rapport à l'année 2008, ces affaires ont augmenté de 87,1%. Selon les juridictions, la Cour d'Appel de Ouagadougou englobe 72,6% des affaires nouvelles en 2017, celle de Bobo-Dioulasso 24,5% et Fada N'Gourma (pour sa première année de fonctionnement) 2,9%. Plus de la moitié de ces affaires proviennent des tribunaux de grande instance (TGI), soit 58,4% suivis des tribunaux de travail (TT) avec 23,3%. Les saisines directes représentent 16,1% et seulement 0,9% proviennent des tribunaux d'instance (TI).

Les décisions rendues en 2017 par les Cours d'Appel sont au nombre de 1 707. Ce nombre a augmenté de 24,4% par rapport à 2016 et de 130,1% par rapport à 2008. La cour d'appel de Ouagadougou a rendu 1 066 décisions avec une baisse 1,5% par rapport à 2016. Celui de Bobo-Dioulasso a rendu 604 décisions en 2017, soit une augmentation de 108% par rapport à 2016 et celle de Fada N'Gourma a rendu 37 décisions en 2017.

Parmi ces décisions rendues en 2017, 65,8% l'ont été sur le fond, 22,8% constitue d'autres décisions (irrecevabilité, désistement, etc.), 8,2% sont des radiations et 3,2% des décisions d'avant dire droit. Au total, 405 décisions d'infirmerie sur 1 123 au fond ont été rendues soit un taux d'infirmerie de 36,1% en 2017 contre 39,7% en 2016. La grande majorité des infirmeries sont des réformations soit 77,3%.

Une répartition selon les chambres des Cours d'Appel, montre que la juridiction du 1er Président a rendu le plus grand nombre de décisions soit 29,3% suivie de la chambre sociale avec 25,4%. La chambre correctionnelle et la chambre civile et commerciale ont rendu respectivement 23,6% et 21,7% des décisions en 2017.

Le nombre de décisions rédigées en 2017 est de 1 153 soit un taux 67,5% par rapport à l'ensemble des décisions rendues. Il faut noter que ce taux était de 97,1% en 2015 et de 79,9% en 2016 soit une baisse successive au cours de ces deux dernières années. D'une Cour d'Appel à une autre, les taux de rédaction des décisions sont sensiblement identiques. En effet, ce taux est de 68,5% à Bobo-Dioulasso, 67,2% à Ouagadougou et de 62,2% à Fada N'Gourma.

Les affaires pénales transmises par les parquets généraux ont fortement augmenté par rapport à 2016. Ces affaires au nombre de 492 en 2016 sont passées à 759 en 2017, soit une augmentation de 54,3%. Sur l'ensemble de ces affaires, 3 sur 5 sont destinées aux chambres correctionnelles en 2017.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues multiplié par 100.

Part des affaires nouvelles d'une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour d'appel.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Sources statistiques

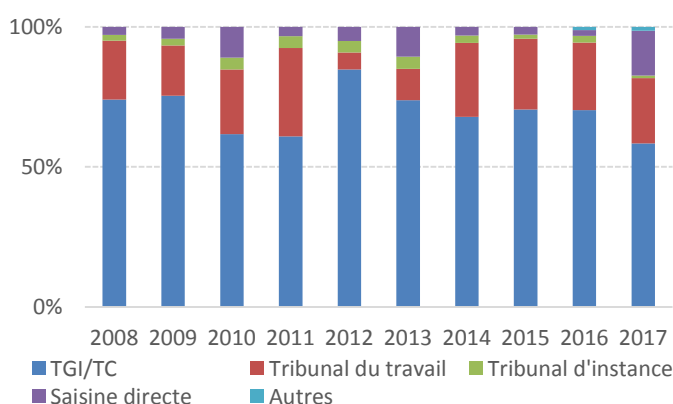
Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, pluriactifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.

Tableau 14 : Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par les cours d'appel

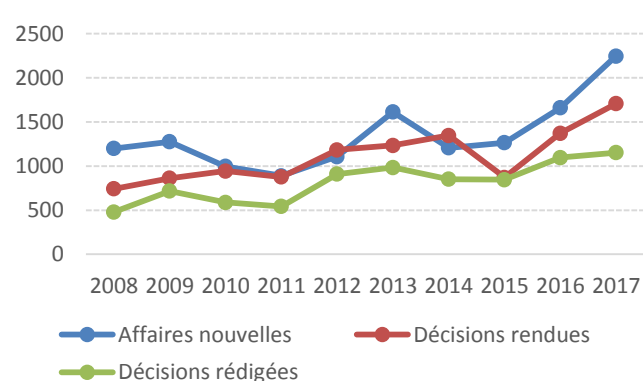
	Situation en 2017	Variation en nombre par rapport		Variation en % par rapport	
		2016	2008	2016	2008
Affaires nouvelles	2 245	585	1045	35,2	87,1
Décisions rendues	1707	335	965	24,4	130,1
Décisions rédigées	1153	57	673	5,2	140,2

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	1200	1275	997	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 641	2 245
Décisions rendues	742	863	944	876	1 183	1 233	1 347	871	1 372	1 707
dont décisions sur le fond	525	633	744	589	821	826	915	629	1019	1123
% de décisions sur le fond (en %)	70,8	73,3	78,8	67,2	69,4	67,0	73,4	72,2	74,27	65,8
Décisions rédigées	480	717	588	543	910	983	851	846	1 096	1 153
Proportion de décisions rédigées (en %)	64,7	83,1	62,3	62,0	76,9	79,7	68,9	97,1	79,9	67,5

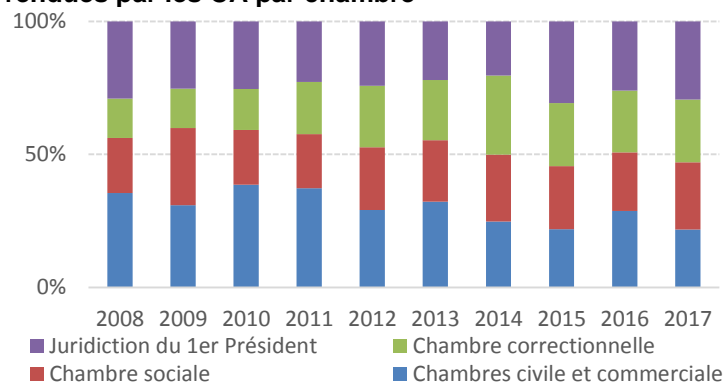
Graphique 16 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des CA selon leur origine



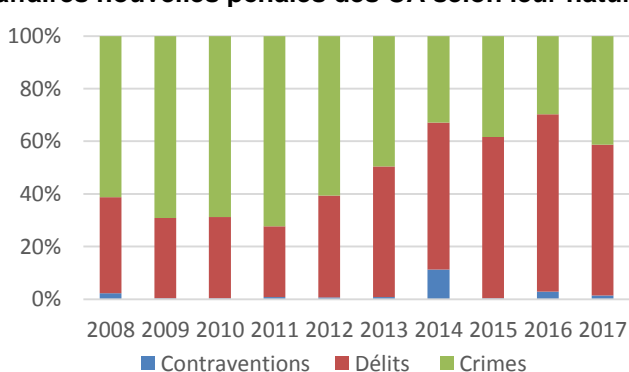
Graphique 17 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les CA



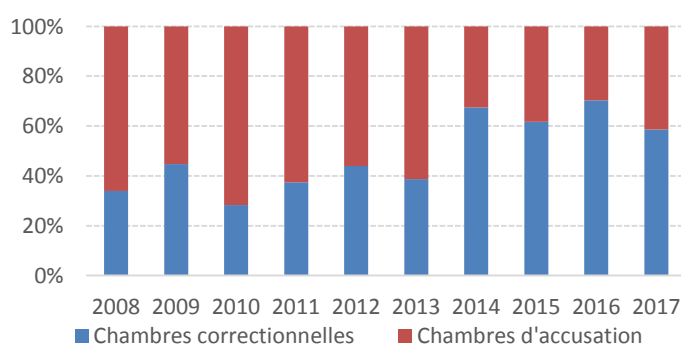
Graphique 18 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les CA par chambre



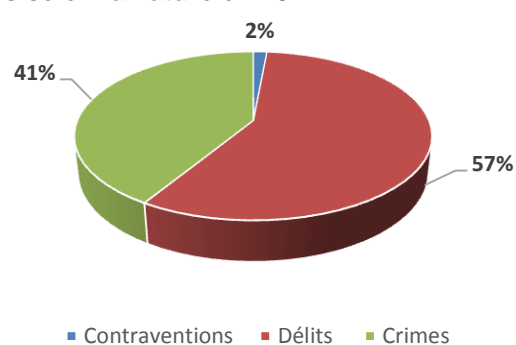
Graphique 19 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles pénales des CA selon leur nature



Graphique 20 : Evolution des affaires des parquets selon les chambres de destination



Graphique 21 : Répartition des affaires nouvelles pénales selon la nature en 2017



III.3. Tribunaux de grande instance

Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance (1/2)

Points saillants :

- 100 décisions civiles et commerciales rendues par juge en 2017 ;
- 92,5 décisions civiles et commerciales rédigées sur 100 décisions rendues;

Commentaire général

En 2017, les tribunaux de grande instance (TGI) ont reçu 14 046 affaires nouvelles civiles et commerciales. Ce nombre a augmenté de 2,2% par rapport à l'année antérieure et de 202,8% par rapport à 2008. L'évolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales varie d'un TGI à un autre. Ainsi, le nombre d'affaires nouvelles dans ces matières a plus que doublé au TGI de Tougan, avec un taux d'accroissement de 114%. Dans les TGI de Léo et de Ouahigouya, ces affaires ont augmenté respectivement de 86,5% et de 73,9% par rapport à 2016. Par contre, les TGI de Dori et Banfora ont vu leurs affaires nouvelles civiles et commerciales diminuer respectivement de 57,5% et de 45,3%.

Les affaires nouvelles de référés en 2017 sont au nombre de 727 et représentent 4,9% de l'ensemble des affaires nouvelles. Quant aux nouvelles requêtes d'ordonnances enregistrées, elles sont au nombre de 30 149 en 2017 contre 25 818 en 2016.

Les TGI ont rendu en 2017, 12 188 décisions en matière civile et commerciale contre 10 734 en 2016, soit un taux d'accroissement de 13,5%. Comparativement à 2008, le nombre de décisions civiles et commerciales rendues a augmenté de 185,9%.

Le ratio décisions rendues par affaires nouvelles en matière civile et commerciale est de 86,8% en 2017. Les TGI de Banfora, Djibo, Dori et Tougan ont rendu des décisions qui dépassent les affaires nouvelles qu'ils ont reçues.

Le nombre de décisions rendues en moyenne par juge pour les affaires civiles, commerciales et en matière de référés est de 100 en 2017. Ce nombre varie d'un TGI à un autre. Chaque juge du TGI de Bogandé a rendu en moyenne 40 décisions civiles et commerciales en 2017 hormis les ordonnances. Les TGI de Tougan, Koupéla et Koudougou, enregistrent les plus forts ratios soit respectivement 374, 211 et 188 décisions rendues en moyenne par juge.

Le taux de rédaction des décisions civiles et commerciales en 2017 est de 92,5% contre 85,9% en 2016. Au total 5 TGI ont rédigé au minimum l'équivalent des décisions qu'ils ont rendues en 2017. Il s'agit des TGI de de Bogandé, de Boromo, Fada N'gourma, Kongoussi, et Orodara.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage des décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles multiplié par 100.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

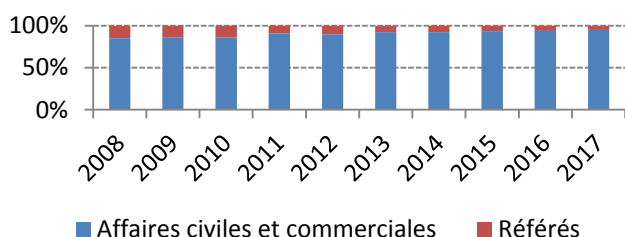
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporter à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles généraux, pluinifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, pluinifs des référés des tribunaux de grande instance

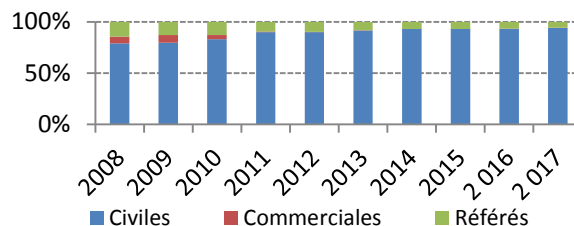
Tableau 15 : Affaires nouvelles civiles et commerciales et décisions rendues par les TGI (y compris référés, hors mis injonctions de payer et ordonnances, hors mis les avants dire droit et jonctions)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	4639	6014	7582	7440	7 629	9 918	10 423	9 857	13 739	14 046
Décisions rendues.	4233	5317	6012	6521	6 286	8 500	8 789	7 442	10 818	12 188
dont décisions sur le fond	3920	4751	5499	5916	5 618	7 459	8 378	7 029	9890,	11 628,
% de décisions sur le fond	92,6	89,4	91,0	90,7	89,4	87,8	95,3	94,6	91,4	95,4
Décisions rédigées	3 507	3644	5328	5891	5 517	5 540	7 437	6 498	8 345	11 274
% de décisions rédigées	82,8	68,5	89	90,3	87,8	65,2	84,6	87,3	91,3	92,5

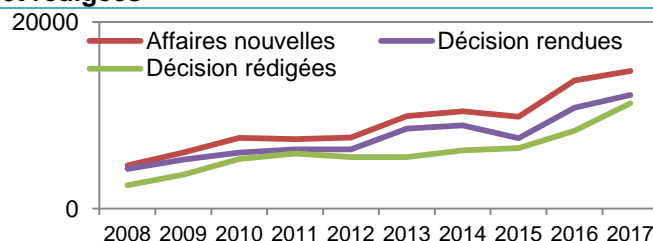
Graphique 22 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI



Graphique 23 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI



Graphique 24 : Evolution des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI, décisions rendues et rédigées



Graphique 25 : Evolution des requêtes et d'ordonnances rendues par les TGI

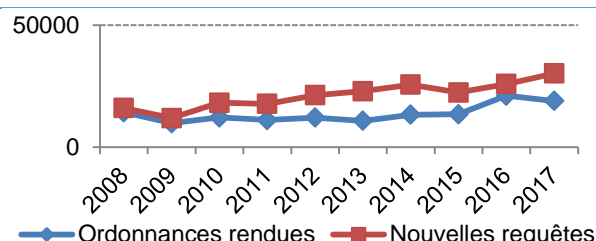


Tableau 16 : Affaires civiles et commerciales nouvelles et décisions rendues par TGI (avec les référés)

	Affaires nouvelles			Décisions rendues					
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Par affaire nouvelle (%)	Par juge	% de décisions rédigées
		2008	2016		2008	2016	2017	2017	2017
Ensemble	14 046	202,8	2,2	12188	185,9	13,5	86,8	99,9	92,5
Banfora	187	74,8	-45,3	236	148,4	-16,9	126,2	47,2	85,6
Bobo-Dioulasso	1419	178,8	0,8	1 122	83,0	1,2	79,1	74,8	85,1
Bogandé	93	116,3	-23,1	80	128,6	-33,3	86,0	40,0	100,0
Boromo	239	198,8	-29,1	210	153,0	-23,6	87,9	70,0	100,0
Dédougou	209	65,9	7,7	165	46,0	0,0	78,9	55,0	92,7
Diapaga	93	200,0	22,4	85	203,6	23,2	91,4	42,5	90,6
Diébougou	332	-	36,6	325	-	42,5	97,9	108,3	97,8
Djibo	198	-	3,1	199	-	5,3	100,5	99,5	92,5
Dori	99	11,2	-57,5	131	92,6	-9,0	132,3	43,7	84,7
Fada N'gourma	475	427,8	-9,0	382	344,2	-14,9	80,4	127,3	103,4
Gaoua	310	273,5	-18,6	261	214,5	-26,1	84,2	87,0	90,4
Kaya	398	112,8	15,0	371	114,5	20,5	93,2	92,8	91,4
Kongoussi	258	168,8	30,3	236	153,8	19,8	91,5	118,0	100,0
Koudougou	1512	551,7	36,3	1316	410,1	42,0	87,0	188,0	78,2
Koupéla	536	-	993,9	421	-	1007,9	78,5	210,5	99,8
Léo	319	1000,0	86,5	297	1191,3	130,2	93,1	99,0	97,0
Manga	348	75,8	18,8	311	101,9	8,7	89,4	103,7	93,6
Nouna	154	-	19,4	130	-	15,0	84,4	65,0	98,5
Orodara	139	-	-36,5	95	-	-42,8	68,3	47,5	118,9
Ouagadougou	3426	73,3	-26,8	2 926	75,7	-5,7	85,4	81,3	92,4
Ouahigouya	426	321,8	73,9	356	256,0	69,5	83,6	89,0	96,9
Tenkodogo	999	237,5	10,9	813	222,6	35,7	81,4	162,6	98,9
Tougan	732	646,9	114,0	748	780,0	120,0	102,2	374,0	99,3
Yako	504	414,3	10,5	427	379,8	-3,4	84,7	142,3	95,6
Ziniaré	641	279,3	16,5	545	226,3	11,0	85,0	181,7	92,7

Point saillant :

- 2 mois pour la durée moyenne de traitement des affaires civiles.

Commentaire général

Les TGI ont rendu 12 188 décisions civiles et commerciales en 2017. Sur cet effectif, 11 923 ont été rendues contradictoirement soit 97,8%. Au cours de la même année, 159 décisions ont été rendues par défaut et 106 rendues par réputé contradictoire.

En matière civile et commerciale 11 628 décisions ont été rendues sur le fond en 2017 soit 95,4% de l'ensemble des décisions. Au compte des décisions rendues au fond, la majorité, soit 95%, a été des décisions d'acceptation contre 5% de rejet.

La durée de la procédure est le temps écoulé entre l'enrôlement de l'affaire et le prononcé de la décision. La durée moyenne de traitement des affaires civiles est de 2 mois en 2017 contre 2 mois 7 jours en 2016 et 4 mois en 2008. En 2017, 72,4% des affaires civiles sont traitées en moins d'un mois contre 64% en 2016. 13% des décisions ont été rendues entre 1 mois et 2 mois en 2017. Seulement 3% des décisions civiles et commerciales des TGI en 2017 ont été rendues en une année et plus contre 4% en 2016.

Notes méthodologiques :

Pourcentage des décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles multiplié par 100.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

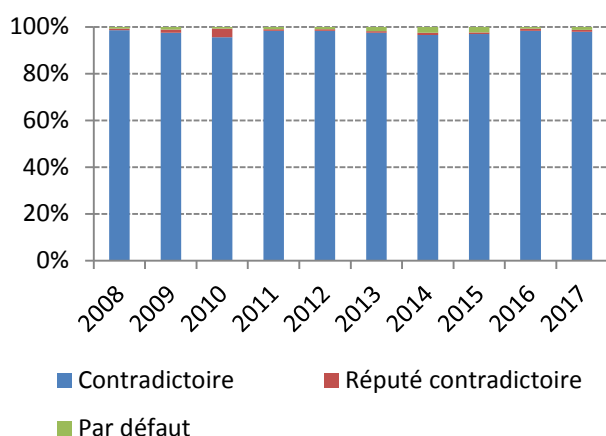
Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, courrier arrivée, courrier départ, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance.

Graphique 26 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI par type



Graphique 27 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI sur le fond selon leur nature

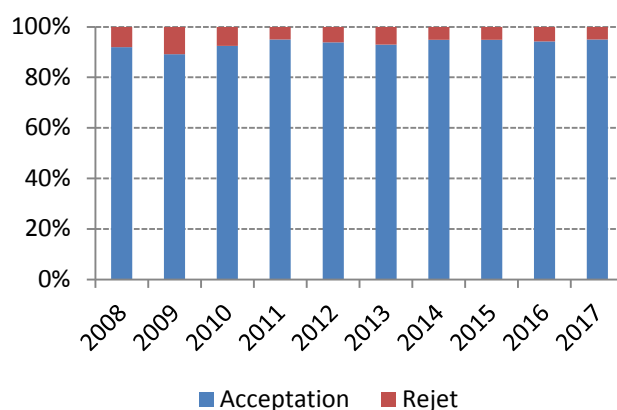


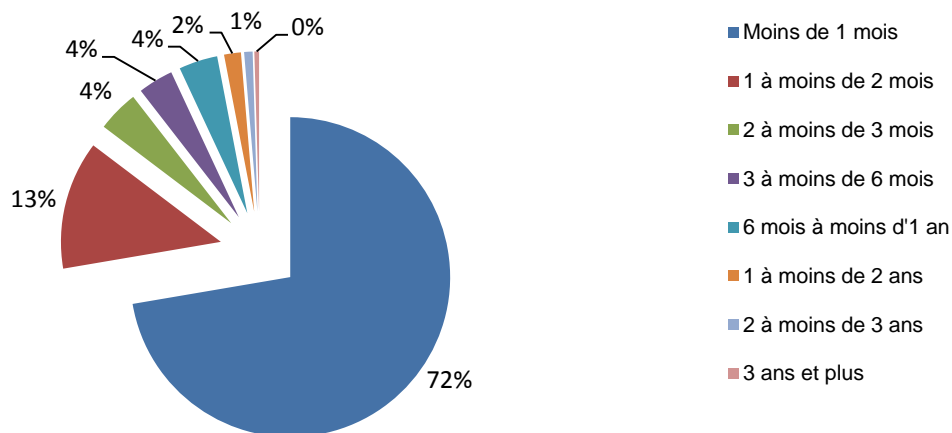
Tableau 17 : Décisions civiles rendues par les TGI selon la durée de la procédure

		Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins d'1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2016	Nombre	6 434	1 637	465	611	429	289	70	44	9 979
	%	64,5	16,4	4,7	6,1	4,3	2,9	0,7	0,4	100,0
2017	Nombre	8 213	1 474	472	401	442	193	96	54	11 345
	%	72,4	13,0	4,2	3,5	3,9	1,7	0,8	0,5	100,0

Tableau 18 : Durée moyenne de traitement des affaires civiles rendues par les TGI

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Durée moyenne affaire civile	4 mois	4 mois 15 jours	3 mois	2 mois 26 jours	2 mois 21 jours	2 mois 18 jours	3 mois 9 jours	2 mois 21 jours	2 mois 7 jours	2 mois

Graphique 28 : Décisions rendues par les TGI en 2017 en matière civile et commerciale selon la durée de la procédure



Points saillants :

- 288 mineurs impliqués dans les affaires pénales ;
- Environ 1 affaire nouvelle sur 4 enregistrée par le parquet de Ouagadougou ;
- 13,9% de taux de classement sans suite en 2017.

Commentaire général

En 2017, les parquets des tribunaux de grande instance ont enregistré 8 690 affaires nouvelles. Ces affaires sont en baisse de 4,7% par rapport à 2016 et de 9,4% par rapport à 2008. Les parquets de Tenkodogo, Bobo-Dioulasso et Banfora ont connu les plus fortes baisses avec respectivement -44,9%, -29,1% et -25%. Toutefois, on note de fortes hausses aux parquets de Dédougou (37,6%), Gaoua (31,9%) et Tougan (29,5%).

Le volume des affaires nouvelles enregistrées varie d'un parquet à un autre. Ainsi, 24,8% de ces affaires sont enregistrées par le parquet de Ouagadougou et 0,9% par celui de Kongoussi.

Les orientations des affaires nouvelles par les parquets restent similaires à celles des années précédentes. En 2017, 75,8% des affaires nouvelles des parquets ont été orientées vers les chambres correctionnelles, 10,4% vers les cabinets d'instruction et 13,9% ont été classées sans suite. Le nombre de classement sans suite a baissé de 3 points de pourcentage par rapport à 2016. Les affaires orientées vers les chambres correctionnelles sont composées de 77,1% de flagrant délit et 22,9% de citation directe.

En 2017, 288 mineurs ont été impliqués dans les affaires pénales. Comparativement à 2016, ce nombre a baissé de 38 mineurs soit une diminution de 13,2%. Parmi ces mineurs impliqués dans les affaires pénales en 2017, 221 ont été mis sous ordre de garde provisoire (OGP).

Notes méthodologiques :

Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.

Part des affaires orientées par « chambre » : Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de classement sans suite : Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de réponse pénale : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.

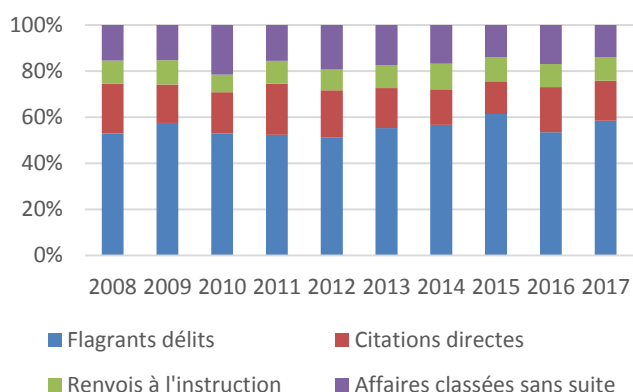
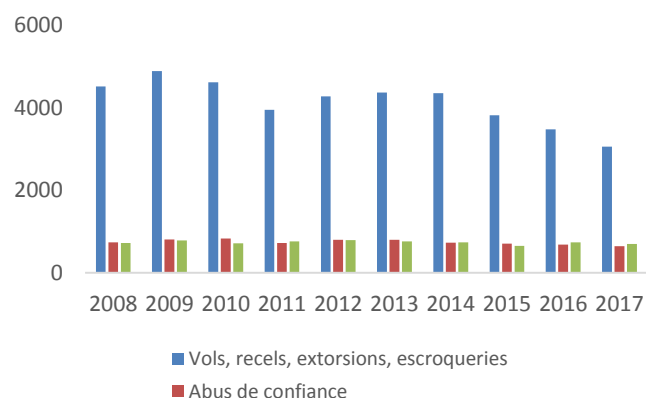
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des plaintes et registres des orientations.

Tableau 19: Affaires nouvelles et orientations des parquets des TGI

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690
Orientations des affaires										
Chambre correctionnelle	7 142	7 841	7 567	6 534	7 303	7 288	6 988	6 551	6 658	6 583
Saisines des juges d'instruction	968	1 112	822	875	914	992	1 076	908	915	901
Classements sans suite	1 477	1 615	2 307	1 362	1 969	1 751	1 640	1 209	1 548	1 206
Taux de classement sans suite	15,4	15,3	21,6	15,5	19,3	17,5	16,9	13,9	17,0	13,9
Activités relatives aux mineurs										
Mineurs impliqués	558	503	331	325	384	366	394	334	326	288
Mineurs mis sous OGP	448	315	93	125	248	204	243	270	222	221

Graphique 29: Evolution de la répartition des orientations des parquets des TGI**Graphique 30: Evolution des principales infractions enregistrées dans les parquets des TGI****Tableau 20 : Evolution des affaires nouvelles enregistrées par les parquets par TGI**

	Ensemble des affaires				Crimes et délits contre les biens			Crimes et délits contre les particuliers		
	2017		Variation en % /		Nombre		Variation en % /		Nombre	
	Nombre	%	2008	2016	2017	2008	2016	2017	2008	2016
Ensemble	8 690	100,0	-9,4	-4,7	4 394	-21,5	-12,7	2 831	9,1	9,9
Banfora	384	4,4	-9,2	-25,3	239	31,3	-29,3	110	-38,5	-15,4
Bobo-Dioulasso	723	8,3	-34,6	-29,1	444	-27,2	-26,7	195	-30,6	-29,1
Bogandé	120	1,4	-40,3	-23,6	22	-81,5	-42,1	66	24,5	0,0
Boromo	373	4,3	4,2	13,7	186	-6,5	19,2	117	13,6	21,9
Dédougou	461	5,3	8,5	37,6	191	-26,8	22,4	191	101,1	75,2
Diapaga	131	1,5	-13,2	12,0	50	-32,4	-18,0	53	-1,9	55,9
Diébougou	204	2,3	-	-21,5	119	-	-4,8	49	-	-48,4
Djibo	234	2,7	-	-7,5	123	-	-0,8	79	-	-20,2
Dori	267	3,1	-29,9	-2,2	116	-33,7	-23,7	110	-24,7	26,4
Fada N'gourma	291	3,3	-23,4	-12,3	130	-39,5	-24,9	110	-8,3	35,8
Gaoua	314	3,6	-28,6	31,9	167	-29,8	16,8	100	-29,1	69,5
Kaya	244	2,8	-45,3	4,7	99	-64,9	-22,0	91	-9,9	37,9
Kongoussi	74	0,9	-77,2	-21,3	29	-80,7	-46,3	39	-68,0	14,7
Koudougou	582	6,7	24,6	-20,5	314	14,2	-29,0	171	14,0	-21,2
Koupéla	472	5,4	-	11700,0	115	-	-	304	-	7500,0
Léo	166	1,9	86,5	-8,3	60	-3,2	-15,5	73	305,6	0,0
Manga	158	1,8	-57,1	-14,1	60	-76,2	-38,8	69	11,3	13,1
Nouna	124	1,4	-	-23,5	61	-	-32,2	40	-	-7,0
Orodara	168	1,9	-	18,3	80	-	17,6	55	-	5,8
Ouagadougou	2157	24,8	-16,7	-7,2	1273	-24,0	-5,2	451	-22,2	-16,8
Ouahigouya	304	3,5	16,5	10,9	207	21,8	7,3	70	34,6	16,7
Tenkodogo	250	2,9	-66,2	-44,9	111	-73,1	-48,4	87	-62,2	-42,8
Tougan	171	2,0	12,5	29,5	83	-14,4	-1,2	64	113,3	77,8
Yako	110	1,3	-11,3	-19,7	42	-17,6	-45,5	48	71,4	41,2
Ziniaré	208	2,4	28,4	-13,3	73	-25,5	-28,4	89	78,0	23,6

Activités des parquets des tribunaux de grande instance (2/2)

Points saillants :

- Prédominance des crimes et délits contre les biens ;
- Prédominance des rectifications matérielles dans les affaires « civiles » des parquets.

Commentaire général

En 2017, 8 690 affaires nouvelles ont été enregistrées dans les parquets des TGI. La répartition de ces affaires par catégorie d'infraction montre une prédominance des crimes et délits contre les biens (50,6%). Cette prédominance des infractions contre les biens se justifie par la fréquence des délits tels que le vol, le recel, l'extorsion et l'escroquerie qui constituent près de 70% de cette catégorie d'affaires. Les crimes et délits contre les particuliers représentent 32,6% des affaires nouvelles des parquets en 2017. Il faut relever, par ailleurs, que 0,2% desdites affaires sont des infractions en matière de terrorisme.

Dans les affaires où les mineurs sont impliqués, 80,2% sont des flagrants délits, 9,1 % des citations directes, 7,8% des affaires criminelles et 2,9% des affaires classées sans suite.

En 2017, les parquets des TGI ont enregistré 9 291 affaires nouvelles au civile contre 9 522 en 2016. Les activités civiles des parquets sont dominées dans l'ensemble par des actes relatifs aux rectifications matérielles qui sont au nombre de 6 253 en 2017 contre 5 273 en 2016. Les actes relatifs à l'état des personnes en 2017 tout comme en 2016, représentent 39% des affaires nouvelles. Ces actes restent dominés par les réquisitions relatives aux rectifications d'actes d'état civil qui représentent 90%.

Par ailleurs, 8 283 conclusions ont été prises en 2017 contre 9 196 en 2016 soit une baisse de 10 %.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.

Part des affaires orientées par « chambre » : Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de classement sans suite : Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de réponse pénale : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.

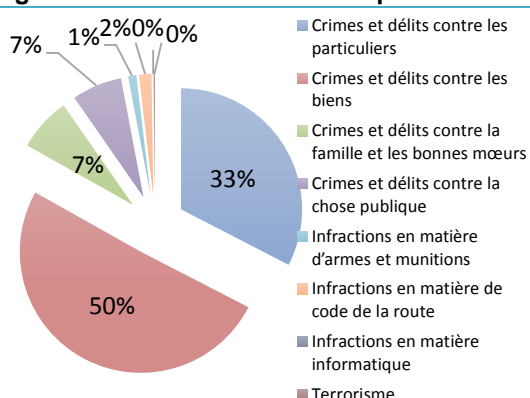
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques
Registre des parquets.

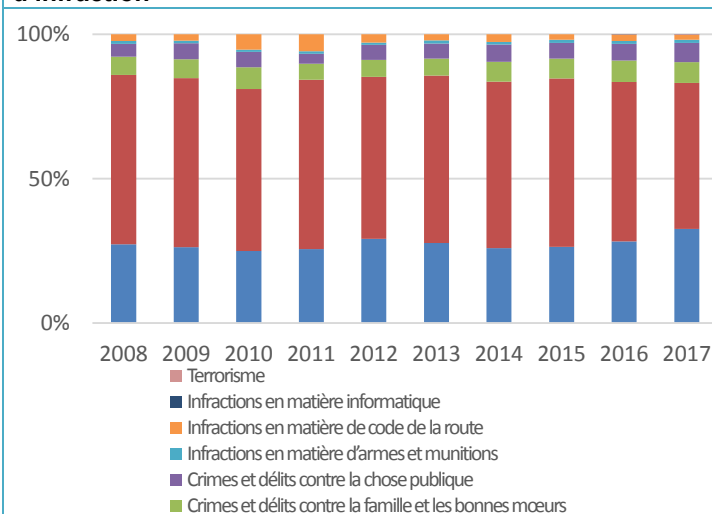
Tableau 21 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction

	Nombre		Variation en % /	
	2017	2008	2016	
Ensemble	8 690	-9,4	-4,7	
Crimes et délits contre les particuliers	2831	9,1	9,9	
Crimes et délits contre les biens	4394	-21,5	-12,7	
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	624	3,8	-8,6	
Crimes et délits contre la chose publique	582	39,2	11,9	
Infractions en matière d'armes et munitions	95	-2,1	2,2	
Infractions en matière de code de la route	145	-34,4	-28,6	
Infractions en matière informatique	3	-	-25,0	
Terrorisme	16	-	220,0	

Graphique 31: Répartition des affaires enregistrées en 2017 dans les Parquets des TGI



Graphique 32: Evolution de la répartition des affaires enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction



Graphique 33: Répartition des mineurs selon l'orientation des affaires

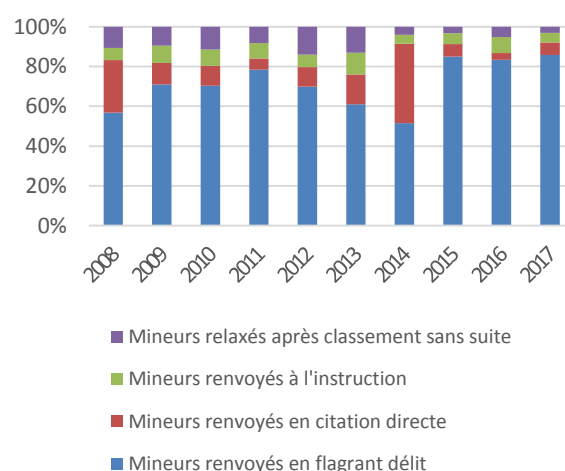
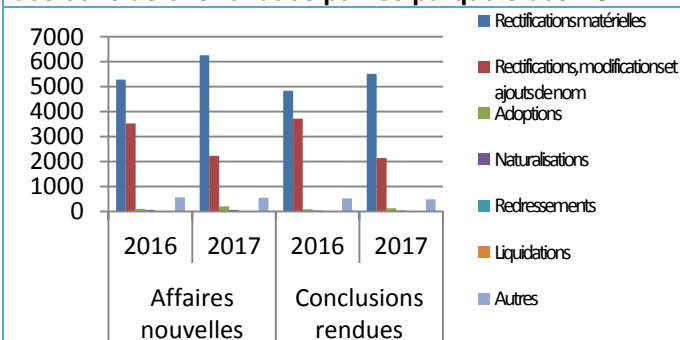


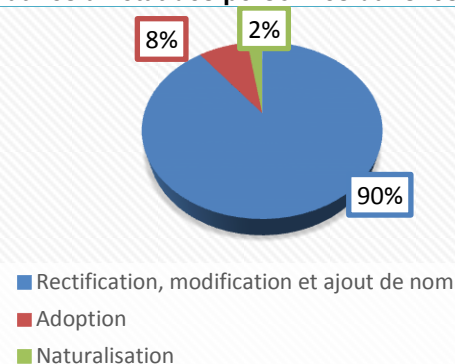
Tableau 22 : Affaires « civiles » nouvelles et conclusions rendues par les parquets des TGI

	Affaires nouvelles		Conclusions rendues		Conclusions/ Affaires nouvelles en %	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Ensemble	9522	9291	9196	8283	96,6	89,2
Rectifications matérielles	5273	6253	4828	5511	91,6	88,1
Etat des personnes	3683	2488	3841	2294	104,3	92,2
Dont						
Rectification, modification et ajout de nom	3522	2229	3716	2133	105,5	95,7
Adoption	104	199	88	123	84,6	61,8
Naturalisation	57	60	37	38	64,9	63,3
Procédures collectives	2	0	0	0	0	-
Autres	564	550	527	478	93,4	86,9

Graphique 34: Répartition des affaires civiles nouvelles et des conclusions rendues par les parquets des TGI



Graphique 35: Répartition des affaires nouvelles en 2017 relatives à l'état des personnes dans les parquets



Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance (1/2)

Points saillants :

- Environ 3 sur 10 décisions correctionnelles rendues à Ouagadougou ;
- 104 décisions correctionnelles rendues par juge à Boromo ;
- Baisse des jugements pour crimes et délits contre les biens à Bogandé de 58,1%.

Commentaire général :

En 2017, les chambres correctionnelles des TGI ont rendu 6 732 décisions, soit une hausse de 18,5% par rapport à 2016. Au cours de la dernière décennie, le nombre de jugements rendus par ces chambres s'est accru de 8,9%. L'évolution du nombre de décisions rendues par les chambres correctionnelles varie selon les TGI. Ainsi, les TGI de Tougan (65,7%), de Koudougou (36,3%) et de Bobo-Dioulasso (35,1%) enregistrent les plus fortes augmentations. Par contre, les baisses sensibles s'observent dans les TGI de Bogandé (-35,7%), de Yako (-24,4%) et de Ziniaré (-22,6%).

Le TGI de Ouagadougou, en 2017, a rendu le plus grand nombre de décisions correctionnelles (28,2%) suivi de celui de Bobo-Dioulasso (9,7%). Les TGI de Bogandé (1,6%), de Diapaga (1,4%), de Kongoussi (1,1%), de Yako (1%) et de Nouna (1,2%) ont chacun rendu moins de 2% des décisions correctionnelles.

En 2017, le nombre de jugements correctionnels rendus par juge est d'environ 55. Les ratios les plus élevés s'observent à Boromo, à Tougan et à Koupéla où chaque juge a rendu en moyenne respectivement 104, 87 et 87 décisions alors que les plus bas sont enregistrés à Yako (23), à Kaya (31) et à Kongoussi (36).

Selon la catégorie d'infractions, les jugements correctionnels rendus en matière de crimes et délits contre les biens représentent 58,4% en 2017. Viennent ensuite les crimes et délits contre les particuliers (25,1%), les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs (9,2%), les crimes et délits contre la chose publique (5,1%). Le nombre de jugements rendus pour crimes et délits contre les biens a progressé de 6,6%. Le nombre de jugements rendus pour crimes et délits contre les particuliers a progressé de 57,6%. Dans l'ensemble, le nombre de jugements rendus a baissé dans 15 TGI. Les plus fortes baisses s'observent à Bogandé (58,1%), Ziniaré (45,3%) et Kongoussi (43,9%).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des jugements rendus par catégorie de délits : Rapport entre le nombre de jugements rendus d'une catégorie donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type de procédure : Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type : Rapport entre le nombre de jugements rendus selon un type donné et le nombre total de jugements rendus.

Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets : Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.

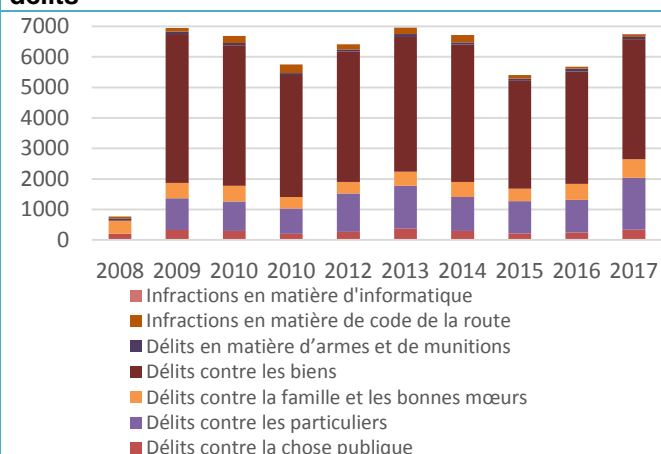
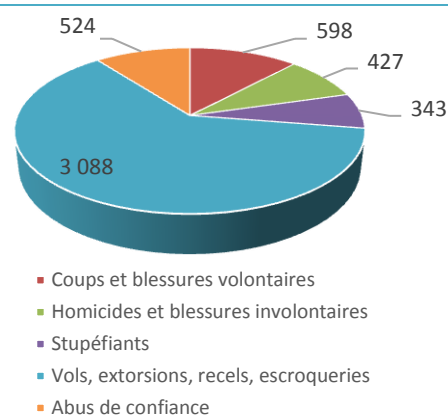
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels

Tableau 23 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la catégorie d'infraction commise

	2008	2009	2010	2010	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des décisions rendues	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732
Délits contre la chose publique	201	327	300	208	264	370	298	216	245	343
Délits contre les particuliers	1 014	1 038	963	829	1 262	1 404	1 114	1 059	1 073	1 691
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	432	511	514	370	375	464	486	404	517	617
Délits contre les biens	4 398	4 868	4 604	4 002	4 281	4 415	4 504	3 533	3 685	3 929
Délits en matière d'armes et de munitions	79	89	69	54	66	90	74	77	89	75
Infractions en matière de code de la route	59	112	236	292	166	216	243	112	72	76
Infractions en matière d'informatique										1
Ensemble des Décisions rédigées	3 958	4 282	3 150	3 517	3 445	3 749	3 130	3 035	3 089	4 229
% de décisions rédigées	64,0	61,6	47,1	61,1	53,7	53,9	46,6	56,2	54,4	62,8

Graphique 36: Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI par catégorie de délits**Graphique 37: Poids des jugements des principaux délits****Tableau 24 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus par TGI**

	Ensemble des jugements rendus					Délits contre les biens			Délits contre les Particuliers					
	2017		Variation en % / à		Par Juge	Nombre		Variation en % / à		Nombre		Variation en % / à		
	Nombre	%	2008	2016		2017	2008	2016	2017	2008	2016			
Ensemble	6 732	100,0	8,9	18,5	55,2	3 929	-10,7	6,6	1691	66,8	57,6			
Banfora	349	5,2	51,1	15,9	69,8	228	42,5	20,6	87	93,3	27,9			
Bobo-Dioulasso	655	9,7	-18,9	35,1	43,7	459	-22,6	24,7	130	12,1	128,1			
Bogandé	108	1,6	-28,0	-35,7	54,0	26	-77,0	-58,1	57	159,1	0,0			
Boromo	313	4,6	21,8	16,4	104,3	167	-2,3	21,9	105	128,3	22,1			
Dédougou	236	3,5	-32,4	6,3	78,7	140	-37,2	-19,5	76	-15,6	162,1			
Diapaga	92	1,4	-8,9	-6,1	46,0	38	-37,7	-37,7	38	58,3	90,0			
Diébougou	232	3,4	-	15,4	77,3	137		31,7	57	-	11,8			
Djibo	144	2,1	-	-2,7	72,0	89		-7,3	34	-	-15,0			
Dori	220	3,3	31,0	18,9	73,3	114	2,7	-1,7	76	117,1	55,1			
Fada N'gourma	203	3,0	-26,7	9,7	67,7	87	-54,7	-30,4	68	61,9	183,3			
Gaoua	193	2,9	-36,3	9,0	64,3	114	-44,4	-3,4	44	-15,4	22,2			
Kaya	126	1,9	-63,9	-16,6	31,5	68	-72,9	-29,9	42	-22,2	110,0			
Kongoussi	72	1,1	-67,6	-20,0	36,0	32	-77,3	-43,9	32	-43,9	23,1			
Koudougou	379	5,6	14,5	36,3	54,1	225	-0,9	18,4	108	47,9	107,7			
Koupéla	174	2,6	-		87,0	54		-	92	-	-			
Léo	186	2,8	210,0	23,2	62,0	68	30,8	-4,2	72	1 340,0	50,0			
Manga	115	1,7	-60,8	-9,4	38,3	49	-78,3	-31,9	37	5,7	48,0			
Nouna	84	1,2	-	-22,2	42,0	47		-36,5	24	-	4,3			
Orodara	131	1,9	-	32,3	65,5	77		63,8	38	-	5,6			
Ouagadougou	1 900	28,2	-	35,0	52,8	1 255	40,1	26,3	259	133,3	69,3			
Ouahigouya	247	3,7	3,8	10,3	61,8	178	4,7	13,4	40	11,1	-7,0			
Tenkodogo	194	2,9	-67,2	-17,4	38,8	97	-76,0	-31,7	47	-63,8	9,3			
Tougan	174	2,6	39,2	65,7	87,0	91	7,1	15,2	60	300,0	215,8			
Yako	68	1,0	25,9	-24,4	22,7	31	-22,5	-36,7	26	136,4	23,8			
Ziniaré	137	2,0	35,6	-22,6	45,7	58	-23,7	-45,3	42	180,0	-10,6			

Points saillants :

- Baisse de la durée moyenne de traitement des affaires de flagrant délit de 16 jours ;
- Hausse de la durée moyenne de traitement des affaires de citation directe de 1 mois.

Commentaire général

En 2017, les chambres correctionnelles des TGI ont rendu 6 732 décisions, soit une hausse de 18,5% par rapport à 2016. Parmi ces décisions, celles rendues en matière de flagrant délit représentent 82,7% des décisions. Cette proportion est restée presque stable. En effet, elle était de 82,3% en 2016. Quant aux décisions rendues en matière de citation directe, elles représentent 17,3% des décisions correctionnelles rendues en 2017.

En ce qui concerne les jugements par type, ils présentent la même structure que les années antérieures. En effet tout comme en 2016, les jugements rendus contradictoirement en 2017 représentent environ 95% de l'ensemble des décisions correctionnelles rendues. Quant aux jugements rendus par défaut, ils représentent 4,4% de l'ensemble des décisions rendues.

En 2017, le temps moyen de traitement des affaires de flagrant délit est de 2 mois 20 jours, soit une réduction de 16 jours par rapport à 2016. Il faut noter tout de même que 44,9% de ces affaires sont traitées entre 1 et 3 mois contre 35,9% en 2016. Les affaires de flagrant délit traitées entre 15 jours et 1 mois représentent 22,5% contre 15,2% en 2016. Les décisions rendues à plus de 3 mois représentent 16,1% des affaires de flagrant délit.

Quant aux affaires de citations directes, leur durée moyenne de traitement s'est par contre rallongée par rapport à 2016. Elle est passée de 12 mois 29 jours en 2016 à 14 mois en 2017, soit une augmentation d'environ 1 mois. De ces affaires, 29,5% ont été traitées en moins de 3 mois contre 34,9% en 2016 ; 20,9% ont été traitées entre 6 mois et 1 an et 15,8% ont mis plus de 3 ans de traitement.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des jugements rendus par catégorie de délits : Rapport entre le nombre de jugements rendus d'une catégorie donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type de procédure : Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type : Rapport entre le nombre de jugements rendus selon un type donné et le nombre total de jugements rendus.

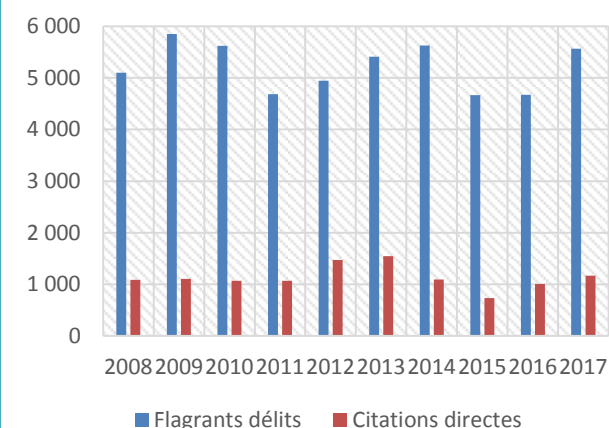
Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets : Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Graphique 38 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon la procédure



Graphique 39 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon le type

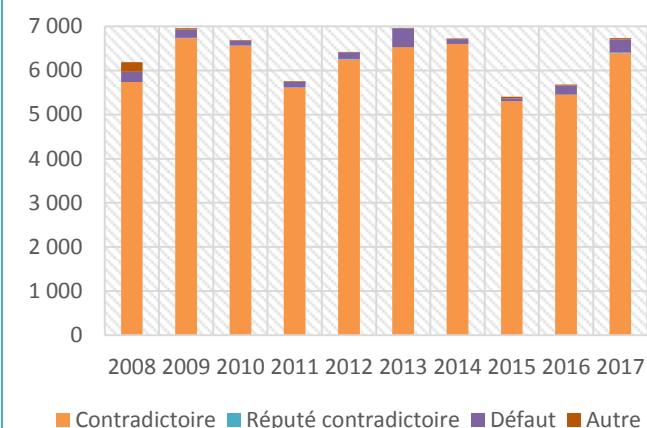


Tableau 25 : Proportion des jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI en pourcentage selon la durée de la procédure

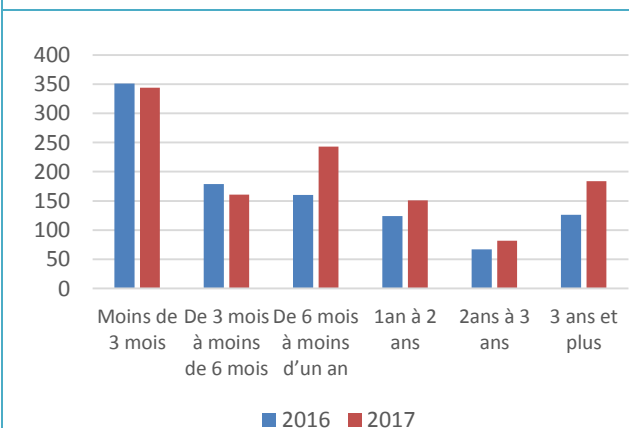
Flagrants délits	Moins de 15 jours	De 15 jours à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an et plus	Total
2014	21,8	32	37	5,7	1,4	2	100
2015	21,2	23,5	42,6	9,3	2,2	1,3	100
2016	12,3	15,2	35,9	25,2	9,7	1,7	100
2017	16,5	22,5	44,9	9,7	2,5	3,9	100

Citations directes	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an-2 ans	2 ans-3 ans	3 ans et plus	Total
2014	33,9	20,8	17,9	12,2	6	9	100
2015	38,1	19,8	17,5	9,1	7	8,6	100
2016	34,9	17,8	15,9	12,3	6,7	12,5	100
2017	29,5	13,8	20,9	13,0	7,0	15,8	100

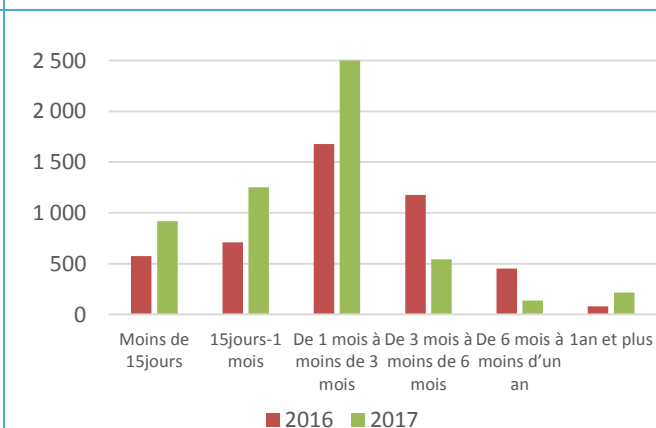
Tableau 26 : Durées moyennes des décisions rendues par les chambres correctionnelles des TGI

Flagrants délits				Citations directes			
2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
1 mois 25 jrs	1 mois 29 jrs	3 mois 6 jrs	2 mois 20 jours	11 mois 17 jrs	11 mois 5 jrs	12 mois 29 jrs	1 an 2 mois 1 jour

Graphique 40 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de citation directe par durée de la procédure



Graphique 41 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de flagrant délit par durée de la procédure



Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance (1/2)

Points saillants :

- 1 298 affaires terminées en 2017 contre 417 en 2016;
- 133,3 affaires clôturées pour 100 affaires nouvelles en 2017.

Commentaire général

Les cabinets d'instruction des TGI ont connu 974 affaires nouvelles en 2017. Le nombre d'affaires nouvellement enregistrées dans les cabinets d'instruction décroît entre 2014. En effet, ce nombre est passé de 1 123 en 2014, à 936 en 2015 et 875 en 2016. La répartition des affaires nouvelles selon la nature des infractions présente la même structure que celle des années précédentes. C'est-à-dire une nette domination des affaires criminelles (83,2%) sur les affaires correctionnelles (16,8%). Selon les TGI, celui de Dori (142,1%) et de Gaoua (107,7%) ont les plus forts taux d'accroissement des affaires nouvellement enregistrées dans leurs cabinets d'instruction. Par contre, les TGI de Kongoussi (-63,6%) et de Banfora (-43,5%) ont enregistré les plus fortes baisses du nombre d'affaires nouvelles en instruction par rapport à 2016.

Les cabinets d'instruction des TGI ont clôturé 1 298 affaires en 2017 soit le triple des affaires clôturées en 2016 (417). Le taux d'accroissement des affaires terminées à l'instruction en 2017 par rapport à 2016 est de 211,3%. L'évolution du nombre d'affaires clôturées varie d'un TGI à un autre.

En comparant les affaires terminées aux affaires nouvelles, on obtient un ratio affaires terminées sur affaires nouvelles au niveau national de 133,3% en 2017 contre 47,7% en 2016 et 35,7% en 2008. L'on peut conclure que les cabinets d'instruction sont dans une dynamique d'épure des stocks des affaires en instruction. D'une juridiction à une autre, il existe beaucoup de disparités. Les ratios les plus élevés ont été enregistrés dans les cabinets d'instruction de Kongoussi (650%), Banfora (638,5%), Tenkodogo (620%), Gaoua (544,4%) et Nouna (450%). Cependant, il faut relever que dans ces cabinets d'instruction, excepté celui de Gaoua le nombre d'affaires nouvelles est faible.

Le nombre d'affaires en cours d'instruction en 2017 est de 8 043 contre 9 172 en 2016 soit une diminution de 12,3%. Malgré cette baisse, le stock des affaires a augmenté dans les TGI de Djibo (26,4%), Tougan (15,5%) Ouahigouya (9,1%), et Bobo-Dioulasso (4,3%).

En 2017, 613 inculpés détenus ont été libérés. Parmi ces inculpés, 251 soit 40,9% ont été détenus pendant plus de 12 mois. Tous les inculpés libérés de Banfora ont fait au minimum 12 mois en détention préventive.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) selon leur nature : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) d'une nature donnée et le nombre total d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours).

Ratio affaires terminées par affaires nouvelles : Rapport entre le nombre d'affaires terminées et le nombre d'affaires nouvelles.

Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois : Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.

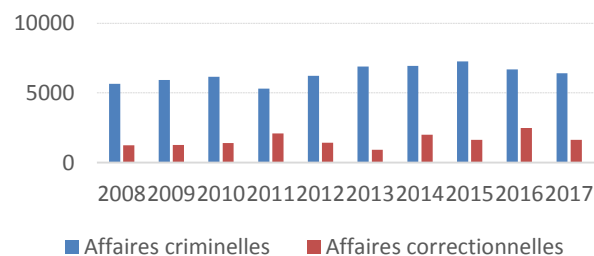
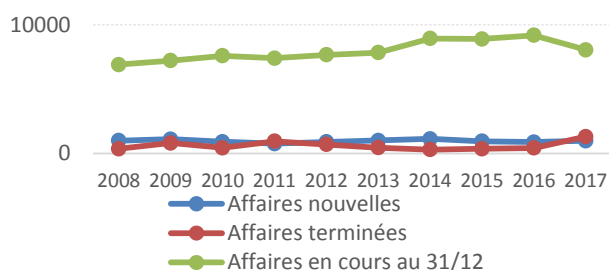
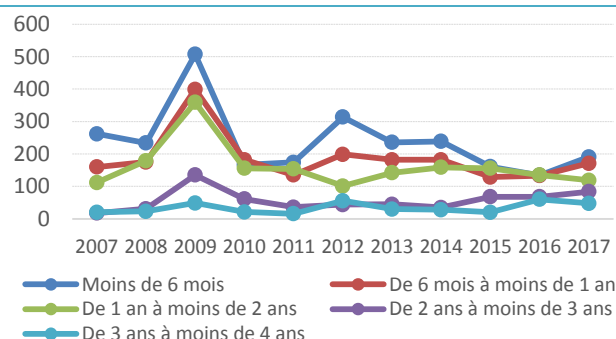
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI de 1995 à 2016

Tableau 27 : Affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	995	1 109	900	754	893	1 000	1 123	936	875	974
Affaires terminées	355	801	438	947	690	442	291	363	417	1298
Affaires en cours au 31/12	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657	7 830	8 924	8 885	9172	8 043

Graphique 42 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction par type d'infraction**Graphique 43 : Evolution du nombre d'affaires en cours d'instruction par type d'infraction****Graphique 44 : Evolution des affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12****Graphique 45 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de détention préventive****Tableau 28 : Evolution des affaires nouvelles et affaires en cours d'instruction, du ratio *Affaires terminées / Affaires nouvelles* et du nombre d'inculpés détenus pendant plus de 12 mois dans la procédure d'instruction par TGI**

	Affaires nouvelles			Affaires terminées/ Affaires nouvelles			Affaires en cours			Inculpés détenus plus de 12 mois	
	Nombre	Variation en %/		En %			Nombre	Variation en %/		Nombre	%
		2017	2008	2016	2008	2016		2017	2017		
Ensemble	974	-2,1	11,3	35,7	47,7	133,3	8043	16,5	-12,3	251	40,9
Banfora	13	-69,8	-43,5	2,3	0,0	638,5	338	44,4	-15,7	20	100,0
Bobo-Dioulasso	63	-33,7	-30,8	47,4	11,0	93,7	245	-68,9	4,3	26	53,1
Bogandé	20	-47,4	-28,6	5,3	107,1	75,0	277	147,3	-14,2	1	50,0
Boromo	15	-28,6	-16,7	38,1	250,0	293,3	59	-60,4	-34,4	1	33,3
Dédougou	22	-35,3	-43,6	85,3	10,3	209,1	213	-39,3	-38,6	0	0,0
Diapaga	20	-13,0	-28,6	13,0	0,0	70,0	181	417,1	-19,9	5	45,5
Diébougou	18	-	-18,2	-	54,5	133,3	115	-	-7,3	3	42,9
Djibo	41	-	-6,8	-	86,4	4,9	187	-	26,4	18	40,0
Dori	46	76,9	142,1	7,7	68,4	110,9	285	19,7	-4,0	17	43,6
Fada N'gourma	44	-18,5	2,3	0,0	11,6	84,1	779	58,3	-0,5	6	22,2
Gaoua	27	-46,0	107,7	40,0	169,2	544,4	195	-55,5	-44,9	11	61,1
Kaya	18	-68,4	80,0	68,4	120,0	250,0	325	5,5	-15,6	15	34,9
Kongoussi	4	-90,0	-63,6	90,0	81,8	650,0	48	-68,4	-33,3	3	37,5
Koudougou	32	-20,0	-5,9	55,0	67,6	121,9	261	135,1	0,4	6	15,0
Koupéla	181	-	18000	-	0,0	19,9	148	-	14700,	0	0,0
Léo	25	92,3	-19,4	0,0	3,2	168,0	190	1361,5	-5,0	12	66,7
Manga	17	-54,1	-15,0	21,6	0,0	41,2	298	181,1	-0,3	4	22,2
Nouna	4	-	-20,0	-	120,0	450,0	51	-	-23,9	0	-
Orodara	31	-	63,2	-	0,0	96,8	100	-	-10,7	12	66,7
Ouagadougou	251	-11,6	-0,8	30,6	50,2	122,3	2741	17,9	-5,9	41	34,7
Ouahigouya	19	58,3	-5,0	183,3	15,0	42,1	156	4,0	9,1	1	50,0
Tenkodogo	25	-70,6	-34,2	4,7	84,2	620,0	580	-22,7	-46,2	39	70,9
Tougan	11	22,2	-42,1	66,7	21,1	36,4	82	7,9	15,5	2	66,7
Yako	7	-70,8	-36,4	12,5	81,8	171,4	45	-4,3	-11,8	1	50,0
Ziniaré	20	100,0	-42,9	180,0	34,3	235,0	144	433,3	-24,2	7	36,8

Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance (2/2)

Points saillants :

- 4 ans 2 mois en moyenne pour clôturer une affaire en instruction en 2017 ;
- 14% d'affaires en cours contre X dans les cabinets d'instruction.

Commentaire général

Le nombre d'affaires contre X en 2017 est de 1 130, soit 14% de l'ensemble des affaires en cours dans les cabinets d'instruction. Ce nombre a augmenté de 9 unités par rapport à 2016. La répartition de ces affaires selon la durée de la procédure montre que la majorité de ces affaires (54,2%) a duré plus de 5 ans dans les cabinets d'instruction.

La durée moyenne des affaires clôturées en 2017 est de 4 ans 2 mois soit 6 mois de plus que l'année antérieure. En outre, 54,5% des affaires ont connu une durée de traitement de plus de 5 ans contre 37,4% en 2016. Aussi, 85 affaires soit 6,5% des affaires terminées à l'instruction en 2017 ont été clôturées en moins d'une année.

Quant à la durée moyenne des affaires en cours d'instruction, elle est de 4 ans en 2017 contre 4 ans 1 mois en 2016. Elle connaît une augmentation après être restée sensiblement stable jusqu'en 2014. Une grande part des affaires en cours d'instruction ont plus de 5 ans (55,1% de toutes les affaires en instruction).

Au cours de l'année 2017, 613 inculpés ont bénéficié de liberté provisoire contre 530 en 2016. Selon la durée de détention de la préventive, 59,1% de ces inculpés ont été mis en liberté provisoire en moins d'un an tandis que 21,5% l'ont été 2 ans après.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) selon leur nature : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) d'une nature donnée et le nombre total d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours).

Ratio affaires terminées par affaires nouvelles : Rapport entre le nombre d'affaires terminées et le nombre d'affaires nouvelles.

Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois : Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

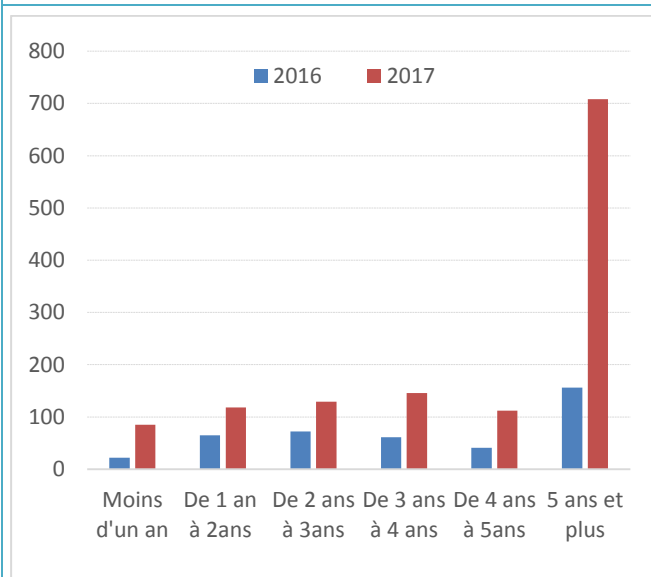
Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI de 1995 à 2017.

Tableau 29 : Affaires terminées, affaires en cours au 31 décembre et affaires contre X en cours au 31 décembre selon la durée de procédure

		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Affaires terminées	2016	22	65	72	61	41	156	417
	2017	85	118	129	146	112	708	1298
Affaires en cours	2016	858	899	950	716	624	5125	9172
	2017	924	742	691	739	593	4354	8043
Affaires contre X en cours	2016	138	95	115	79	90	604	1121
	2017	83	130	101	108	96	612	1130

NB : le nombre d'affaires contre X est pris en compte dans les affaires en cours (X = personne inconnue)

Graphique 46 : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée selon la durée de l'instruction



Graphique 47 : Nombre d'affaires en cours d'instruction selon la durée déjà écoulée de l'instruction

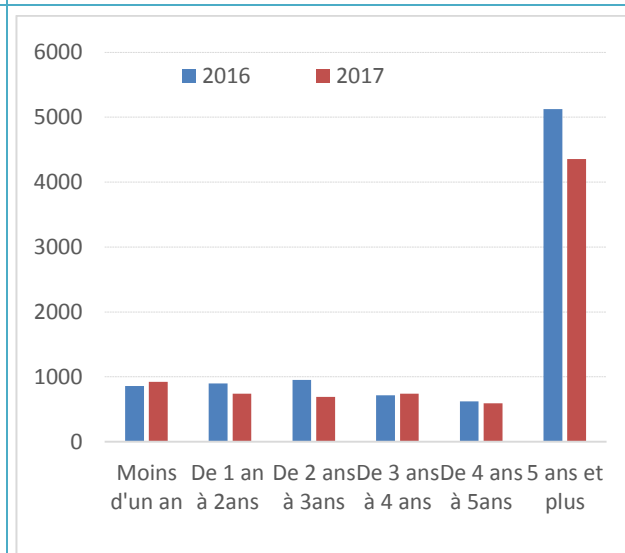


Tableau 30 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	642	1449	587	515	717	635	643	534	530	613
Moins de 6 mois	234	507	167	174	314	236	239	161	134	191
De 6 mois à moins de 1 an	175	399	182	135	199	182	182	129	133	171
De 1 an à moins de 2 ans	179	359	156	154	101	142	159	156	135	119
De 2 ans à moins de 3 ans	31	135	61	36	44	45	35	68	68	84
De 3 ans à moins de 4 ans	23	49	21	16	56	30	28	20	60	48
De 4 ans à moins de 5 ans	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0
5 ans et plus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 31 : Temps moyens de traitement des affaires à l'instruction

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires en cours à l'instruction	3 ans	3ans	3 ans 8 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3ans 11 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans
Affaires terminées à l'instruction	4 ans	4 ans	3 ans 9 mois	4 ans	4 ans 1 mois	3 ans 9 mois	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois

Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Plus d'un quart des certificats de nationalité délivrés à Ouagadougou en 2017;
- Hausse de 16,1% du nombre de bulletins n°3 de casier judiciaire délivrés en 2017 ;
- Hausse remarquable du nombre de RCCM délivrés à Fada N'gourma en 2017.

Commentaire général

En 2017, le nombre d'actes délivrés par les greffes des tribunaux de grande instance est de 432 575. Ce nombre est en hausse continue depuis 2008. Cette augmentation est de 27,7% en 2016 contre 6,8% en 2017. Par rapport à 2008, le volume de l'ensemble des actes délivrés par les greffes a plus que doublé avec une augmentation de l'ordre de 171,0%.

En ce qui concerne les bulletins n°3 de casier judiciaire, les tribunaux de grande instance en ont délivrés 268 026. Tout comme l'ensemble des actes délivrés au greffe, le nombre de bulletins n°3 de casier judiciaire est en augmentation continue depuis 2008. Elle est de 33% en 2016 et de 12,8% en 2017. Selon les TGI, les hausses les plus accentuées en 2017 sont enregistrées dans les TGI de Ziniaré (191,6%) et de Boromo (163,4%). Cependant, ceux de Djibo et de Tenkodogo ont enregistré une baisse respective de 70,0% et de 30,7%.

Les certificats de nationalité des personnes physiques constituent après les bulletins de casiers judiciaires, le deuxième type d'actes le plus délivré par les greffes des TGI. En effet, les certificats de nationalité ont toujours représenté plus de 30% des actes délivrés par les greffes des TGI. En 2017, ils représentent 34,0% de l'ensemble des actes délivrés par les greffes des TGI contre 31,2 % en 2016. Le nombre de certificats de nationalité délivrés connaît une croissance au fil des années. Cette augmentation est de 16,1% en 2017. Seulement 3 des 25 TGI ont enregistré une baisse du nombre de leurs certificats de nationalité par rapport à 2017. Il s'agit du TGI des Tenkodogo (-7,1%), Manga (-14,1%) et Bobo-Dioulasso (-6,9%). Cependant les plus fortes croissances sont enregistrées dans les TGI de Banfora (65,6%) et de Bogandé (53,0%).

Les immatriculations au RCCM, au nombre de 4 409 en 2017, sont restées quasi stables après une augmentation significative de 95,4% en 2016. Les immatriculations des personnes physiques ont toujours représenté plus de 80% de l'ensemble des immatriculations au RCCM depuis 2011. Les TGI de Fada N'Gourma et de Diapaga ont enregistré une hausse respective de 193,9% et 74,3% des immatriculations au RCCM en 2017 par rapport à 2016. Comparativement à 2008, les immatriculations au RCCM ont augmenté de 5,1% en 2017. Les TGI de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso ne délivrent plus d'actes relatifs au RCCM depuis 2011 en raison de l'opérationnalisation des tribunaux de commerce dans ces localités.

Notes méthodologiques :

Les juridictions présentant des valeurs nulles n'étaient pas fonctionnelles à la période concernée.

Médiane : la médiane est la valeur qui sépare en deux une série de données rangée par ordre croissant ou décroissant. Les juridictions non fonctionnelles n'ont pas été prises en compte lors du calcul.

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des immatriculations au RCCM par type de personne : Rapport entre le nombre d'immatriculations d'un type de personnes donné et le nombre total d'immatriculations au RCCM.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

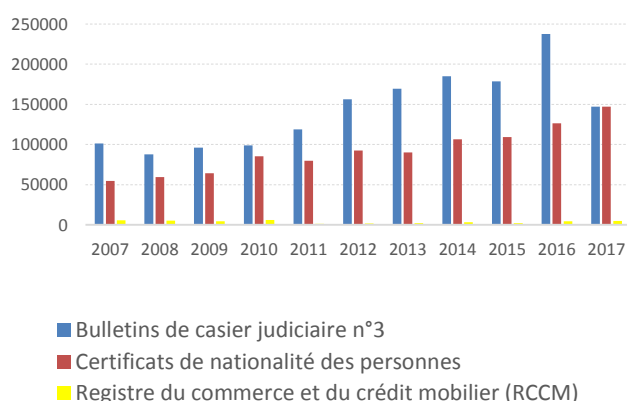
Sources statistiques

Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.

Tableau 32 : Bulletins n°3 de casier judiciaire et certificats de nationalité de personnes délivrés, immatriculations au RCCM et cessions volontaire de salaires

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Bulletins de casier judiciaire n°3	87 603	96 208	99 017	118 664	156 350	169 316	184 880	178 654	237 551	146 952
Certificats de nationalité des personnes	59 709	64 492	85 424	79 670	92 662	90 142	106 688	109 492	126 587	146 952
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) dont Immatriculation	5 300	4 526	6 118	1 432	1 651	2 104	3 204	2 368	4 629	4 809
Personnes physiques	3 455	3 598	3 942	1 157	1 393	1 823	2 782	1 965	3 739	4 190
Personnes morales	763	811	1 078	96	53	70	97	112	581	219
Cession volontaire de salaires	5 853	4 114	4 515	4 668	3 141	4 202	3 873	22 993	31 917	10 158

Graphique 48 : Evolution du nombre des principaux actes de greffes des TGI



Graphique 49 : Répartition des principaux actes de greffe des TGI en 2017 selon leur nature

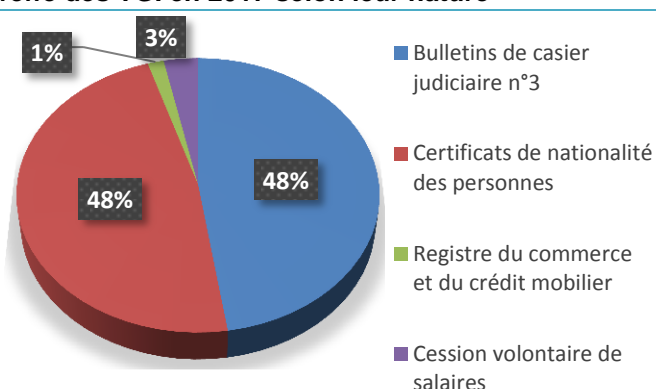


Tableau 33 : Evolution du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3, de certificats de nationalité de personnes délivrés et d'immatriculations au RCCM par TGI

	Bulletins de casier judiciaire			Certificats de nationalité			Immatriculations au RCCM		
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /	
	2017	2008	2016	2017	2008	2016	2017	2008	2016
Ensemble	268 026	206,0	12,8	146 952	150,3	16,1	4 409	5,1	2,1
Banfora	7 464	190,2	17,2	6 950	294,9	65,6	273	396,4	11,9
Bobo-Dioulasso	32 359	125,3	8,1	16 023	48,7	-6,9	-	-	-
Bogandé	3 286	348,3	31,4	1 698	598,8	53,0	80	400,0	-35,0
Boromo	6 698	334,7	163,4	3 153	471,2	28,3	216	730,8	81,5
Dédougou	7 830	235,0	4,3	3 394	145,2	9,6	218	327,5	17,8
Diapaga	2 865	261,3	21,8	975	227,2	33,2	61	577,8	74,3
Diébougou	4 156	-	12,1	1 831	-	25,8	127	-	6,7
Djibo	672	-	-70,0	963	-	0,1	118	-	29,7
Dori	3 328	217,9	-12,4	2 433	811,2	49,6	254	1 394,1	47,7
Fada N'gourma	6 572	171,0	23,2	4 425	1 775,0	15,7	291	354,7	193,9
Gaoua	4 282	107,4	9,7	2 008	143,1	24,8	265	657,1	56,8
Kaya	9 096	203,3	11,6	6 423	488,2	41,0	245	690,3	-7,5
Kongoussi	3 796	136,2	16,9	1 701	121,8	10,5	97	361,9	-36,2
Koudougou	20 809	221,1	9,4	11 498	236,7	47,4	431	669,6	-50,9
Koupéla	5 689	-	1 583,1	4 149	-	2 027,7	208	-	-
Léo	4 181	1 266,3	11,3	2 606	1 788,4	70,3	101	1 583,3	-14,4
Manga	4 129	109,0	-8,7	5 686	471,5	-14,1	196	326,1	1,6
Nouna	3 152	-	1,0	1 771	-	12,5	38	-	11,8
Orodara	3 854	-	7,4	1 809	-	42,6	57	-	-33,7
Ouagadougou	71 292	176,0	1,4	42 871	70,3	5,2	-	-	-
Ouahigouya	18 129	254,6	30,5	6 717	196,9	22,7	507	188,1	8,6
Tenkodogo	12 800	41,4	-30,7	8 188	47,5	-7,1	302	51,8	-39,1
Tougan	7 791	213,3	25,4	2 846	235,6	13,7	89	287,0	1,1
Yako	6 816	293,5	-1,6	2 547	271,8	2,5	54	170,0	74,2
Ziniaré	16 980	692,7	191,6	4 287	198,5	34,4	181	110,5	15,3
Médiane*	6 572	215,6	11,3	3 153	236,2	24,8	196	358,3	10,2

NB : les immatriculations au RCCM sont désormais traitées au niveau des tribunaux de commerce

III.4. Tribunaux d'instance

Points saillants :

- Hausse du nombre des affaires nouvelles en 2017 ;
- Réduction de la durée moyenne de traitement des affaires dans les TI en 2017.

Commentaire général

Les tribunaux d'instance ont enregistré sans les contraventions, 541 affaires nouvelles en 2017 contre 403 en 2016 soit une hausse de 34,2%. Selon les modalités de la saisine, la quasi-totalité des affaires nouvelles des tribunaux d'instance sont des saisines directes. En 2017, seulement une seule affaire provient des tribunaux départementaux ou d'arrondissements.

Les affaires nouvelles sont constituées de 54,0% des affaires civiles, de 26,3% des injonctions de payer, de 8,7% des contraventions et de 7,4% de référés. Quant aux affaires nouvelles commerciales, elles sont au nombre de 22 en 2017 contre 23 en 2016 pour les deux tribunaux d'instance. Les affaires nouvelles civiles et commerciales ont accru de 37,0% entre 2016 et 2017 et de 82,4% entre 2008 et 2017. Le tribunal d'instance de Ouagadougou a enregistré 77,7% des affaires nouvelles civiles et commerciales contre 22,3% pour celui de Bobo-Dioulasso. En termes d'évolution, le TI de Ouagadougou a connu une hausse de 46,1% de ses affaires contre 12,5% pour le tribunal d'instance de Bobo-Dioulasso.

Hormis les radiations, les injonctions de payer et les conciliations, les deux tribunaux d'instance ont rendu 289 décisions en 2017. Comparativement à l'année 2016, le nombre de décisions rendues en 2017 a accru de 29,6% et de 50,5% par rapport à 2008. Par tribunal d'instance, cette évolution diffère car celui de Ouagadougou a connu une hausse de 34,0% et de 21,1% pour le TI de Bobo-Dioulasso. Parmi les décisions rendues, 258 sont rendues sur le fond soit 89% des décisions rendues. La proportion de décisions rendues par le tribunal d'instance de Ouagadougou en 2017 est de 66,2% contre 31,8% pour celui de Bobo-Dioulasso.

Le nombre de décisions civiles et commerciales rendues par les TI est de 385 en 2017 contre 348 en 2016. De ces décisions civiles et commerciales, 290 ont été rédigées soit un taux de rédaction de 75,3 %. Le taux de rédaction de 2016 était de 67% contre 89,6% en 2015.

En ce qui concerne le temps moyen pour rendre une décision commerciale, il est de 2 mois en 2017 contre 3 mois en 2016 soit une réduction de 1 mois. S'agissant de la durée moyenne de traitement des affaires civiles, elle est de 2 mois 15 jours en 2017, de 3 mois 6 jours en 2016 et de 3 mois 11 jours en 2015.

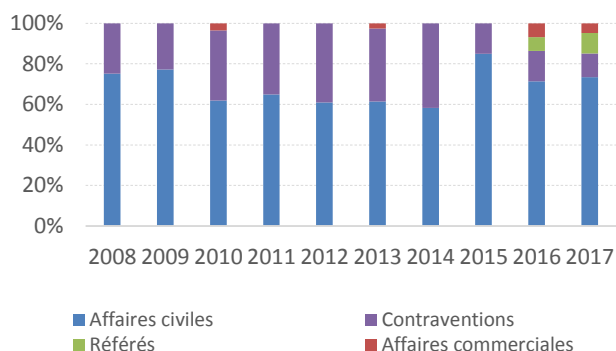
Le nombre moyen de décisions rendues par magistrat dans les tribunaux d'instance est de 48 en 2017, de 37 en 2016 contre 19 en 2015. Au tribunal d'instance de Bobo-Dioulasso, 46 décisions en moyenne sont rendues par magistrat en 2017 tandis que l'on note 49 à Ouagadougou. Ce nombre était de 38 à Bobo-Dioulasso et 37 à Ouagadougou en 2016.

Les décisions rendues en matière de simple police sont de 51 en 2017 contre 90 décisions en 2016. La proportion des décisions rendues par affaires nouvelles de simple police est de 93,7% en 2017 contre 176,5% en 2016. L'équivalent des décisions rendues en matière de simple police ont été rédigées en 2017 soit un taux de rédaction des décisions de 100%.

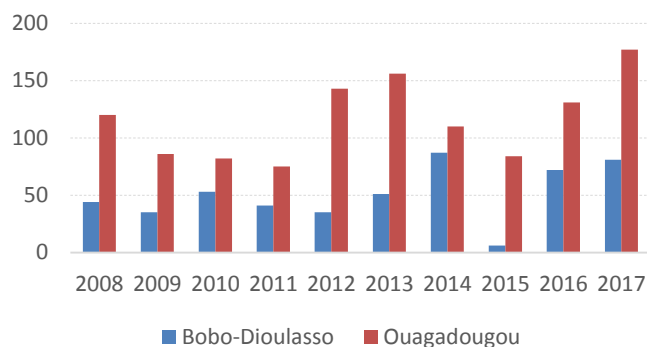
Tableau 34 : Affaires nouvelles, décisions rendues et jugements rendus (hors radiation et conciliation) par magistrat en matière civile et commerciale dans les tribunaux d'instance

	Affaires nouvelles civiles et commerciales			Décisions rendues sur le fond			Nombre de jugements rendus / magistrat		
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /				
	2017	2008	2016	2017	2008	2016	2008	2016	2017
Ensemble	363	82,4	37,0	289	50,5	29,6	32	37	48
Bobo-Dioulasso	81	15,7	12,5	92	55,9	21,1	20	38	46
Ouagadougou	282	118,6	46,1	197	48,1	34,0	44	37	49

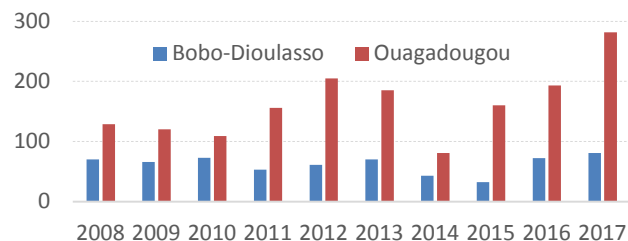
Graphique 50 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TI selon leur nature



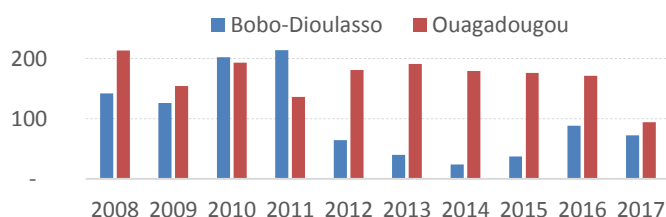
Graphique 51 : Evolution du nombre de décisions rendues par les TI dans les affaires civiles et commerciale



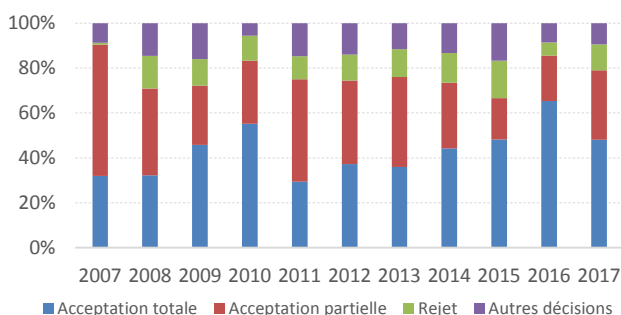
Graphique 52 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales par TI



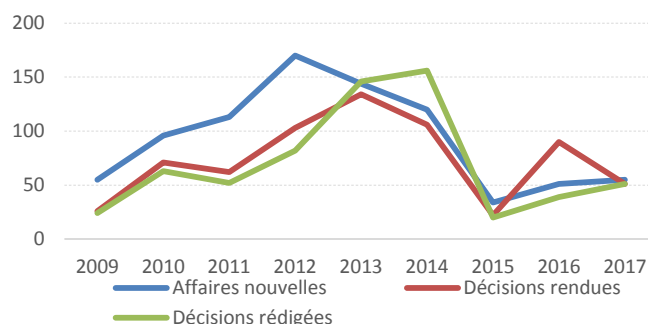
Graphique 53 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TI



Graphique 54 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TI en matière civile et commerciale selon leur nature



Graphique 55 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées relatives aux affaires de simple police par TI



	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	554*	466*	577*	559*	511*	486*	303*	405	403	541
Décisions rendues	213*	160*	158*	189*	259*	311*	343*	144	348	385
Décisions rendues/Affaires nouvelles (%)	38,4	34	27,4	33,8	50,7	64	113,2	35,6	86,4	71,2
Proportion des décisions rédigées (%)	93	148,8	229,1	59,8	62,9	58,5	93	89,6	67,0	75,3
Temps moyen mis pour rendre une décision civile	-	-	-	2 mois 9jrs	2mois 3jrs	2mois 11jrs	2 mois 10 jrs	3 mois 11 jrs	3 mois 6 jrs	2mois 15 jours
Temps moyen mis pour rendre une décision commerciale	-	-	-	2 mois 16jrs	2mois 2jrs	3mois 22jrs	2 mois	2 mois 23jrs	3 mois 1 jr	2mois

*sans les contraventions

III.5. Tribunaux de commerce

Points saillants :

- 92 décisions rendues par magistrat de Ouagadougou et 34 par magistrat de Bobo-Dioulasso ;
- Temps moyen de traitement d'une affaire commerciale de 6 mois 20 jours ;

Commentaire général

Le nombre d'affaires nouvelles commerciales y compris les référés enregistrés par les tribunaux de commerce (TC) augmente d'année en année. En effet, il est passé de 590 en 2012 à 956 en 2016 et à 992 en 2017. Les affaires en référé représentent 49,7% de ces affaires contre 51% en 2016. Les affaires nouvelles commerciales ordinaires (414) enregistrées en 2017 sont reçues en majorité par le TC de Ouagadougou, soit 83%.

Les décisions rendues ont connu une croissance continue entre 2012 et 2016. En 2017, elles sont au nombre de 868 contre 916 en 2016, soit une baisse de 5,2%. Elles comportent 52,9% de décisions de référés. Le TC de Ouagadougou a rendu 85% de l'ensemble des décisions des tribunaux de commerce.

La répartition des décisions selon le type montre que 92,5% sont contradictoires, 4,7% réputées contradictoires et 2,8% par défaut. Selon la nature de la décision, 60,0% sont des décisions d'acceptation, 18,0% de rejet et 22,0% d'autres décisions (incompétence, irrecevabilité, désistement et jugement avant dire droit).

Le nombre moyen de décisions rendues par magistrat est de 72 en 2017. Toutefois, on note 92 décisions par magistrat au TC de Ouagadougou contre 34 au TC de Bobo-Dioulasso.

La durée moyenne de traitement des affaires dans les TC est de 6 mois 20 jours en 2017 contre 6 mois 27 jours en 2016 et 8 mois 2 jours en 2012. Parmi les décisions rendues, 41% ont été rendues en moins de 3 mois, 24% entre 3 mois et 6 mois, 24% entre 6 mois et un an et 11 % à plus d'un an. La durée moyenne d'une affaire au TC de Bobo-Dioulasso est de 3 mois 26 jours et celle de Ouagadougou est de 7 mois 5 jours.

Quant aux décisions rédigées, elles sont au nombre de 882 en 2017 dont 459 référés. Par rapport à 2016, le nombre de décisions rédigées a diminué de 4,0%. Le taux de rédaction des décisions est de 101,6% en 2017 contre 100,3% en 2016. Le TC de Bobo-Dioulasso présente un taux de rédaction des décisions de 101% contre 98,6% pour celui de Ouagadougou.

Le nombre d'actes établis dans les TC en 2017 est de 11 970 contre 12 795 en 2016. Ce nombre se répartit comme suit : 9 661 immatriculations au RCCM, 1 733 modifications au RCCM; 218 radiations et 350 suretés mobilières.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

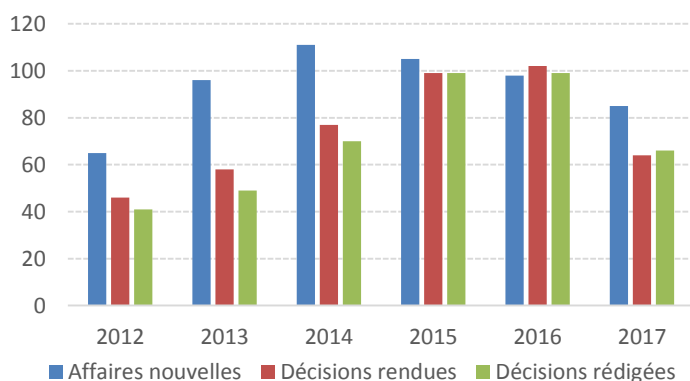
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civils et commerciaux, répertoires de simple police.

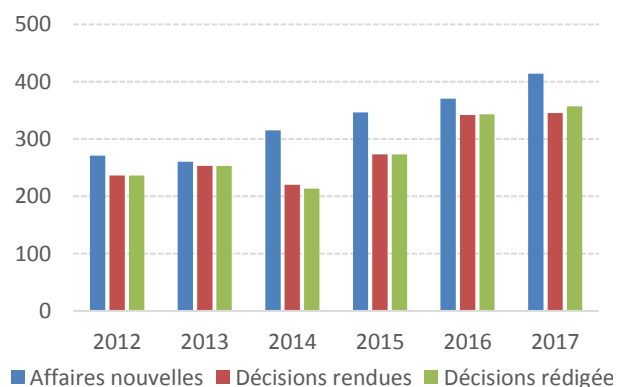
Tableau 35 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées dans les tribunaux de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	590	633	769	848	956	992
dont référés	254	277	343	397	488	493
Décisions rendues	512	567	610	713	916	868
dont référés	230	256	313	341	472	459
Décisions rédigées	503	546	596	621	919	882
dont référés	226	244	313	249	477	459
Proportion des décisions rédigées sur décisions rendues	98,2%	96,3%	97,7%	87,1%	100,3%	101,6%
Temps moyen pour rendre une décision commerciale	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours	6 mois 24 jours	7 mois 3 jours	6 mois 27 jours	6 mois 20 jours

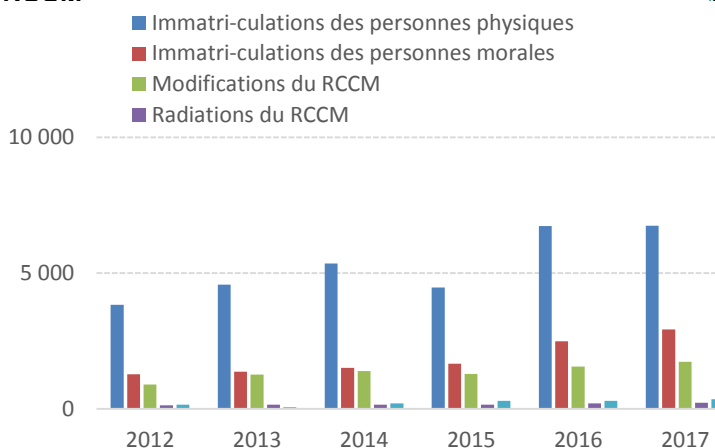
Graphique 56 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par le tribunal de commerce de Bobo-Dioulasso (sans les référés)



Graphique 57 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par le tribunal de commerce de Ouagadougou (sans les référés)



Graphique 58 : Répartition des activités relatives au RCCM



Graphique 59 : Répartition des décisions commerciales selon le type et le TC

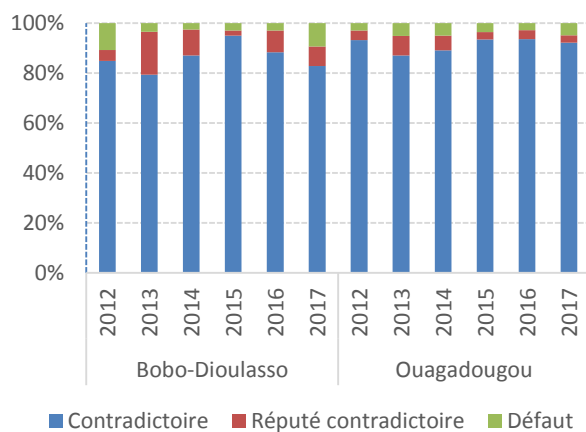


Tableau 36 : Durée de traitement des affaires commerciales par tribunal de commerce

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus
Bobo-Dioulasso	2012	24	8	8	3	0	0
	2013	30	12	9	4	2	0
	2014	46	15	10	4	1	1
	2015	45	22	19	7	3	1
	2016	63	27	10	2	0	0
	2017	37	14	11	0	1	0
Ouagadougou	2012	35	71	71	40	8	0
	2013	54	65	93	33	6	2
	2014	49	65	82	18	2	4
	2015	65	78	106	13	5	6
	2016	73	92	124	45	8	1
	2017	129	82	88	29	9	8

III.6. Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

Points saillants :

- 10 décisions rendues par les TPE en 2017 contre 5 en 2016 ;
- 15 affaires nouvelles sur 18 enregistrées par le TPE de Bobo-Dioulasso ;
- Hausse du nombre d'affaires et de décisions rendues au niveau des juges des enfants ;
- 56,4% des affaires relatives aux mineurs en danger à Kaya.

Commentaire général

L'ensemble des juges des enfants ont reçu 363 affaires nouvelles en 2017. Ce nombre qui connaît une augmentation de 17,9% par rapport à 2016 est soutenu par l'accroissement des affaires nouvelles reçues par les juges des enfants de Kaya (145,5%), de Ouagadougou (52,8%) et de Ouahigouya (34,8%). Le nombre d'affaires nouvelles sur les mineurs en conflit avec la loi (324) qui reste dominant (89,3%), connaît une hausse de 8,7% par rapport à 2016.

Le nombre d'affaires nouvelles sur les mineurs en danger (39) ne représente que 10,7% des affaires reçues par les juges des enfants mais connaît une hausse de 290% par rapport à 2016. Si les juges des enfants de Ouagadougou ont reçu le plus de cas de mineurs en danger en 2016, celui de Kaya enregistre le plus de cas en 2017 soit 56,4%. Les juges des enfants de Koudougou, de Ouahigouya et de Tenkodogo n'ont connu aucune affaire sur les mineurs en danger en 2017.

Les décisions rendues quant à elles, connaissent une hausse de 15,4% par rapport à 2016. Cette augmentation est surtout remarquable à Kaya (80,0%), et Tenkodogo (26,7%). La répartition des décisions rendues montre que 49,4% sont prononcées par les juges des enfants de Ouagadougou, 13, 6% par celui de Bobo-Dioulasso et 12,3% par celui de Koudougou. Le nombre de décisions prises pour la protection des mineurs en danger est de 37, soit 10,7% de l'ensemble des décisions.

La proportion des décisions rendues sur les affaires nouvelles présente un taux de 95% contre 97% en 2016. Cette proportion est de 153% pour le juge des enfants de Banfora, de 136% pour celui de Koudougou, de 106% pour celui de Tenkodogo de 100% pour celui de Kaya de 97% pour celui de Ouahigouya de 86% Ouagadougou et de 83% pour le juge des enfants de Bobo-Dioulasso

Un juge des enfants a rendu en moyenne 43 décisions en 2017. Tout de même, un juge des enfants de Ouagadougou a rendu en moyenne 82 décisions contre 19 pour celui de Tenkodogo.

Au total, 448 mineurs sont impliqués ou concernés dans les affaires nouvelles présentées devant les juges des enfants contre 340 en 2016. La répartition selon le type d'affaires montre que 382 sont impliqués dans les affaires relatives aux mineurs en conflit avec la loi et 106 dans les affaires relatives aux mineurs en danger.

Les Tribunaux pour enfants (TPE) de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou ont enregistré 18 affaires nouvelles en 2017 soit un de plus qu'en 2016. Sur ces 18 affaires, 55,6% sont criminelles et 44,4% délictuelles. Le TPE de Bobo-Dioulasso a enregistré 83,3% des affaires nouvelles et celui de Ouagadougou 16,7%.

Les TPE ont rendu 10 décisions en 2017 (contre 5 en 2016) dont 5 en saisine directe et les 5 autres en appel. Chaque TPE a rendu 5 décisions en 2017. La proportion des décisions rendues par affaire nouvelle est de 33% à Bobo-Dioulasso contre 167% à Ouagadougou.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

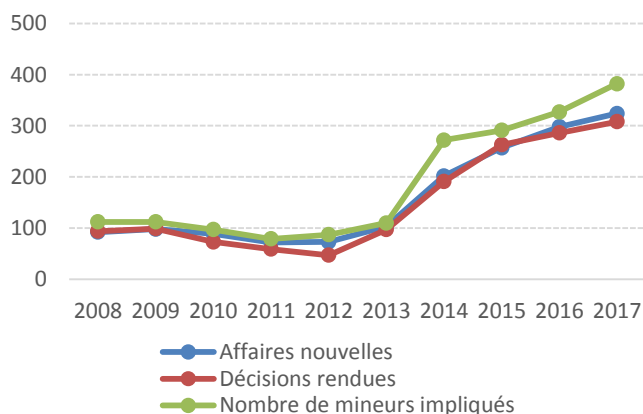
Sources statistiques

Rôles, plunitifs des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

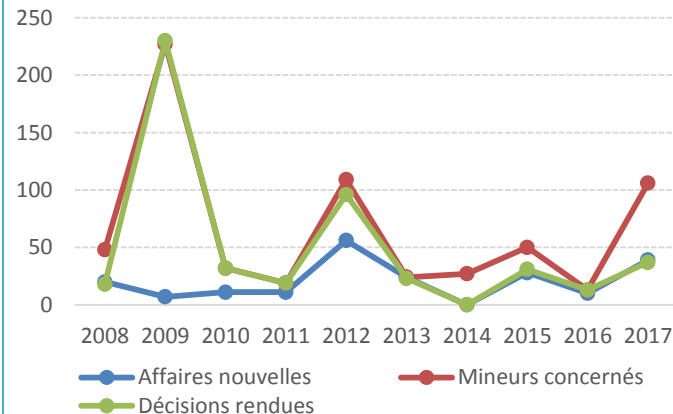
Tableau 37 : Affaires nouvelles, décisions rendues et nombre de décisions rendues par magistrat dans les juridictions pour mineurs (exceptées les affaires à l'instruction)

	Affaires nouvelles		Décisions rendues		Décisions rendues / magistrat	
	Nombre 2017	Variation en % / 2016	Nombre 2017	Variation en % / 2016	Nombre 2016	2017
Juge des enfants	363	17,9	345	15,4	43	43
Banfora	15	-37,5	23	21,1	19	23
Bobo-Dioulasso	53	-10,2	44	18,9	37	44
Kaya	27	145,5	27	80,0	15	27
Koudougou	28	-24,3	38	0,0	38	38
Ouagadougou	191	52,8	164	8,6	76	82
Ouahigouya	31	34,8	30	25,0	24	30
Tenkodogo	18	-37,9	19	26,7	15	19
Tribunaux pour enfants	18	5,9	10	100,0	1	2
Bobo-Dioulasso	15	0,0	5	150,0	2	5
Ouagadougou	3	50,0	5	66,7	1	1

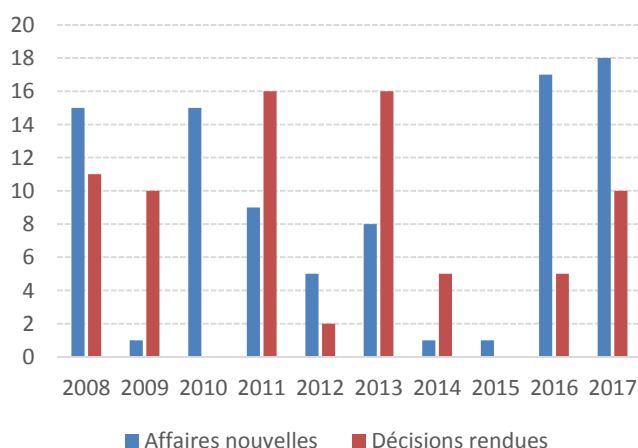
Graphique 60 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en conflit avec la loi



Graphique 61 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en danger



Graphique 62 : Evolution des affaires nouvelles et décisions rendues des tribunaux pour enfants



Graphique 63 : Répartition des décisions rendues par les JE concernant les mineurs en conflit avec la loi

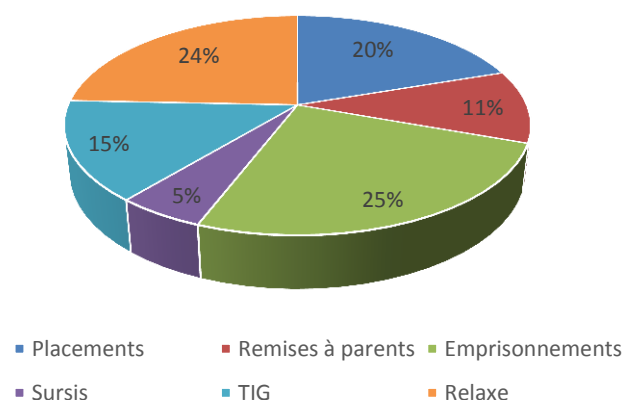


Tableau 38 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées par les TPE

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	15	1	15	9	5	8	1	1	17	18
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	4	1	0	2	1	2	0	1	4	8
Crimes	11	0	15	7	4	6	1	0	13	10

III.7. Tribunaux du travail

Points saillants :

- 105,4% de taux de rédaction des décisions;
- Temps moyen de traitement des affaires 1 an 2 mois ;
- 109,3% de décisions rendues par affaires nouvelles ;
- 54 décisions rendues en moyenne par magistrat du TT.

Commentaire général

Le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans les tribunaux du travail (TT) a connu une régression en 2017. Il est de 786 contre 1 241 en 2016, soit une baisse de 36,7%. En effet, les TT de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso ont connu respectivement une diminution de 44,6% et de 19,8%. Cependant, celui de Koudougou a connu une augmentation de 41,9%. La répartition des affaires nouvelles par TT en 2017 montre que 67,0% proviennent de Ouagadougou, 25,2% de Bobo-Dioulasso et 7,8% de Koudougou.

La répartition des affaires nouvelles selon la nature montre 44,8% de ruptures de contrat de travail contre 60% en 2016. Les affaires de non-paiement de salaire représentent 20,6% contre 15% en 2016 et les affaires de reconstitution de carrière, référé, sécurité sociale et autres, 34,6% contre 25% en 2016.

Quant aux décisions rendues (hors radiations), elles sont au nombre de 859 en 2017 contre 866 en 2016 soit un taux de variation de -0,8%. Ce taux est de 120,3% par rapport à 2008. Les décisions rendues sur le fond (acceptation, rejet) représentent 82% de l'ensemble, les autres décisions (incompétence, irrecevabilité, désistement, avant dire droit) 18%. En plus de ces décisions, il y'a des radiations qui sont au nombre de 165 en 2017 contre 213 en 2016. Les décisions rendues selon le type de comparution laissent apparaître que 76,7% sont des décisions contradictoires, 15,9% des décisions par défaut et 7,3% des décisions réputées contradictoires.

La proportion des décisions rendues par rapport aux affaires nouvelles reçues en 2017 est de 109,3% contre 69,8% en 2016 et 62,9% en 2008. Comparativement au TT de Koudougou qui présente un taux de 68,9%, ceux de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou présentent respectivement 111,6% et 113,1%.

Le taux de décisions rédigées par rapport aux décisions rendues est de 105,4% contre 93,0% en 2016 et 81,3% en 2008. Les TT de Bobo-Dioulasso (133,0%) et de Koudougou (100,0%) ont atteint la barre de 100 tandis que celui de Ouagadougou présente un taux de 95,5%.

Le nombre moyen de jugements rendus par magistrat du TT est de 54 contre 62 en 2016. En moyenne, un juge a rendu 14 décisions au cours de l'année 2017 contre 18 en 2016 au TT de Koudougou, 60 contre 74 à Ouagadougou et 74 contre 75 à Bobo-Dioulasso.

La durée moyenne de traitement d'une affaire sociale est restée stable en 2017 soit 1 an 2 mois.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

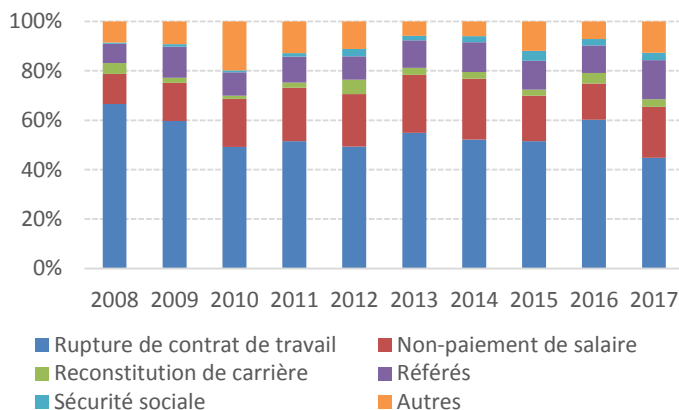
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles, plumitifs des audiences, répertoires des jugements des tribunaux du travail.

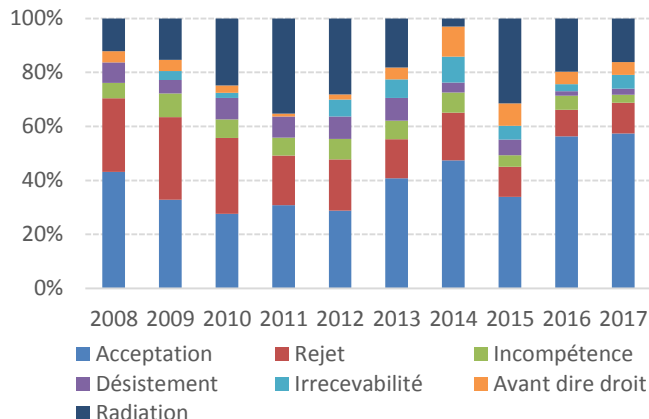
Tableau 39 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les tribunaux du travail

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	673	710	739	756	1 104	996	977	1225	1241	786
Décisions rendues (hors radiations)	423	488	674	618	607	875	804	704	866	859
Décisions rédigées	344	470	527	472	554	852	796	629	805	905
Proportion des décisions rédigées %	81,3	96,3	78,2	76,4	91,3	97,4	99,0	89,3	93,0	105,4
Temps moyen mis pour rendre une décision sociale	-	-	-	1 an 3 moi s	1 an 3 moi s	1 an 1 an s	1 an 1 an s	1 an 3 moi s	1 an 2 mois	1 an 2 moi s

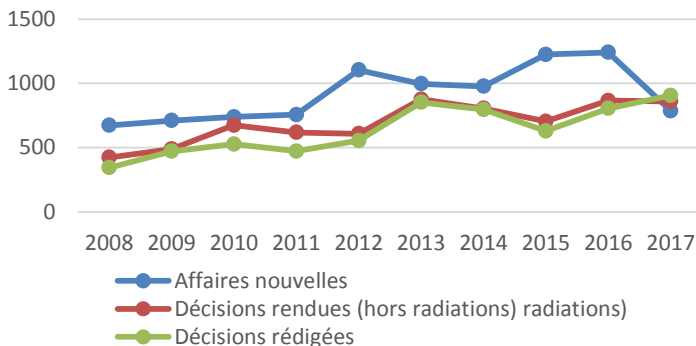
Graphique 64 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TT selon le type de litiges



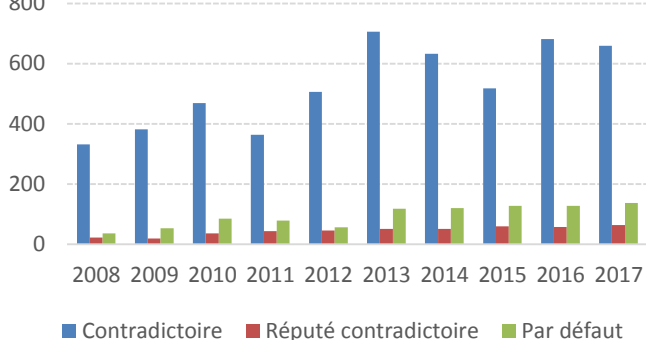
Graphique 65 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon leur nature



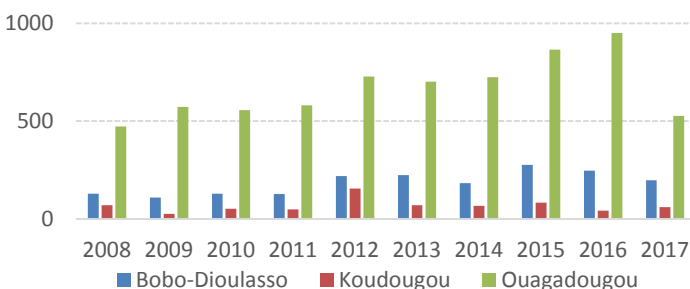
Graphique 66 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les TT



Graphique 67 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon le type



Graphique 68 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles par tribunal du travail



Graphique 69 : Evolution de la répartition des décisions rendues par tribunal du travail

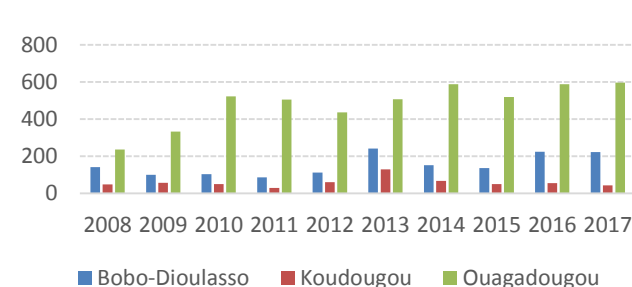


Tableau 40 : Affaires nouvelles, ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rendues par magistrat

	Affaires nouvelles			Décisions rendues/ Affaires nouvelles (en %)			Nombre de décisions rendues/Magistrat		
	Nombre	Variation /		2008	2016	2017	2008	2016	2017
	2017	2008	2016						
Ensemble	786	16,8	-36,7	62,9	69,8	109,3	38,5	61,9	53,7
Bobo-Dioulasso	198	53,5	-19,8	108,5	90,7	111,6	46,7	74,7	73,7
Koudougou	61	-14,1	41,9	67,6	125,6	68,9	48,0	18,0	14,0
Ouagadougou	527	11,4	-44,6	49,7	61,8	113,1	33,6	73,5	59,6

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des comptes

Points saillants :

- Plus de la moitié des comptes reçus à la CCOCT
- Aucun arrêt définitif rendu en matière juridictionnelle en 2017 ;
- Aucune décision de référé en 2017.

Commentaire général

Le nombre de comptes de gestion reçus en 2017 par la Cour des comptes est de 290 contre 294 en 2016, soit une baisse de 1,4%. Relativement à 2008, le nombre de comptes reçus a baissé de 38,6%.

La Chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités territoriales (CCOCT) a reçu 162 comptes en 2017, soit 55,9% des comptes totaux contre 44,6% en 2016. La Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, quant à elle, a reçu 16,9% des comptes de gestion. Pour ce qui est de la chambre chargée des opérations de l'Etat, elle a reçu 27,2% des comptes en 2017.

La Cour des Comptes n'a rendu aucun arrêt définitif en 2017. En 2016, 46 arrêts en matière de contrôle juridictionnel dont 43 arrêts provisoires et 3 arrêts définitifs ont été rendus.

La cour des comptes a effectué 27 contrôles de gestion en 2017 contre 39 en 2016 soit une baisse de 30,8%. Par ailleurs, au cours des 10 dernières années, la Cour a effectué plus de contrôle de gestion en 2017. Aucune décision de référé n'a été rendue en 2017 tout comme en 2016. Quant aux lettres du premier président, elles sont au nombre de 2 en 2017 contre 5 en 2016 et 25 en 2008. La proportion des référés et lettres du président par contrôles de gestion effectués est de 10% en 2017 contre 13% en 2016.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, pluriels des audiences de la Cour des comptes.

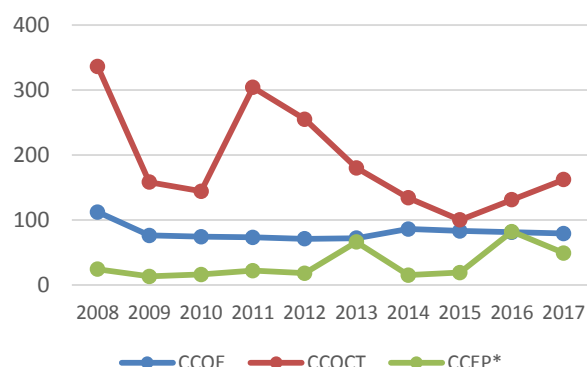
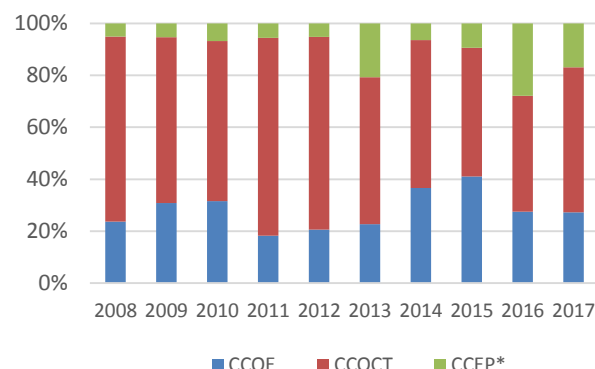
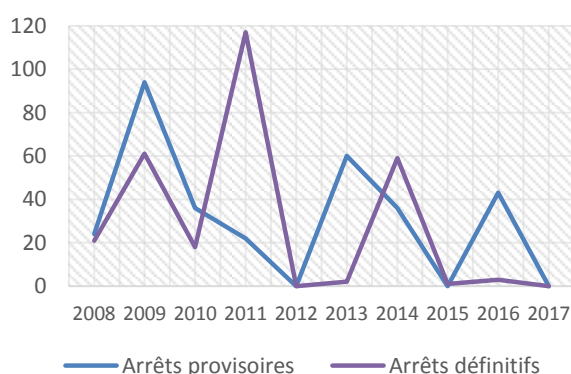
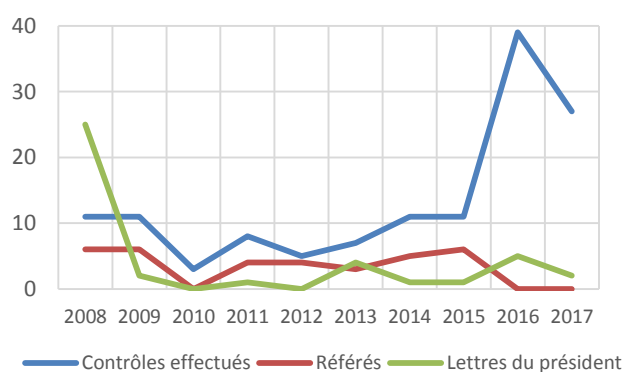
CCOE : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat

CCOCT : Chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités territoriales

CCEP : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques

Tableau 41 : Comptes reçus, arrêts rendus et contrôles de gestion effectués par la Cour des comptes

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Comptes de gestion reçus	472	247	234	399	344	318	235	202	294	290
Arrêts provisoires	24	94	36	22	0	60	36	0	43	8
Arrêts définitifs	21	61	18	117	0	2	59	1	3	0
Contrôles de gestion effectués	11	11	3	8	5	7	11	11	39	27
Décision de référés	6	6	0	4	4	3	5	6	0	0
Lettres du président (décision)	25	2	0	1	0	4	1	1	5	2

Graphique 70 : Evolution du nombre de comptes reçus par les différentes chambres de la Cour des comptes**Graphique 71 : Evolution de la répartition des comptes reçus par la Cour des comptes par chambre****Graphique 72 : Evolution du nombre d'arrêts rendus par la Cour des comptes****Graphique 73 : Evolution du nombre de contrôles de gestion effectués et des décisions rendues****Tableau 42 : Evolution des comptes reçus par la Cour des comptes, du nombre d'arrêts rendus par compte reçu et du nombre de référés et lettres du président par contrôle effectué**

	Comptes reçus			Nombre d'arrêts rendus/ comptes reçus		Nombre de référés et lettres du président / contrôles effectués	
	Nombre	Variation (%) /					
	2017	2008	2016	2016	2017	2016	2017
Ensemble	290	-38,6	-1,4	0,2	0,03	0,13	0,1
CCOE	79	-29,5	-2,5	0,1	0	1,5	1
CCOCT	162	-51,8	23,7	0,3	0,05	0	0
CCEP	49	104,2	-40,2	0	0	0,06	0

IV.2. Conseil d'Etat

Points saillants :

- 1 affaire foncière sur 3 affaires nouvelles en 2017 ;
- 94% des décisions rendues en appel en 2017 ;
- 11 décisions rendues par juge en 2017 ;
- 15 conclusions prises en moyenne par commissaire du gouvernement en 2017.

Commentaire général

Le Conseil d'Etat, a enregistré 137 affaires nouvelles en 2017 contre 277 en 2016, soit une baisse de 50,5%. Au cours des 10 dernières années, c'est en 2016 que la juridiction a enregistré le plus grand nombre d'affaires.

Selon la matière, le contentieux foncier représente 32,8% des affaires nouvelles. Le contentieux de la fonction publique enregistre 21,9% et celui des marchés publics 10,9%. Au cours de la dernière décennie, l'année 2016 a connu le plus grand nombre d'affaires nouvelles en matière foncière (54).

Le Conseil d'Etat a rendu 66 décisions en 2017 contre 175 en 2016, soit une baisse de 62,3%. Sur les 66 décisions rendues, 93,9% ont été jugées en appel et 4,5% en cassation. Pour les jugements en appel (62), 64,5% sont des décisions de confirmation contre 72,6% en 2016. Le reste soit 35,5% sont des décisions d'annulation. Une seule affaire a été jugée en saisine directe et a été rejetée. En cassation, 3 jugements ont été rendus et ont tous été frappés d'incompétence.

Le nombre moyen de décisions rendues par conseiller (juge) du Conseil d'Etat est de 11 en 2017. Le nombre moyen de conclusions prises par commissaire du gouvernement est de 15.

En 2017, le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat a reçu 142 affaires nouvelles contre 218 en 2016, soit une baisse de 34,9%. Par rapport à 2010, on observe une progression de 111,9%. Selon le type de contentieux, le foncier représente 28,2% ; la fonction publique 17,6% et les marchés publics 13,4%.

Le nombre de conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement en 2017 est de 45 contre 152 en 2016, soit une régression de 70,4%. Ces conclusions ont concerné essentiellement la fonction publique (28,9%) et le foncier (26,7%).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par type de saisine : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donné et le nombre total de décisions rendues.

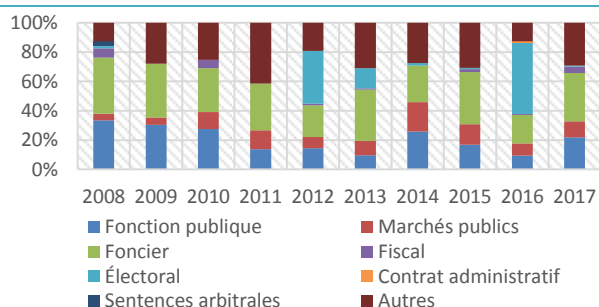
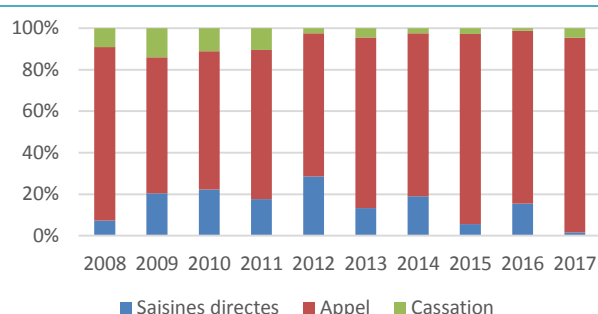
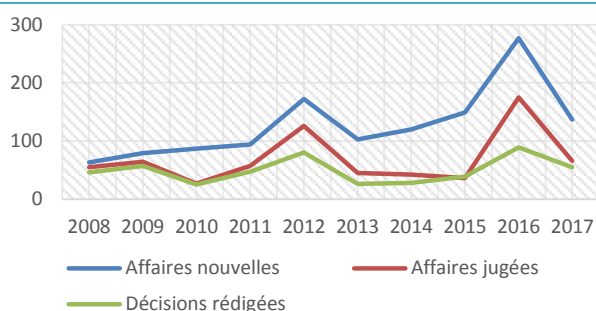
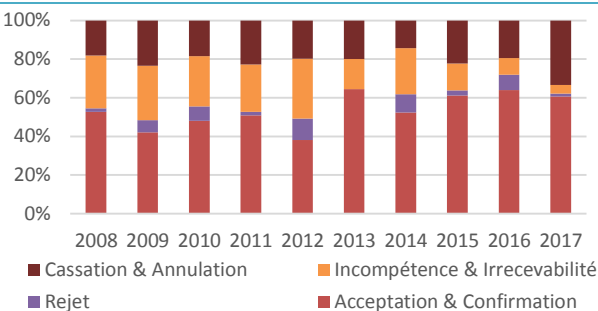
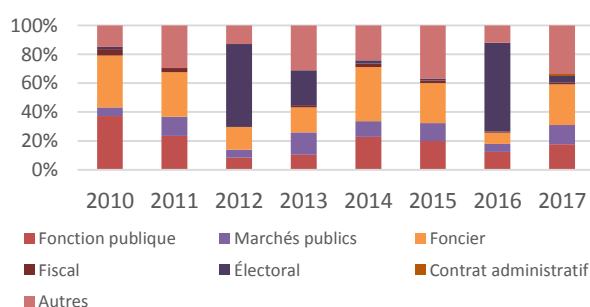
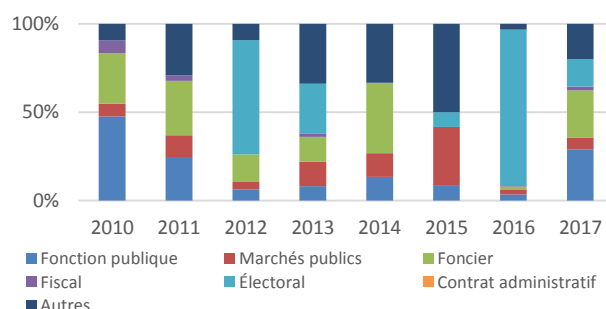
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.

Tableau 43 : Affaires nouvelles et décisions rendues par le Conseil d'Etat

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	63	79	87	94	172	103	120	149	277	137
Ensemble des décisions rendues	55	64	27	57	126	45	42	36	175	66
Décisions rendues pour jugement en saisine directe	4	13	6	10	36	6	8	2	27	1
Décisions rendues pour jugement en appel direct	46	42	18	41	87	37	33	33	146	62
Décisions rendues pour arrêts en cassation	5	9	3	6	3	2	1	1	2	3
Ensemble des décisions rédigées	46	57	25	47	80	26	28	39	89	55

Graphique 74 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles du CE selon le type de contentieux**Graphique 75 : Evolution des affaires jugées par le Conseil d'Etat selon la nature de la saisine****Graphique 76 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées au CE****Graphique 77 : Evolution de la répartition des décisions rendues par le CE selon leur nature****Graphique 78 : Répartition des affaires nouvelles reçues par le Commissariat du gouvernement du CE****Graphique 79 : Répartition des conclusions rendues par le Commissariat du gouvernement du CE****Tableau 44 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rendues par magistrat au Conseil d'Etat**

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %)			Nombre de décisions rendues par magistrat		
	Nombre	Variation en %		2008	2016	2017	2008	2016	2017
Ensemble	137	117,5	-50,5	87,3	63,2	48,2	-	12,5	11
Fonction publique	30	42,9	15,4	71,4	80,8	60,0	-	-	-
Marchés publics	15	400,0	-34,8	66,7	17,4	66,7	-	-	-
Foncier	45	87,5	-16,7	104,2	29,6	44,4	-	-	-
Fiscal	6	50,0	200,0	0,0	50	50,0	-	-	-
Electoral	1	0,0	-99,3	0,0	89,6	0,0	-	-	-
Contrat administratif	0	-	-100,0	-	0		-	-	-
Sentences arbitrales	0	-100,0	-	0,0					
Autres	40	400,0	14,3	162,5	37,1	35	-	-	-

IV.3. Tribunaux administratifs

Points saillants :

- Hausse du taux de rédaction des décisions;
- Baisse de la durée moyenne de traitement des dossiers par rapport à 2016.

Commentaire général

Les tribunaux administratifs (TA) ont reçu 584 nouvelles affaires en 2017 contre 874 en 2016 soit une baisse de 33,2%. Cette baisse est liée à la diminution des affaires nouvelles électorales qui passent de 423 à 21. Parmi les nouvelles affaires, on note une prédominance du contentieux foncier qui représente 39,4%. Le contentieux de la fonction publique représente 18,5% et celui lié aux marchés publics 12,3%. Les procédures de référés quant à elles représentent 11,1% de l'ensemble des affaires nouvelles en 2017.

Selon les TA, Ouagadougou a enregistré 58,7% des affaires nouvelles, Bobo-Dioulasso 23,3% et les 23 autres non autonomes 18,0%. Toutefois, les TA de Diapaga, Léo et Kongoussi n'ont reçu aucune affaire au cours de l'année 2017.

Les décisions rendues en 2017 par les TA sont au nombre de 421. Ce nombre a baissé de 38,7% par rapport à 2016 et a augmenté de 178,8% comparativement à 2008. Les contentieux vidés dans le fond (221) représentent 52,5% de l'ensemble des décisions rendues. Dans ces décisions rendues sur le fond, 45,2% sont des rejets et 54,8% des acceptations. La répartition des décisions rendues par TA en 2017 montre que 51,8% sont rendues à Ouagadougou, 33,7% à Bobo-Dioulasso et 14,5% pour les autres tribunaux administratifs.

En moyenne, l'ensemble des décisions (hors référés et électorale) a été rendu en 1 an 8 mois. Ce délai s'est amélioré d'un mois par rapport à 2016. Comparativement à 2011, il a augmenté de 4 mois.

Les décisions rédigées ont connu une baisse en 2017 par rapport à 2016. En effet, elles sont passées de 494 en 2016 à 382 en 2017 soit une baisse de 22,7%. Cependant, le taux de rédaction des décisions s'est amélioré, passant de 71,9% en 2016 à 90,7% en 2017.

Les commissaires du gouvernement ont reçu 424 affaires nouvelles en 2017 contre 739 en 2016. Ils ont pris au total 406 conclusions contre 699 en 2016.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

Part des affaires nouvelles par type de contentieux : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné de contentieux et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par type de saisine : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donné et le nombre total de décisions rendues.

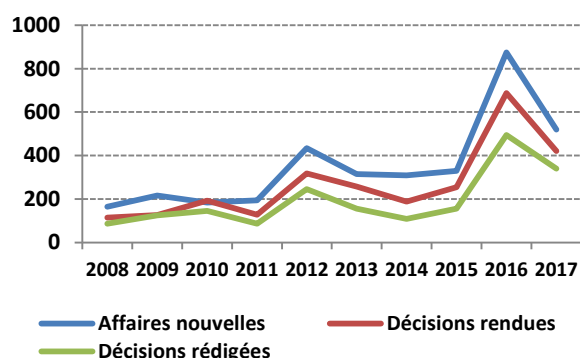
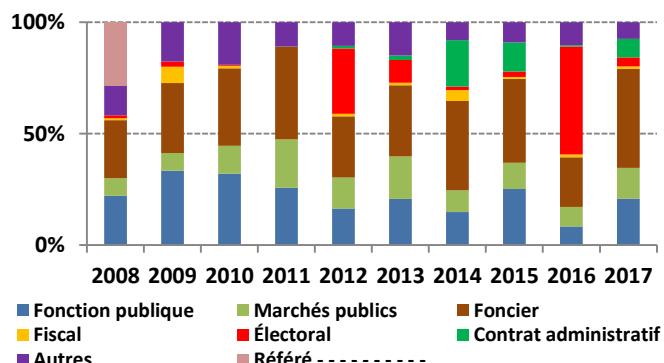
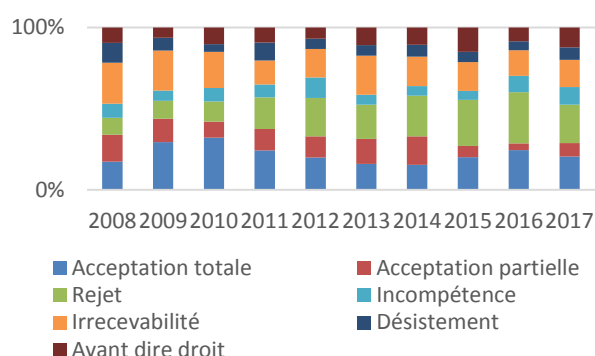
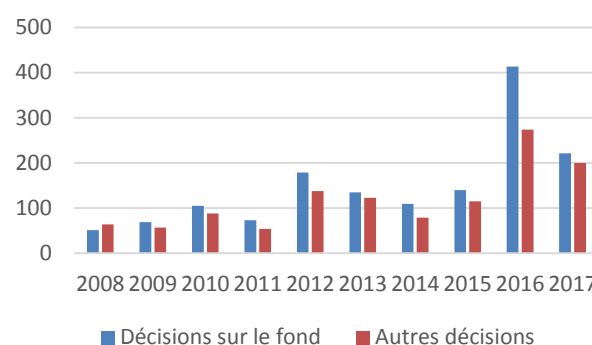
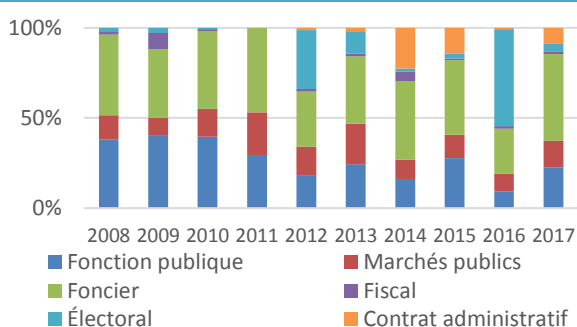
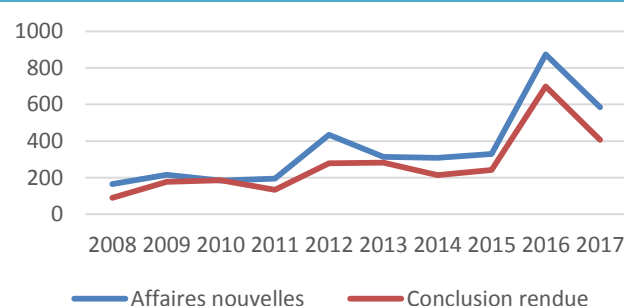
Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau 45 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les TA

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	165	216	184	194	434	314	309	330	874	584
Décisions rendues	115	126	193	127	317	258	188	253	687	421
dont Décisions sur le fond	51	69	105	73	179	135	109	140	413	221
% de Décisions sur le fond	44,3%	54,9%	55,4%	57,5%	56,5%	52,3%	58,0%	54,9%	60,1%	52,5%
Proportion de décisions rédigées	75,7%	98,4%	75,7%	68,5%	77,6%	60,5%	57,4%	61,2%	71,9%	90,7%
Temps moyen mis pour rendre une décision dans les TA	-	-	-	1 an 4mois	1 an 4mois	1 an 6mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 9 mois	1 an 8 mois

Graphique 80 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées des TA**Graphique 81 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TA selon le type de contentieux****Graphique 82 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA selon leur nature****Graphique 83 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA****Graphique 84 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles reçues par les commissariats du gouvernement des TA selon le type de contentieux****Graphique 85 : Evolution des affaires nouvelles et des conclusions rendues par les commissariats du gouvernement des TA****Tableau 46 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rédigées/Décisions rendues par TA**

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %)			Décisions rédigées / Décisions rendues (en %)		
	Nombre	Variation en % /		2008	2016	2017	2008	2016	2017
	2017	2008	2016						
Ensemble	584	253,9	-33,2	69,7	78,6	72,1	75,7	71,9	90,7
Bobo-Dioulasso	136	338,7	-28,8	100,0	71,7	104,4	83,9	95,6	123,9
Ouagadougou	343	226,7	12,8	61,0	80,3	63,6	70,3	57,8	76,1
Autres tribunaux	105	262,1	-72,3	69,0	80,7	58,1	80	72,5	65,6

V. Etablissements pénitentiaires

V.1. Nombre de détenus et occupation des EP au 31/12

Points saillants :

- 90,3% de surpopulation carcérale en 2017;
- 20 EP surpeuplés sur 27 ;
- 408% de taux d'occupation à la MAC de Ouagadougou ;
- Baisse de la proportion de détenus en attente de jugement.

Commentaire général

Au 31 décembre 2017, 7 840 détenus ont été dénombrés dans les établissements pénitentiaires (EP) du Burkina Faso. Le nombre de détenus au 31 décembre 2016 était de 7 670 contre 4 801 en 2008. Le taux d'accroissement par rapport à 2016 et 2008 est respectivement de 2,2% et de 63,3%.

Selon le statut de détention, la proportion des détenus en attente de jugement au 31 décembre 2017, est de 34,2% dont 24,1% d'inculpés et 10,1% de prévenus. La proportion des détenus en attente de jugement a baissé de 7,5% par rapport à 2016. Cette baisse est imputable à la baisse de la proportion des prévenus qui passe de 17,2% en 2016 à 10,1% en 2017. Les condamnés représentaient 65,7% des détenus et 0,1% étaient sous Ordre de Mise à Disposition (OMD). Relativement à l'année antérieure, le nombre de détenus a augmenté de 2,2%.

La hausse de 2,2% constatée dans l'effectif des détenus par rapport à 2016 cache cependant une variation contrastée selon les EP. Les plus forts taux de croissance sont observés dans les EP de la PHS (52,2%), Diébougou (35,4%) et Gaoua (29,5%). Les plus fortes baisses sont enregistrées dans les EP de Kongoussi (-40,5%), de Dori (-26,7%) et de Kaya (-24,3%). Il faut noter que la MAC de Koupéla ouverte en 2016 a vu son effectif passer de 2 à 84 détenus.

Le taux d'occupation de l'ensemble des EP en 2017 est de 190,3%. Il était de 186,2% en 2016 et 172,7% en 2008. La surpopulation carcérale reste une réalité dans presque tous les EP. Les taux d'occupation les plus préoccupants sont observés dans les EP de Ouagadougou notamment à la MACO (408,6%), de Bobo-Dioulasso (395,6%) et de Fada N'Gourma (296,7%). Seuls les MAC de Dori, Kongoussi, Koupéla, Nouna et Yako ne connaissent pas de surpopulation carcérale.

Le ratio détenus/GSP dans les EP est de 5,6 et est légèrement en baisse de 0,3 points par rapport à 2016. Les MAC de Ouagadougou et de Fada N'Gourma connaissent les taux d'encadrement les plus élevés soit 10,6 détenus par GSP à la MACO et 9,1 détenus à la MAC de Fada N'Gourma.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Détenus par GSP : Rapport entre le nombre de détenus au 31 décembre de l'année et le nombre de personnels de la garde de sécurité pénitentiaire en service.

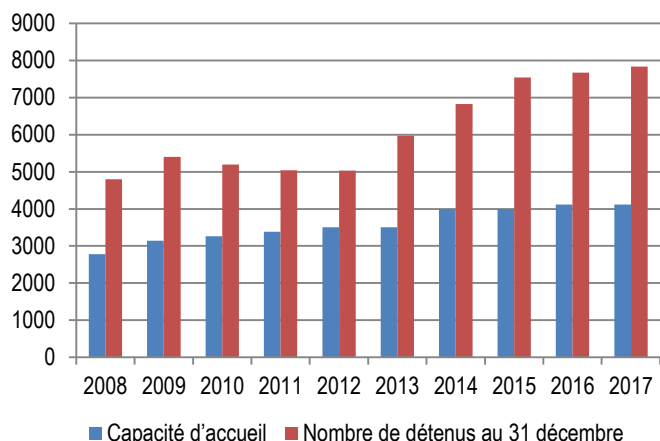
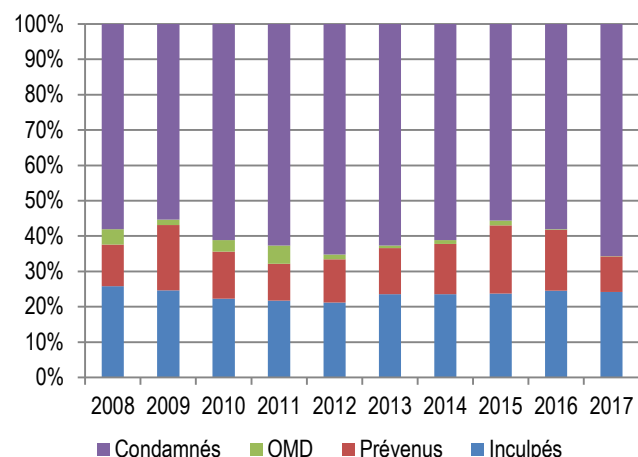
Part des détenus d'une catégorie donnée : Rapport entre le nombre de détenus d'une catégorie donnée (prévenus, inculpés ou condamnés) et le nombre total de détenus au 31 décembre.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de détenus et le nombre de places théoriques disponibles (capacité d'accueil) au 31 décembre.

Sources statistiques : Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels.

Tableau 47 : Effectif des détenus par catégorie et proportion de détenus en attente de jugement au 31/12

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des détenus	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840
Détenus en attente de jugement	1 803	2 328	1 849	1 618	1 684	2 185	2 578	3 242	3 201	2 681
<i>Inculpés (en instruction)</i>	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893
<i>Prévenus</i>	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455	1 318	788
OMD	210	82	170	262	67	47	75	109	17	11
Condamnés	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148
<i>détenus en attente de jugement (%)</i>	<i>37,6</i>	<i>43,1</i>	<i>35,6</i>	<i>32,1</i>	<i>33,4</i>	<i>36,6</i>	<i>37,8</i>	<i>43,0</i>	<i>43,0</i>	<i>34,2</i>

Graphique 86 : Evolution du nombre de détenus et de la capacité d'accueil des EP**Graphique 87 : Evolution de la répartition des détenus par catégorie****Tableau 48 : Evolution de l'effectif des détenus, de l'occupation des EP et du rapport *Détenus/GSP***

	Détenus			Occupation des établissements pénitentiaires				Détenus / GSP		
	Effectif au 31/12/ 2017	Variation en % /		Capacité d'accueil en 2017	Taux d'occupation au 31/12 en %			Nombre au 31/12		
		2008	2016		2008	2016	2017	2008	2016	2017
Ensemble	7 840	63,3	2,2	4 120	172,7	186,2	190,3	8,1	5,3	5,6
Banfora	301	124,6	-8,5	120	111,7	274,2	250,8	7,9	7,2	5,7
Baporo	17	-60,5	-39,3	80	53,8	35	21,3	2,2	1,2	0,7
Bobo-Dioulasso	712	30,2	-4,6	180	303,9	414,4	395,6	8,4	5,3	5,7
Bogandé	275	89,7	-4,5	120	120,8	240	229,2	8,1	6,3	6,1
Boromo	253	62,2	0,0	120	130,0	210,8	210,8	7,1	6,3	6,5
Dédougou	183	-12,0	-5,7	120	173,3	161,7	152,5	9,0	3,7	3,7
Diapaga	265	154,8	21,0	120	86,7	182,5	220,8	6,5	6,4	7,4
Diébougou	195	-	35,4	120	-	120	162,5	-	3,8	5,6
Djibo	156	-	-8,8	120	-	142,5	130,0	-	3,0	3,1
Dori	118	-26,7	-26,7	120	134,2	134,2	98,3	8,1	4,1	3,5
Fada N'gourma	356	34,3	3,8	120	220,8	285,8	296,7	14,7	7,5	9,1
Gaoua	228	-3,0	29,5	150	156,7	117,3	152,0	12,4	4,6	5,6
Kaya	202	-35,5	-24,3	120	260,8	222,5	168,3	14,9	5,9	4,9
Kongoussi	66	-58,5	-40,5	120	132,5	92,5	55,0	6,9	3,4	2,1
Koudougou	278	60,7	-6,7	120	144,2	248,3	231,7	7,2	5,5	5,1
Koupéla	84	-	4100,0	120	-	1,7	70,0	-	0,1	2,6
Léo	124	51,2	-19,5	120	68,3	128,3	103,3	4,6	4,4	3,4
Manga	162	-22,5	-19,8	120	174,2	168,3	135,0	11,6	5,6	4,8
Nouna	105	-	-3,7	120	-	90,8	87,5	-	2,9	2,6
Orodara	143	-	7,5	120	-	110,8	119,2	-	3,8	4,3
Ouagadougou (MACO)	2329	80,7	8,1	570	226,1	377,9	408,6	9,2	9,5	10,6
Ouagadougou (PHS)	353	-	52,2	500	-	46,4	70,6	-	1,9	2,8
Ouahigouya	248	6,4	11,7	120	194,2	185	206,7	8,6	4,4	5,8
Tenkodogo	300	0,3	-18,5	120	249,2	306,7	250,0	12,5	7,4	6,3
Tougan	127	176,1	21,0	120	38,3	87,5	105,8	2,9	3,3	4,0
Yako	91	-	-10,8	120	-	85	75,8	-	3,2	2,8
Ziniaré	169	-	6,3	120	-	132,5	140,8	-	3,9	4,7

V.2. Caractéristiques des entrées dans les établissements pénitentiaires

Point saillant :

- Plus d'1 entrée sur 4 en 2017 est OMD ;

Commentaire général

Au cours de l'année 2017, 8 653 personnes sont entrées dans les EP en tant que détenus. Au sein de cet effectif, on compte 311 femmes ce qui représente 3,6% de l'effectif total des entrées. De façon globale, les entrées ont augmenté de 8,2% par rapport à 2016. Ce sont notamment les EP de Djibo (101,1%), la PHS (69,8%) et Tougan (37,6%) qui ont vu le nombre de leurs entrées augmenter le plus. D'autres EP par contre ont connu une baisse des entrées. Les diminutions les plus sensibles sont enregistrées dans les MAC de Tenkodogo (-36,5%), de Bogandé (-35,3%) et de Kongoussi (-33,6%).

En 2017, 2 396 personnes sont entrées dans les EP sous OMD. Cet effectif représente à 27,7% des entrées. Autrement, sur 4 entrées dans les EP en 2017, 1 est sous OMD. Le mois de Février a connu 41,2% d'entrées sous OMD soit le taux le plus élevé de l'année. Cependant, durant le mois de décembre, aucune entrée sous OMD n'a été enregistrée.

Selon la tranche d'âge, 47% des détenus nouvellement entrés dans les EP au cours de l'année 2017 ont entre 25 et 39 ans. Les détenus mineurs (moins de 18 ans) représentent 6% des entrées de 2017. Cette proportion de mineurs parmi les entrées dans les EP est en baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2016. Au cours des 10 dernières années, la proportion de mineurs détenus est plus élevée en 2016.

L'âge moyen des personnes entrées dans les EP en 2017 est de 32,8 ans contre 32,4 ans en 2016.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion des entrées d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre des entrées d'une tranche d'âge donnée et le nombre total des entrées au cours d'une année.

Proportion des entrées d'un sexe donné : Rapport entre le nombre des entrées de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total d'incarcérés au cours d'une année.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

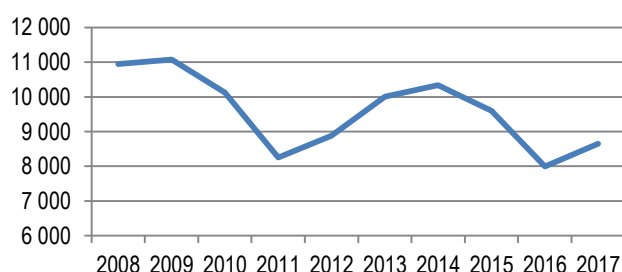
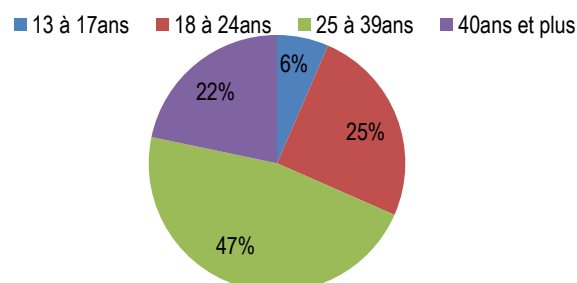
Sources statistiques
Registres des entrées

Tableau 49 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des entrées	10945	11077	10122	8257	8 876	10 008	10 335	9 601	7 998	8 653
Hommes	10 658	10 672	9 813	8 032	8 653	9 666	9 970	9 284	7 762	8342
Femmes	287	405	309	225	223	342	365	317	236	311
Entrées selon l'âge										
13 à 17ans	702	716	540	483	501	545	673	536	529	563
18 à 24ans	3 399	3 049	2 842	2 412	2 451	2 660	2 848	2928	1957	2170
25 à 39ans	5 285	5 648	4 979	4 007	4 297	4 864	5 026	4552	4050	4041
40ans et plus	1 559	1664	1 761	1 355	1 627	1 939	1 788	1585	1 462	1 879
Age moyen (en années)	30,3	30,9	31,4	31,1	31,7	32,0	31,3	31,0	32,4	32,8

Tableau 50 : Nombre d'entrées sous OMD dans les établissements pénitentiaires en 2017 par mois

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillt	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
Entrés	763	820	921	829	735	632	692	742	698	639	620	562	8653
Entrés sous OMD	296	338	309	272	243	220	277	242	169	20	10	0	2396
Entrés sous OMD en %	38,8	41,2	33,6	32,8	33,1	34,8	40,0	32,6	24,2	3,1	1,6	0,0	27,7

Graphique 88 : Evolution du nombre total d'entrées dans les EP**Graphique 89 : Répartition des entrées dans les EP par tranche d'âge au 31/12/2017****Tableau 51 : Evolution du nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires**

	Nombre d'entrées dans les EP										Variation en % entre 2017 et	
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2008	2016
Ensemble	10945	11077	10 122	8 257	8 876	10 008	10 335	9601	7 998	8 653	-20,9	8,2
Banfora	266	354	335	303	312	335	285	269	283	287	7,9	1,4
Baporo	77	nd	86	59	76	58	49	71	44	0	-100,0	-100,0
Bobo-Dioulasso	1144	957	926	672	640	913	669	647	720	646	-43,5	-10,3
Bogandé	230	358	292	310	375	347	390	361	170	110	-52,2	-35,3
Boromo	342	441	348	298	298	313	339	260	290	310	-9,4	6,9
Dédougou	299	355	293	227	286	283	272	209	241	240	-19,7	-0,4
Diapaga	182	182	241	251	263	232	193	247	179	152	-16,5	-15,1
Diébougou	-	-	0	173	163	197	223	192	169	209	-	23,7
Djibo	-	173	159	199	163	183	160	136	186	374	-	101,1
Dori	333	400	298	244	280	276	371	368	207	278	-16,5	34,3
Fada N'gourma	524	635	533	465	502	414	424	645	404	379	-27,7	-6,2
Gaoua	420	444	363	225	241	199	236	283	243	313	-25,5	28,8
Kaya	556	506	431	366	396	503	590	442	262	220	-60,4	-16,0
Kongoussi	242	197	155	114	136	121	125	115	122	81	-66,5	-33,6
Koudougou	424	585	545	292	343	464	426	399	369	451	6,4	22,2
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	2	164	-	8100,0
Léo	141	315	235	244	291	340	275	208	101	118	-16,3	16,8
Manga	448	402	296	271	355	389	386	322	176	161	-64,1	-8,5
Nouna	-	64	118	107	113	205	161	124	128	94	-	-26,6
Orodara	-	117	119	92	133	151	264	147	125	167	-	33,6
Ouagadougou*(MACO)	4075	3 054	2 974	2 264	2 173	2 516	2 768	2 573	2 393	2 691	-34,0	12,5
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	246	20	96	163	-	69,8
Ouahigouya**	405	495	378	273	221	311	401	375	256	349	-13,8	36,3
Tenkodogo	679	853	793	450	695	863	672	688	457	290	-57,3	-36,5
Tougan	158	190	204	185	192	154	157	144	117	161	1,9	37,6
Yako	-	-	-	52	47	59	70	169	96	79	-	-17,7
Ziniaré	-	-	-	121	182	182	183	187	162	166	-	2,5

* Y compris Ziniaré (avant 2011)

** Y compris Yako (avant 2011)

V.3. Caractéristiques des prévenus

Points saillants :

- Baisse de 40% du nombre de prévenus ;
- Baisse de la durée de détention préventive ;

Commentaire général

Au 31 décembre 2017, les EP du Burkina Faso comptaient 788 prévenus dont 23 femmes. Cet effectif de prévenus a baissé de 40,2% par rapport à 2016. Le nombre de prévenus en 2008 était de 563 dont 5 femmes.

L'âge moyen des prévenus de 30,4 ans est en baisse de 0,4 ans par rapport à 2016. Au cours des 10 dernières années, cet âge moyen des prévenus est compris entre 28,5 ans et 31 ans. Les mineurs, au nombre de 67 en 2017 représentent 8,5% des prévenus contre 7,4% en 2016. Les personnes âgées de 30 à 40 ans représentent 29,9% des prévenus.

Selon les catégories d'infractions en 2017, 58,4% sont détenus pour crimes et délits contre les biens. Les prévenus mis en cause pour cette catégorie d'infraction représentaient 70% en 2016. 15,4% des prévenus sont détenus pour crimes et délits contre les particuliers contre 13,4% en 2016, 17,9% pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs contre 12,2% en 2016, et 6,6% pour crimes et délits contre la chose publique contre 3% en 2016.

La durée moyenne de détention préventive qui est de 2,0 mois en 2017 a baissé de 0,9 mois par rapport à 2016. Au cours des 10 dernières années, c'est en 2016 que la durée moyenne de détention préventive a été la plus longue soit 2,9 mois. Environ 55% des prévenus en 2017 ont une durée de détention de moins d'un mois.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion des prévenus d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre de prévenus d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

Proportion des prévenus d'un sexe donné : Rapport entre le nombre de prévenus de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

Proportion des prévenus d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre de prévenus détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de prévenus à la fin de l'année.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

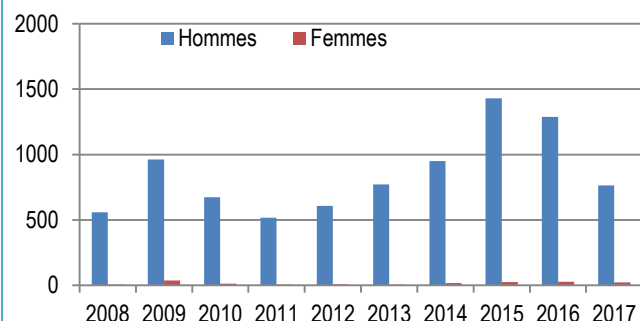
Sources statistiques

Registres des prévenus

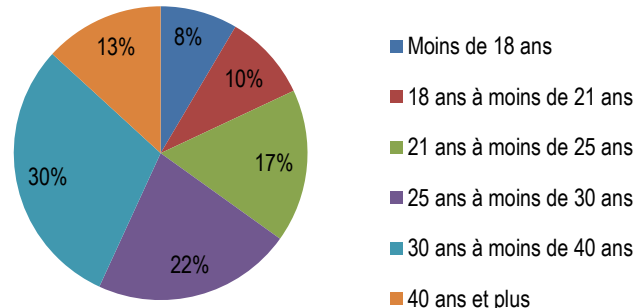
Tableau 52 : Prévenus selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des prévenus	563	1000	689	522	615	777	969	1455	1318	788
Répartition selon le sexe										
Hommes	558	962	675	517	607	771	950	1430	1289	765
Femmes	5	38	14	5	8	6	19	25	29	23
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	43	49	37	38	54	53	84	122	97	67
18 ans à moins de 21 ans	77	137	105	58	82	100	161	193	155	75
21 ans à moins de 25 ans	107	208	126	109	108	138	161	252	256	133
25 ans à moins de 30 ans	139	266	157	120	128	167	207	313	260	173
30 ans à moins de 40 ans	125	244	171	141	144	222	248	376	361	236
40 ans et plus	72	96	93	56	99	97	108	199	189	104
<i>Age moyen (en années)</i>	28,5	29,3	29,7	29,4	30,0	30,0	29	31,0	30,8	30,4
Répartition selon la catégorie de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	434	763	518	407	433	518	634	1069	920	460
Crimes et délits contre les particuliers	73	91	92	68	112	160	177	184	176	121
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	37	109	59	28	37	53	81	98	161	141
Crimes et délits contre la chose publique	14	31	17	17	28	27	52	87	39	52
Infractions en matière d'armes et de munitions	5	6	3	2	5	19	26	17	12	4
Répartition selon la durée de détention préventive										
De 15 jours à moins de 1 mois	311	323	390	310	324	497	458	655	439	431
De 1 mois à moins de 2 mois	149	306	163	106	172	134	158	109	362	142
De 2 mois à moins de 3 mois	34	198	67	49	41	52	169	358	234	66
De 3 mois à moins de 6 mois	20	140	61	45	28	53	89	243	162	99
De 6 mois à moins de 12 mois	46	27	6	8	28	25	68	76	76	42
Plus de 12 mois	3	6	2	4	22	16	27	14	45	8
<i>Durée moyenne de détention préventive (en mois)</i>	2,0	2,2	1,6	1,6	2,2	1,9	2,6	2,4	2,9	2,0

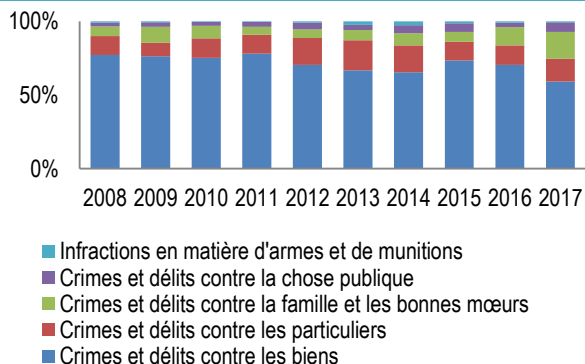
Graphique 90 : Evolution de l'effectif des prévenus selon le sexe



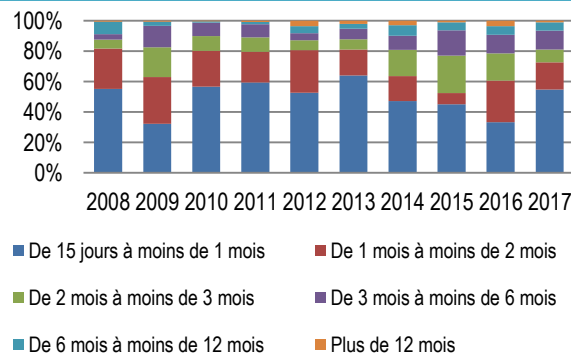
Graphique 91 : Répartition des prévenus selon la tranche d'âge au 31/12/2017



Graphique 92 : Evolution de la répartition des prévenus selon la catégorie d'infractions



Graphique 93 : Evolution de la répartition des prévenus selon la durée de la détention préventive



V.4. Caractéristiques des inculpés (1/2)

Points saillants :

- Durée de détention préventive en hausse continue depuis 10 ans ;
- 10,7% d'inculpés pour actes de terrorisme.

Commentaire général

L'effectif des inculpés ou personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction (dans le cadre d'une procédure d'information) au 31 décembre 2017 est de 1 893. En 2016, cet effectif était de 1 883 et de 1 240 en 2008. Parmi les inculpés présents au 31 décembre 2017 dans les EP du Burkina Faso 64 étaient de sexe féminin soit 3,4%. En 2016 tout comme en 2015, la proportion des inculpés de sexe féminin était de 3%.

L'âge moyen des inculpés en 2017 a connu une légère hausse par rapport à 2016. En effet, il est 36,5 ans en 2017 contre 35,2 en 2016. L'âge moyen des inculpés en 2017 est la moyenne d'âge la plus élevée au cours des 10 dernières années. Au sein des inculpés, 1,4% n'ont pas 18 ans. Cette proportion des mineurs inculpés était de 2% en 2016 et de 4% en 2015. Il faut aussi noter que 55% des inculpés ont entre 25 et 39 ans révolus.

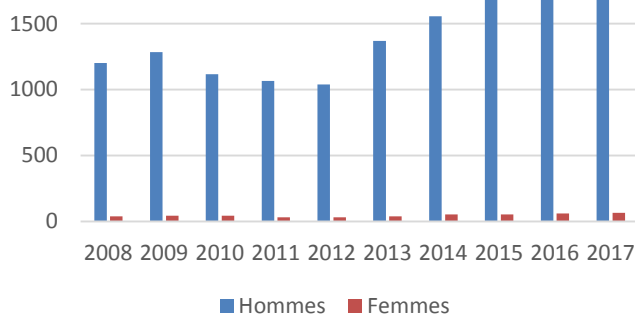
En 2017 tout comme les années antérieures, la majorité des inculpés est détenue pour crimes et délits contre les particuliers. En effet, 60,8% des inculpés sont détenus pour cette catégorie d'infraction (61,1% en 2016 et 67,7% en 2015). Les crimes et délits contre la chose publique comptent 12% des inculpés, les crimes et délits contre les biens 9,7% et les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs 3,5%. Les inculpés pour actes de terrorisme prennent de plus en plus de l'importance et représentent 10,7% des inculpés en 2017 contre 3,1% en 2016.

La durée moyenne de détention préventive est en croissance continue depuis 2008. Ainsi, de 12,8 mois en 2008, elle a atteint 22,2 mois en 2017. Cette situation serait due à la saturation des cabinets d'instruction d'une part et à la réduction continue du nombre d'assises criminelles d'autre part.

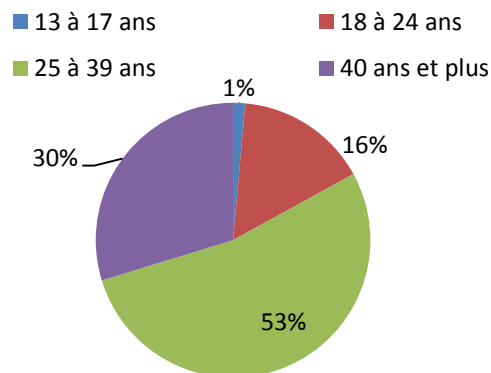
Tableau 53 : Effectif des inculpés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infraction et la durée de la détention préventive

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des inculpés	1240	1328	1160	1096	1069	1408	1609	1787	1883	1893
Répartition selon le sexe										
Hommes	1201	1284	1116	1066	1039	1369	1557	1734	1824	1829
Femmes	39	44	44	30	30	39	52	53	59	64
Répartition selon l'âge										
13 à 17 ans	25	40	14	24	24	38	47	63	47	27
18 à 24 ans	326	354	282	264	229	266	313	331	297	295
25 à 39 ans	660	707	640	609	602	656	899	963	1036	1008
40 ans et plus	229	227	224	199	214	348	350	430	503	563
Age moyen (en années)	32,5	34,4	33,0	32,6	33,3	32,1	33,7	34,2	35,2	36,5
Répartition selon la catégorie d'infractions										
Crimes et délits contre les particuliers	760	843	837	759	787	1066	1081	1210	1149	1150
Crimes et délits contre les biens	137	142	102	121	72	79	131	133	283	184
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	57	43	39	34	29	42	44	58	48	66
Crimes et délits contre la chose publique	263	291	172	156	175	125	213	274	185	228
Infractions en matière d'armes et de munitions	23	9	10	26	6	59	134	100	68	62
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	58	202
Répartition selon la durée de la détention préventive										
Moins de 6 mois	493	416	300	394	365	478	433	456	432	387
6 mois à moins de 12 mois	272	362	276	178	219	442	415	331	275	404
1 an à moins de 2 ans	287	309	327	225	206	252	461	545	516	418
2 ans et plus	188	241	257	299	279	236	300	455	660	684
Durée moyenne de la détention préventive (en mois)	12,8	14,1	16,0	16,1	15,7	13,1	15,0	17,1	19,6	22,2

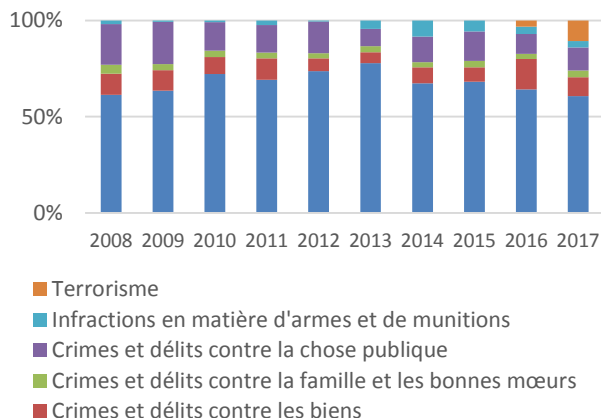
Graphique 94 : Evolution de l'effectif des inculpés selon le sexe



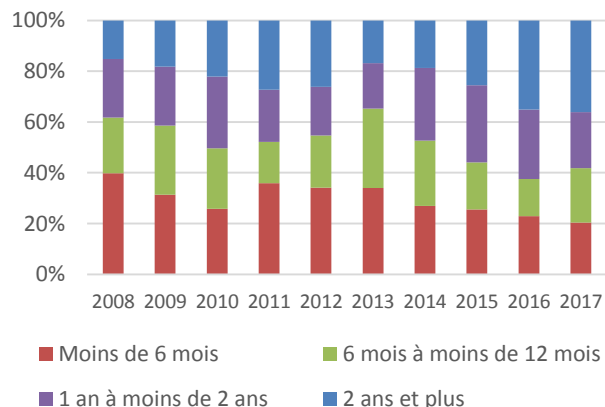
Graphique 95 : Répartition des inculpés selon la tranche d'âge au 31/12/2017



Graphique 96 : Evolution de la répartition des inculpés selon la catégorie d'infractions



Graphique 97 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de la détention préventive



V.5. Caractéristiques des inculpés (2/2)

Points saillants :

- Stagnation du nombre d'inculpés par rapport à 2016 ;
- 1 inculpé sur 4 détenus en 2017 ;
- 36% des inculpés détenus pour au moins 2 ans.

Commentaire général

Au 31/12/2017 le nombre d'inculpés était de 1 893. Cet effectif n'a presque pas évolué par rapport à 2016. En fonction des EP, il y a une variation contrastée du nombre d'inculpés par rapport à 2016. Ainsi, le nombre d'inculpés de la PHS a augmenté de 282,4% et celui de Manga de 61%. Par contre le nombre d'inculpés des MAC de Kongoussi, Dédougou et Djibo ont respectivement baissé de 71,4%, 42,4% et 42,4% par rapport à 2016. Comparativement à 2008, le nombre d'inculpés s'est accru de 52,7%.

Les inculpés en 2017 représentent 24% de l'ensemble des détenus. La proportion des inculpés varie d'une MAC à une autre. La proportion d'inculpés la plus élevée est enregistrée à Bogandé où 62,9% des détenus sont des inculpés. La plus faible proportion est enregistrée à Kongoussi soit 9,1% des détenus.

Au 31 décembre 2017, le Burkina Faso comptait 1 150 inculpés, détenus pour crimes et délits contre les particuliers. Cet effectif n'a presque pas évolué par rapport à l'année antérieure. Certains EP ont vu tout de même le nombre de leurs inculpés pour crimes et délits contre les particuliers augmenter par rapport à 2016. La plus forte augmentation est constatée dans les EP de Manga (52,4%), Fada N'Gourma (47,4%) et Tougan (47,4%). Le nombre d'inculpés pour crimes et délits contre les biens de 184 a baissé de 35% par rapport à 2016.

Tableau 54 : Evolution de l'effectif des inculpés selon certaines catégories d'infractions par EP

	Ensemble des inculpés			Inculpés pour crimes et délits contre les particuliers			Inculpés pour crimes et délits contre les biens		
	Nombre au 31/12/2017	Variation en % /		Nombre au 31/12/2017	Variation en % /		Nombre au 31/12/2017	Variation en % /	
		2008	2016		2008	2016		2008	2016
Ensemble	1 893	52,7	0,5	1 150	51,3	0,1	184	34,3	-35,0
Banfora	93	232,1	-20,5	82	382,4	-10,9	7	600,0	250,0
Baporo	0	-	-	0	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	140	-14,1	-8,5	92	12,2	-14,8	18	200,0	-10,0
Bogandé	173	143,7	-3,9	66	6,5	6,5	6	100,0	-86,0
Boromo	37	0,0	-14,0	28	33,3	-22,2	2	100,0	-50,0
Dédougou	38	-17,4	-42,4	38	2,7	2,7	0	-100,0	-100,0
Diapaga	114	338,5	11,8	68	300,0	7,9	20	185,7	17,6
Diébougou	50	-	13,6	45	-	15,4	4	-	100,0
Djibo	34	-	-42,4	31	-	-34,0	2	-	0,0
Dori	23	-30,3	-14,8	18	-21,7	-33,3	4	300,0	-
Fada N'gourma	103	0,0	12,0	84	0,0	47,4	8	-	-72,4
Gaoua	44	-45,7	12,8	37	-27,5	12,1	0	-100,0	-
Kaya	39	-62,9	-37,1	35	-5,4	-40,7	3	-90,6	0,0
Kongoussi	6	-85,4	-71,4	6	-76,9	-57,1	0	-100,0	-100,0
Koudougou	50	22,0	-16,7	41	32,3	-4,7	1	0,0	-87,5
Koupéla	19	-	1800,0	13	-	1200,0	2	-	-
Léo	50	257,1	-13,8	32	220,0	-31,9	15	-	66,7
Manga	37	19,4	60,9	32	190,9	52,4	3	-81,3	-
Nouna	22	-	10,0	17	-	-10,5	4	-	-
Orodara	62	-	8,8	50	-	8,7	0	-	-100,0
Ouagadougou(MACO)	369	37,2	-2,4	186	35,8	8,8	74	60,9	-12,9
Ouagadougou(PHS)	195	-	282,4	0	-	-	0	-	-
Ouahigouya	30	-44,4	20,0	29	-14,7	26,1	0	-100,0	-100,0
Tenkodogo	85	-4,5	-29,2	60	-16,7	33,3	1	0,0	-80,0
Tougan	33	312,5	32,0	28	250,0	47,4	2	-	0,0
Yako	15	-	25,0	10	-	11,1	1	-	0,0
Ziniaré	32	-	-33,3	22	-	-29,0	7	-	-50,0

Tableau 55 : Proportion des inculpés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des inculpés de moins de 25 ans et de celle des inculpés ayant eu une détention de 2 ans et plus par EP

	Inculpés en % de détenus			Inculpés de moins de 25 ans en % des inculpés			% d'inculpés en détention plus de 2 ans		
	2008	2016	2017	2008	2016	2017	2008	2016	2017
Ensemble	25,8	24,6	24,1	28,1	18,3	17,0	15,2	35,1	36,1
Banfora	20,9	35,6	30,9	25,0	18,8	19,4	0,0	11,1	51,6
Baporo	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	29,8	20,5	19,7	24,5	10,5	8,6	38,7	62,7	58,6
Bogandé	49,0	62,5	62,9	29,6	18,3	16,8	14,1	58,3	80,3
Boromo	23,7	17,0	14,6	29,7	14,0	16,2	13,5	39,5	40,5
Dédougou	22,1	34,0	20,8	28,3	18,2	18,4	21,7	19,7	34,2
Diapaga	25,0	46,6	43,0	34,6	22,5	17,5	0,0	32,4	43,0
Diébougou	-	30,6	25,6	-	15,9	20,0	-	36,4	40,0
Djibo	-	34,5	21,8	-	39,0	50,0	-	27,1	32,4
Dori	20,5	16,8	19,5	36,4	14,8	39,1	6,1	59,3	21,7
Fada N'gourma	38,9	26,8	28,9	21,4	16,3	17,5	11,7	10,9	27,2
Gaoua	34,5	22,2	19,3	22,2	12,8	11,4	25,9	17,9	22,7
Kaya	33,5	23,2	19,3	34,3	14,5	12,8	21,9	62,9	71,8
Kongoussi	25,8	18,9	9,1	36,6	28,6	33,3	14,6	4,8	33,3
Koudougou	23,7	20,1	18,0	26,8	23,3	8,0	9,8	25,0	34,0
Koupéla	-	50,0	22,6	-	0,0	21,1	-	0,0	0,0
Léo	17,1	37,7	40,3	14,3	13,8	12,0	0,0	62,1	44,0
Manga	14,8	11,4	22,8	22,6	4,3	16,2	6,5	26,1	18,9
Nouna	-	18,3	21,0	-	25,0	9,1	-	60,0	68,2
Orodara	-	42,9	43,4	-	50,9	30,6	-	47,4	43,5
Ouagadougou (MACO)	20,9	17,5	15,8	28,3	13,8	15,4	5,9	30,7	30,1
Ouagadougou (PHS)	-	22,0	55,2	-	3,9	7,2	-	2,0	1,0
Ouahigouya	23,2	11,3	12,1	37,0	8,0	26,7	9,3	32,0	26,7
Tenkodogo	29,8	32,6	28,3	28,1	25,8	29,4	9,0	32,5	2,4
Tougan	17,4	23,8	26,0	37,5	16,0	15,2	12,5	28,0	15,2
Yako	-	11,8	16,5	-	25,0	33,3	-	25,0	33,3
Ziniaré	-	30,2	18,9	-	25,0	28,1	-	16,7	40,6

V.6. Caractéristiques des condamnés (1/2/)

Points saillants :

- Durée moyenne de la peine prononcée de 39,6 mois;
- 65,7% de détenus condamnés en 2017 ;
- Augmentation d'une unité du nombre de condamnés à mort.

Commentaire général

Le nombre de condamnés dans l'ensemble des EP au 31/12/2017 est de 5 148 dont 74 femmes. En 2016, ce nombre était de 4 452 dont 43 femmes et de 2 788 dont 68 femmes en 2008.

L'âge moyen des détenus condamnés a baissé en 2017. Il est ainsi passé de 33,2 ans en 2016 à 31,8 ans en 2017. Cet indicateur est resté presque statique au cours de la dernière décennie. Son niveau le plus bas est enregistré en 2009. Les condamnés qui ont entre 25 et 39 ans sont les plus nombreux dans les EP et représentent 56% de l'effectif total. Il faut aussi noter qu'environ 1 détenu condamné sur 4 a entre 18 et 24 ans en 2017 et les mineurs condamnés représentent 2% de l'effectif total des condamnés.

Selon la catégorie de l'infraction, 72,1% des condamnés sont détenus pour crimes et délits contre les biens, 11,5% pour crimes et délits contre les particuliers, 10,3% pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, 4,8% pour crimes et délits contre la chose publique et 1,3% pour infractions en matière d'armes et de munitions.

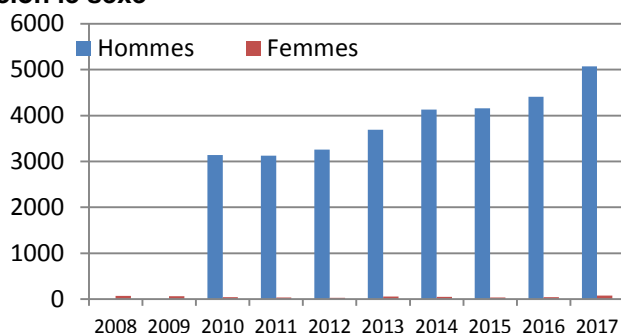
La durée moyenne de la peine prononcée en 2017 est de 39,6 mois contre 38,3 mois en 2016. Au cours des 10 dernières années, la peine la plus longue (40,6 mois) a été prononcée en 2014. En 2017, seulement 6,3% des condamnés (hors peine de mort et peine à perpétuité) ont reçu une peine de moins d'une année de prison, 67,9% entre 1 et 5 ans et 25,9% au-delà de 5 ans.

13 détenus sont condamnés à mort contre 12 en 2016 et 27 condamnés à perpétuité en 2017 contre 22 en 2016.

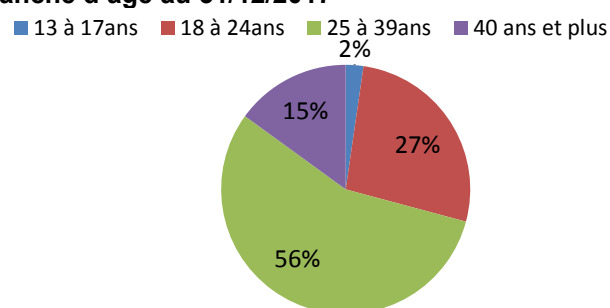
Tableau 56 : Effectif des condamnés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la peine prononcée

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des condamnés	2 788	2990	3179	3159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148
Répartition selon le sexe										
Hommes	2 720	2926	3137	3126	3 258	3 690	4 129	4 158	4 409	5 074
Femmes	68	64	42	33	26	54	45	35	43	74
Répartition selon l'âge										
13 à 17ans	58	94	59	47	50	62	107	53	87	118
18 à 24ans	911	980	987	996	891	996	1 233	1 294	1312	1384
25 à 39ans	1 409	1 548	1745	1722	1 885	2 140	2 258	2 302	2 433	2 874
40 ans et plus	410	368	388	394	458	546	576	544	620	772
<i>Age moyen (en années)</i>	<i>31,0</i>	<i>30,3</i>	<i>30,7</i>	<i>30,8</i>	<i>31,5</i>	<i>31,7</i>	<i>31,1</i>	<i>31,0</i>	<i>33,2</i>	<i>31,8</i>
Répartition selon la catégorie d'infractions										
Crimes et délits contre les biens	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952	3 447	3 710
Crimes et délits contre les particuliers	175	238	314	336	454	557	565	548	418	591
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	364	313	259	213	204	332	353	347	364	531
Crimes et délits contre la chose publique	78	110	123	148	136	137	289	314	172	247
Infractions en matière d'armes et de munitions	30	22	33	45	32	56	44	32	48	68
Répartition selon la durée de la peine prononcée										
Moins de 6 mois	402	271	158	97	104	183	143	86	46	34
6 mois à moins de 12 mois	651	529	465	399	338	374	374	310	322	286
1 an à moins de 2 ans	993	1 141	1027	905	1 001	1 099	1 224	1 197	1 230	1357
2 ans à moins de 5 ans	625	844	1 108	1 212	1 165	1 315	1 573	1 690	1 703	2112
5 ans et plus	110	193	402	523	651	741	860	878	1 117	1319
<i>Durée moyenne de la peine (en mois)</i>	<i>22,2</i>	<i>26,8</i>	<i>33,7</i>	<i>38,1</i>	<i>39,9</i>	<i>37,8</i>	<i>40,6</i>	<i>36,6</i>	<i>38,3</i>	<i>39,6</i>
<i>Peine à perpétuité</i>	<i>3</i>	<i>6</i>	<i>12</i>	<i>13</i>	<i>14</i>	<i>21</i>	<i>16</i>	<i>21</i>	<i>22</i>	<i>27</i>
<i>Peine de mort</i>	<i>4</i>	<i>6</i>	<i>7</i>	<i>10</i>	<i>11</i>	<i>11</i>	<i>10</i>	<i>11</i>	<i>12</i>	<i>13</i>

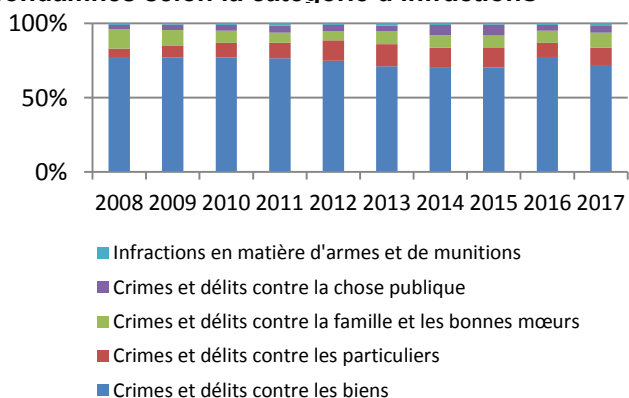
Graphique 98 : Evolution de l'effectif des condamnés selon le sexe



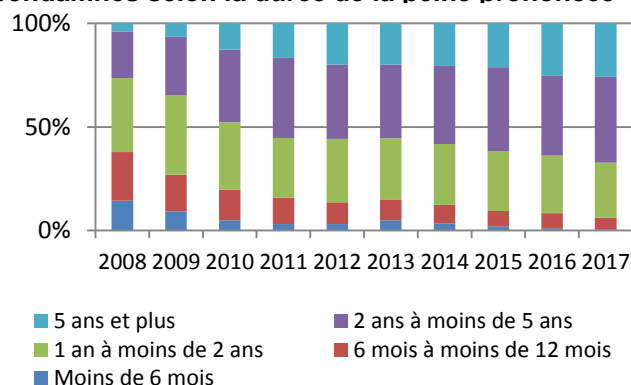
Graphique 99 : Répartition des condamnés selon la tranche d'âge au 31/12/2017



Graphique 100 : Evolution de la répartition des condamnés selon la catégorie d'infractions



Graphique 101 : Evolution de la répartition des condamnés selon la durée de la peine prononcée



V.7. Caractéristiques des condamnés (2/2)

Points saillants :

- Augmentation de 16% du nombre de condamnés en 2017
- 1 condamné sur 2 âgé de moins de 25 ans à Djibo en 2017

Commentaire général

Le nombre de détenus condamnés en 2017 est de 5 148 contre 4 452 en 2016 soit une augmentation de 15,6%. Par rapport à 2008, le nombre de détenus condamnés a augmenté de 84,6%. Le niveau de variation du nombre de condamnés diffère d'un EP à un autre. Comparativement à 2016, les condamnés des MAC de Diébougou, Ouagadougou (MACO) et de Bobo-Dioulasso ont vu leur effectif s'accroître respectivement de 54,3%, 41,6% et 33,8%. Par contre, le nombre des condamnés des MAC de Manga, Yako et Léo a baissé respectivement de 30,2%, 25,3% et 24,7%.

Le nombre de condamnés pour crimes et délits contre les particuliers (591) a augmenté de 41,4% par rapport à 2016 et de 237,7% par rapport à 2008.. L'effectif des condamnés pour les crimes et délits contre les biens a connu une hausse de 7,6% passant de 3 447 en 2016 à 3 710 en 2017.

En 2017, la proportion des condamnés par rapport à l'ensemble des détenus est de 65,7% contre 58% en 2016.

La proportion des condamnés de moins de 25 ans en 2017 est de 29,2% contre 31,4% en 2016. Cette proportion est plus importante dans les MAC de Djibo (50%) et Ouahigouya (39,3%). Elle est plus faible à Nouna (6,9%) et à Baporo (11,8%).

Quant aux condamnés à plus de 2 ans d'emprisonnement, ils représentent 67,4% de l'ensemble des condamnés contre 63,3% en 2016.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de condamnés d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre de condamnés d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'un sexe donné : Rapport entre le nombre de condamnés de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre de condamnés détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'une durée de détention donnée : Rapport entre le nombre de condamnés à une peine d'une durée donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des condamnés.

Tableau 57 : Evolution de l'effectif des condamnés selon certaines catégories d'infractions par EP

	Ensemble des condamnés			Pour crimes et délits contre les particuliers			Pour crimes et délits contre les biens		
	Nombre au 31/12/ 2017	Variation en % /		Nombre au 31/12/ 2017	Variation en %/		Nombre au 31/12/ 2017	Variation en % /	
		2008	2016		2008	2016		2008	2016
Ensemble	5 148	84,6	15,6	591	237,7	41,4	3710	73,3	7,6
Banfora	176	79,6	12,8	14	55,6	-6,7	139	71,6	13,9
Baporo	17	-60,5	-39,3	3	0,0	0,0	13	-66,7	-45,8
Bobo-Dioulasso	479	43,8	33,8	75	226,1	33,9	355	37,1	34,0
Bogandé	94	42,4	2,2	33	560,0	135,7	34	-40,4	-43,3
Boromo	200	81,8	17,6	37	428,6	146,7	140	60,9	1,4
Dédougou	127	-9,9	13,4	27	170,0	28,6	98	-11,7	14,0
Diapaga	126	350,0	32,6	13	333,3	85,7	84	265,2	23,5
Diébougou	142	-	54,3	16	-	60,0	98	-	36,1
Djibo	110	-	8,9	12	-	20,0	92	-	3,4
Dori	80	-2,4	-20,8	23	109,1	43,8	51	-10,5	-37,0
Fada N'gourma	220	89,7	14,0	11	22,2	57,1	181	94,6	4,6
Gaoua	155	5,4	25,0	14	27,3	133,3	93	-15,5	-6,1
Kaya	147	-10,9	-16,5	35	-	-22,2	103	-18,3	-15,6
Kongoussi	53	-45,4	-22,1	8	14,3	-50,0	44	-42,9	-8,3
Koudougou	200	122,2	-11,9	13	30,0	18,2	165	132,4	-9,3
Koupéla	64	-	-	20	-	-	34	-	-
Léo	70	45,8	-24,7	10	400,0	11,1	51	15,9	-26,1
Manga	118	-23,9	-30,2	9	0,0	-35,7	91	-13,3	-27,2
Nouna	72	-	-5,3	10	-	11,1	57	-	-9,5
Orodara	66	-	-1,5	7	-	16,7	54	-	3,8
Ouagadougou (MACO)	1661	130,7	41,6	103	157,5	83,9	1209	138,0	28,6
Ouagadougou (PHS)	156	-	-11,9	37	-	32,1	87	-	-31,5
Ouahigouya	183	26,2	14,4	21	320,0	133,3	144	22,0	9,9
Tenkodogo	173	1,2	-9,4	17	142,9	30,8	97	-36,2	-13,4
Tougan	88	166,7	23,9	11	175,0	57,1	73	217,4	25,9
Yako	65	-	-25,3	2	-	-60,0	59	-	-24,4
Ziniaré	106	-	11,6	10	-	-59,0	64	-	1,6

Tableau 58 : Proportion des condamnés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des condamnés de moins de 25 ans et de celle des condamnés ayant reçu une peine de 2 ans et plus par EP

	Condamnés en % de détenus			Condamnés de moins de 25 ans en % des condamnés			Condamnés à 2 ans et plus en % des condamnés		
	2008	2016	2017	2008	2016	2017	2008	2016	2017
Ensemble	58,1	58,0	65,7	34,8	31,4	29,2	26,6	63,3	67,4
Banfora	73,1	47,4	58,5	23,5	40,4	25,6	49,0	48,1	66,5
Baporo	100,0	100,0	100,0	37,2	14,3	11,8	60,5	64,3	64,7
Bobo-Dioulasso	60,9	48,0	67,3	21,6	26,3	23,2	9,6	62,3	64,9
Bogandé	45,5	31,9	34,2	34,8	23,9	31,9	31,8	63,0	56,4
Boromo	70,5	67,2	79,1	32,7	35,3	25,5	17,3	55,9	58,0
Dédougou	67,8	57,7	69,4	31,2	33,0	33,9	46,8	74,1	73,2
Diapaga	26,9	43,4	47,5	50,0	34,7	23,8	17,9	81,1	69,8
Diébougou	-	63,9	72,8	-	29,3	32,4	-	54,3	64,1
Djibo	-	59,1	70,5	-	48,5	50,0	-	54,5	65,5
Dori	50,9	62,7	67,8	28,0	25,7	20,0	53,7	61,4	57,5
Fada N'gourma	43,8	56,3	61,8	35,3	33,2	30,9	28,4	73,1	70,9
Gaoua	62,6	70,5	68,0	27,2	32,3	30,3	26,5	66,1	80,0
Kaya	52,7	65,9	72,8	46,7	25,0	27,2	24,2	70,5	74,8
Kongoussi	61,0	61,3	80,3	33,0	25,0	18,9	27,8	60,3	86,8
Koudougou	52,0	76,2	71,9	40,0	34,4	32,5	35,6	40,5	51,5
Koupéla	-	0,0	76,2	-	-	23,4	-	-	70,3
Léo	58,5	60,4	56,5	47,9	33,3	25,7	12,5	67,7	71,4
Manga	74,2	83,7	72,8	38,7	23,7	26,3	29,0	72,8	74,6
Nouna	-	69,7	68,6	-	18,4	6,9	-	50,0	61,1
Orodara	-	50,4	46,2	-	23,9	25,8	-	29,9	42,4
Ouagadougou (MACO)	55,9	54,5	71,3	37,4	33,8	33,3	25,0	66,9	69,2
Ouagadougou (PHS)	-	76,3	44,2	-	22,0	9,0	-	87,6	100,0
Ouahigouya	62,2	72,1	73,8	33,1	40,6	39,3	32,4	43,8	50,3
Tenkodogo	57,2	51,9	57,7	46,2	33,0	32,4	17,5	56,5	56,1
Tougan	71,7	67,6	69,3	39,4	29,6	23,9	6,1	70,4	70,5
Yako	-	85,3	71,4	-	29,9	26,2	-	79,3	84,6
Ziniaré	-	59,7	62,7	-	30,5	22,6	-	62,1	63,2

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper au préjudice d'une autre, des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Acceptation partielle : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement et/ou d'une amende supérieure ou égale à 50 000 FCFA et /ou du travail d'intérêt général.

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes (que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps de plus de 5 ans), voire de peines complémentaires.

Affaire en cours d'instruction : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire jugée : Affaire pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans une juridiction.

Affaire dont l'instruction est terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par une ordonnance de transmission des pièces au procureur général de la Cour d'appel du ressort, soit par une ordonnance de renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu.

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à une personne qui enfreint à la loi pénale.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction de degré inférieur par une juridiction de degré supérieur pour irrégularité de forme ou de fond, à la suite d'un appel ou d'un recours en révision ou en cassation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par une juridiction de premier degré devant une juridiction de second degré pour qu'elle soit rejugée.

Arrêt définitif de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Arrêt provisoire de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Assistance éducative : Mesure pouvant être prise par les juridictions compétentes, lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont supposées gravement compromises.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou des biens et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir en commun.

Avis : Opinion émise par une haute juridiction, par exemple sur la régularité d'une procédure.

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré couramment aux justiciables nés au Burkina par les greffe des TGI et ceux nés à l'étranger ou étranger résident au Burkina par la Cour d'appel est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les peines privatives de liberté. A côté du bulletin n°3, il existe les bulletins n°1 et 2 qui sont délivrés à des demandeurs spécifiques.

Cassation : Annulation par la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat d'une décision rendue en violation de la loi.

Centre pénitentiaire agricole de Baporo : Etablissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Certificat de nationalité burkinabè : Document administratif délivré par le président du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon lequel un individu est de nationalité burkinabè.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu du lieu, la date et l'heure de l'audience.

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine (emprisonnement, amende, TIG) a été prononcée.

Confirmation : Décision par laquelle une juridiction de recours consolide et maintient la décision des premiers juges.

Conseil d'Etat : Juridiction supérieure de l'Ordre administratif créée au Burkina Faso par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000. Le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif.

Consommations budgétaires : Utilisation effective des crédits budgétaires alloués.

Contradictoire (jugement) : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Contravention : Infraction à une loi ou à un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics par la Cour des comptes.

Coups et blessures volontaires : Fait de donner volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait pouvant entraîner une maladie, une infirmité ou une incapacité de travail sur la personne d'autrui.

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, et correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Cour de cassation : Juridiction suprême de l'ordre judiciaire créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 9 mai 2000, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation. Elle juge en droit, non pas en fait.

Cour des comptes : Créée par la loi n°14-2000 AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est compétente pour contrôler les finances publiques.

Crimes et délits contre la chose publique : Détournement de deniers publics, Corruption, Evasion fiscale, etc.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs : Mutilations génitales féminines, Infractions en matière de mariage, Proxénétisme, Trafic d'enfant, Enlèvement d'enfant, Attentat aux mœurs, Racolage, Stupéfiants, etc.

Crimes et délits contre les biens : Vols, Extorsions, Recels, Escroqueries, Abus de confiance, Destructures, dégradations, dommages ; Stellionat ; Infractions en matière de chèques, etc.

Crimes et délits contre les particuliers : Homicides volontaires, Empoisonnements, Violences, Coups et blessures volontaires, Violences et voies de fait, Homicides et blessures involontaires, Viols, Coups mortels, Assassinats, Associations de malfaiteurs, Diffamation, Injures, Non-assistance à personne en danger, etc.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, sous réserve toutefois de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Décision (Arrêt, jugement, ordonnance) avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser une instruction.

Décision (arrêt, jugement, ordonnance) rédigée : Affaire sur laquelle une juridiction a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Décision rendue (définitive) : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit la juridiction.

Décision (arrêt, jugement, ordonnance) sur le fond : Décision d'une juridiction touchant dans une affaire, à une ou des question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décisions du Premier Président (Cour d'appel) : Ordonnance de référé et ordonnance rendue en matière de défense à exécution provisoire.

Défaut (jugement par) : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a pu être délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délit (voir Affaire correctionnelle)

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Dépenses d'équipement-investissement : Dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi une juridiction renonce à son action ou à l'instance.

Destructures, dégradations de biens : Fait de détruire volontairement ou involontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détention préventive : Mesure d'incarcération d'une personne placée sous mandat de dépôt en attente de jugement ou pour les besoins de l'instruction.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Electoral (contentieux de type) : Litige concernant les élections. Il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Emprisonnement : Peine privative de liberté consistant en l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, de s'échapper ou tenter de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour obtenir la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque, susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Fiscal (contentieux de type) : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Flagrant délit : Est qualifié délit flagrant, le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre. Il y a aussi délit flagrant lorsque, dans un temps voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique ou est trouvée en possession d'objets ou présente des traces ou indices laissant penser qu'elle a participé au délit.

Est assimilé au délit flagrant tout délit qui, même non commis dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent, a été commis dans une maison dont le chef requiert le procureur [du Faso] ou un officier de police judiciaire de le constater.

Foncier (contentieux de type) : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fonction publique (contentieux lié à) : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent aux meurtres, parricides et infanticides.

Incarcération : Mise en détention ou emprisonnement.

Incompétence : Défaut d'aptitude d'une juridiction à connaître d'une demande.

Inculpé : Personne soupçonnée d'une infraction pendant la procédure d'instruction.

Infirmary : Annulation totale ou partielle par une juridiction de recours d'une décision rendue en premier ressort.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause. Il instruit à charge et à décharge.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner, soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme, soit parce qu'elle est intervenue hors délai.

Jonction : Mesure d'administration judiciaire par laquelle la juridiction ou le Président de la juridiction décide d'instruire et de statuer en même temps deux ou plusieurs instances unies par un lien étroit de connexité.

Juge des enfants : Le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Institué au siège des TGI, le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle pour les infractions commises par les mineurs.

Jugement avant dire droit (voir décision avant dire droit)

Jugement rédigé (voir décision rédigée)

Jugement rendu (voir décision rendue)

Jugement rendu sur le fond (voir décision sur le fond)

Lettre du Premier Président de la Cour des comptes : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Maison d'arrêt et de correction : Etablissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Majeur : Personne âgée d'au moins 20 ans révolue (majorité civile). Cependant, dans certaines matières, la majorité survient plus tôt (18 ans en matière pénale et électorale, etc.).

Marché public (contentieux de type) : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Mineur délinquant : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur mis sous ordonnance de garde provisoire : Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité (voir majeur).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Non-paiement de salaire (conflit lié au) : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président d'une juridiction ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Placement : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative) qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention pour être jugée.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence d'une juridiction pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rapport public de la Cour des comptes : Document contenant les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées chaque année par la Cour des comptes.

Rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles une personne a exercé des fonctions relevant d'un autre régime ou a été illégalement empêché de les exercer.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un juge unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend. Le référé peut également avoir pour objet la remise en l'état, la prévention d'un dommage imminent ou la cessation d'un trouble manifestement illicite. Le référé ne préjudicie pas sur le fond.

Référé (Cour des comptes) : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique et numérique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Rejet : Fait pour une juridiction de trancher en défaveur de la partie qui l'a saisie.

Remise à parent : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l'intégrer ou à le réintégrer dans sa famille.

Renvoi à l'instruction (ouverture d'une information) : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.

Réputée contradictoire (décision) : La décision est réputée contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Rupture de contrat de travail (conflit lié) : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin illégalement à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Saisine directe : Affaire introduite directement devant une juridiction soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale.

Saisine pénale : Introduction d'une affaire nouvelle pour les faits de contravention, de délit ou de crime.

Stupéfiants (usage de) : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Taux d'occupation des maisons d'arrêt et de correction : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil).

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Tribunal administratif : C'est la juridiction du premier degré de l'ordre administratif. Il est en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif (contentieux de l'annulation et contentieux de la réparation).

Tribunal de grande instance : C'est la juridiction de premier degré de droit commun. Il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale dont le montant n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Tribunal d'instance : Juridiction ayant compétence pour juger de tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et inférieur à 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions des tribunaux départementaux ou d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction d'exception compétente au premier degré pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail et du Code de sécurité sociale.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants, il statue en premier et dernier ressort en matière de crimes ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 /AN du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un faux (voir faux en écriture) en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité physique ou morale des personnes.

Vol : Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui avec effraction, violence ou à main armée, etc.

Les chiffres clés de la justice (1/2)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3
Tribunaux de grande instance	20	23	24	24	24	24	24	24	25	25
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Juges des enfants	2	2	2	2	2	2	7	7	7	7
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	8	19	19	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	20	23	24	24	24	24	24	24	25	25
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	20	23	24	24	24	24	25	25	26	26
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens										
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	7 003	7 167	8 931	8 204	11 534	15 307	13 619	17 086	19 136	29 115
Effectifs des magistrats au Ministère	333	361	369	391	415	409	428	449	480	508
Effectif du personnel greffier au Ministère	306	301	300	352	343	340	372	414	419	430
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	155	183	158	169	206	236	225	167	231	263
Décisions rendues	145	145	122	112	159	152	138	108	161	184
Décision rédigées	115	117	100	108	130	125	105	117	106	157
Conclusions rendues par le parquet général	146	113	76	133	137	128	96	57	179	243
Cours d'appel										
Affaires nouvelles	1 200	1 275	997	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 641	2 245
Décisions rendues	742	863	944	876	1 183	1 233	1 347	871	1 372	1 707
Décision rédigées	480	717	588	543	910	983	851	846	1 096	1 153
Affaires nouvelles pénales	526	593	371	530	585	634	434	639	492	821
Décisions des chambres d'accusation	234	188	260	153	168	205	222	110	399	562
Décisions des chambres criminelles	111	414	201	167	123	99	54	39	52	35
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation)	3 642	4 567	5 220	5 741	5 718	7 869	8 293	7 036	10 062	11 448
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	4mois	4mois 15jours	3mois	2mois 26jours	2mois 21jours	2mois 18 jours	3 mois 9 jours	2 mois 21 jours	2 mois 7 jours	2mois
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	6 183	6 950	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	1 mois 20 jours	1 mois 20 jours	1 mois 24jours	1 mois 19 jours	1 mois 19 jours	1 mois 16 jours	1 mois 23 jours	1 mois 21 jours	3 mois 6 jours	2 mois 20 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	14 mois	14 mois	11 mois	10 mois 19 jours	11 mois 29 jours	13 mois 16 jours	10 mois 12jours	10 mois 12 jours	12 mois 29 jours	1 an 2 mois
Affaires nouvelles en instruction	995	1 109	900	754	893	1 000	1 123	936	875	974
Affaires en Instruction terminées	355	801	438	934	690	442	291	363	417	1298
Affaires en cours d'instruction	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657	7 831	8 921	8 885	9 172	8 043
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction	3 ans	3ans	3 ans 8 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3ans 11 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans
Temps moyens des affaires terminées à l'instruction	4 ans	4 ans	3 ans 9 mois	4 ans	4 ans 1 mois	3 ans 9 mois	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	265	241	278	322	436	399	158	226	316	465
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	269	186	229	261	259	311	343	144	348	385
Décision rédigées	198	238	362	227	163	182	319	129	233	290
Temps moyen pour rendre une décision				2 mois 11 jrs	1 mois 12 jrs	2 mois 12 jrs	2 mois	2 mois 23 jours	3 mois 1 jour	2mois
Juges des enfants										
Affaires nouvelles (mineurs en conflit avec la loi)	92	98	89	72	73	103	202	257	298	324
Décisions rendues (mineurs en conflit avec la loi)	94	99	73	59	47	97	191	263	286	308
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	20	7	11	11	56	24	16	28	10	39
Décisions rendues (mineurs en danger)	18	230	32	18	96	23	13	31	13	37
Tribunaux pour enfants										
Affaires nouvelles	15	1	15	9	5	8	1	1	17	18
Affaires terminées	11	10	0	16	2	16	5	0	5	10

Les chiffres clés de la justice (2/2)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Tribunaux de commerce										
Affaires nouvelles	-	-	-	339	336	356	426	451	468	499
Décisions rendues	-	-	-	319	282	311	297	372	444	409
Décisions rédigées	-	-	-	199	277	302	283	372	442	423
Temps moyen pour une décision commerciale				9 mois 6 jours	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours	6 mois 24 jours	7 mois 3 jours	6 mois 27 jours	6 mois 27 jours
Tribunaux du travail										
Affaires nouvelles	673	710	739	756	1 104	996	977	1 225	1 241	786
Décisions rendues	423	496	681	618	742	975	817	874	1 080	1189
Décision rédigées	344	470	527	471	554	852	796	629	805	905
Temps moyen pour rendre une décision	-	-	-	1 an 3 mois	1 an 3 mois	1 an	1 an 7 mois	1 an 3 mois	1 an 2 mois	1 an 2 mois
Activités des juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes										
Comptes de gestion reçus	472	247	234	399	344	318	235	202	294	290
Arrêts provisoires et définitifs rendus	45	155	54	139	0	62	95	1	46	0
Contrôles de gestion effectués	11	11	3	8	5	7	11	11	39	27
Conseil d'État										
Affaires nouvelles	63	79	87	94	172	103	120	149	277	137
Affaires jugées	55	64	27	57	126	45	42	36	175	66
Décision rédigées	46	57	25	47	80	26	28	39	89	55
Tribunaux administratifs										
Affaires nouvelles	165	216	184	194	434	314	309	330	874	584
Décisions rendues	115	126	193	127	317	258	188	255	687	421
Décision rédigées	87	124	146	87	246	156	108	156	494	382
Temps moyens pour rendre une décision	-	-	-	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 6 mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 10 mois	1 an 8 mois
Etablissements pénitentiaires										
Ensemble de détenus au 31 décembre	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840
Nombre d'inculpés au 31 décembre	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893
Nombre de prévenus au 31 décembre	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455	1 318	788
Nombre d'OMD	210	82	170	262	67	47	75	109	17	11
Nombre de condamnés au 31 décembre	2 788	2 994	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5148
Taux d'occupation (100%)	172,7	172,0	159,4	154,5	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3

Liste des tableaux

Tableau 1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels	17
Tableau 2 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires en 2017 par localité	17
Tableau 3 : Personnel du MJDHPC par sexe et par corps	19
Tableau 4 : Synthèse des effectifs et des variations des personnels par sexe	19
Tableau 5: Magistrats par sexe et par position, magistrats pour 100 000 habitants	21
Tableau 6: Greffiers en chef, greffiers et secrétaires des greffes et parquets (SGP) par sexe et par position	21
Tableau 7: Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention et ratio Détenus/GSP au 31/12	23
Tableau 8: Notaires, Huissiers de justice et Avocats par sexe et par localité d'implantation	23
Tableau 9: Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position	23
Tableau 10 : Allocations budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)	25
Tableau 11: Consommations budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)	25
Tableau 12: Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par la Cour de cassation	27
Tableau 13 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation en 2017	27
Tableau 14 : Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par les cours d'appel	28
Tableau 15 : Affaires nouvelles civiles et commerciales et décisions rendues par les TGI (y compris référés, hors mis injonctions de payer et ordonnances, hors mis les avants dire droit et jonctions)	30
Tableau 16 : Affaires civiles et commerciales nouvelles et décisions rendues par TGI (avec les référés)	31
Tableau 17 : Décisions civiles rendues par les TGI selon la durée de la procédure	33
Tableau 18 : Durée moyenne de traitement des affaires civiles rendues par les TGI	33
Tableau 19: Affaires nouvelles et orientations des parquets des TGI	35
Tableau 20 : Evolution des affaires nouvelles enregistrées par les parquets par TGI	35
Tableau 21 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction	37
Tableau 22 : Affaires « civiles » nouvelles et conclusions rendues par les parquets des TGI	37
Tableau 23 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la catégorie d'infraction commise ..	39
Tableau 24 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus par TGI	39
Tableau 25 : Proportion des jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI en pourcentage selon la durée de la procédure	41
Tableau 26 : Durées moyennes des décisions rendues par les chambres correctionnelles des TGI	41
Tableau 27 : Affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12	43
Tableau 28 : Evolution des affaires nouvelles et affaires en cours d'instruction, du ratio <i>Affaires terminées / Affaires nouvelles</i> et du nombre d'inculpés détenus pendant plus de 12 mois dans la procédure d'instruction par TGI	43
Tableau 29 : Affaires terminées, affaires en cours au 31 décembre et affaires contre X en cours au 31 décembre selon la durée de procédure	45
Tableau 30 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire	45
Tableau 31 : Temps moyens de traitement des affaires à l'instruction	45
Tableau 32 : Bulletins n°3 de casier judiciaire et certificats de nationalité de personnes délivrés, immatriculations au RCCM et cessions volontaire de salaires	47
Tableau 33 : Evolution du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3, de certificats de nationalité de personnes délivrés et d'immatriculations au RCCM par TGI	47
Tableau 34 : Affaires nouvelles, décisions rendues et jugements rendus (hors radiation et conciliation) par magistrat en matière civile et commerciale dans les tribunaux d'instance	49
Tableau 35 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées dans les tribunaux de commerce	51
Tableau 36 : Durée de traitement des affaires commerciales par tribunal de commerce	51
Tableau 37 : Affaires nouvelles, décisions rendues et nombre de décisions rendues par magistrat dans les juridictions pour mineurs (exceptées les affaires à l'instruction)	52
Tableau 38 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées par les TPE	53
Tableau 39 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les tribunaux du travail ..	54
Tableau 40 : Affaires nouvelles, ratios <i>Décisions rendues/Affaires nouvelles</i> et <i>Décisions rendues par magistrat</i>	55
Tableau 41 : Comptes reçus, arrêts rendus et contrôles de gestion effectués par la Cour des comptes	57
Tableau 42 : Evolution des comptes reçus par la Cour des comptes, du nombre d'arrêts rendus par compte reçu et du nombre de référés et lettres du président par contrôle effectué	57
Tableau 43 : Affaires nouvelles et décisions rendues par le Conseil d'Etat	59
Tableau 44 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios <i>Décisions rendues/Affaires nouvelles</i> et <i>Décisions rendues par magistrat au Conseil d'Etat</i>	59
Tableau 45 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les TA	61
Tableau 46 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios <i>Décisions rendues/Affaires nouvelles</i> et <i>Décisions rédigées/Décisions rendues par TA</i>	61
Tableau 47 : Effectif des détenus par catégorie et proportion de détenus en attente de jugement au 31/12	63
Tableau 48 : Evolution de l'effectif des détenus, de l'occupation des EP et du rapport <i>Détenus/GSP</i>	63
Tableau 49 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge	65
Tableau 50 : Nombre d'entrées sous OMD dans les établissements pénitentiaires en 2017 par mois	65
Tableau 51 : Evolution du nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires	65
Tableau 52 : Prévenus selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive	67
Tableau 53 : Effectif des inculpés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infraction et la durée de la détention préventive	69
Tableau 54 : Evolution de l'effectif des inculpés selon certaines catégories d'infractions par EP	71
Tableau 55 : Proportion des inculpés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des inculpés de moins de 25 ans et de celle des inculpés ayant eu une détention de 2 ans et plus par EP	71
Tableau 56 : Effectif des condamnés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la peine prononcée ..	73
Tableau 57 : Evolution de l'effectif des condamnés selon certaines catégories d'infractions par EP	75

Tableau 58 : Proportion des condamnés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des condamnés de moins de 25 ans et de celle des condamnés ayant reçu une peine de 2 ans et plus par EP 75

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution du ratio greffier / magistrat.....	19
Graphique 2: Evolution de la répartition des magistrats par sexe.....	21
Graphique 3: Evolution de la répartition du personnel greffier.....	21
Graphique 4: Auxiliaires de justice par position du cabinet en 2017.....	23
Graphique 5: Evolution de la répartition des GSP par grade.....	23
Graphique 6: Personnel des droits humains par sexe en 2017.....	23
Graphique 7: Personnel des droits humains par direction régionale en 2017.....	23
Graphique 8: Evolution du budget du Ministère de la justice.....	25
Graphique 9 : Evolution de la répartition des dotations budgétaires prévisionnelles.....	25
Graphique 10: Evolution de la répartition des exécutions budgétaires du Ministère de la justice.....	25
Graphique 11: Evolution du taux d'exécutions budgétaires prévisionnelles.....	25
Graphique 12: Evolution de la répartition des affaires nouvelles à la Cour de Cassation par chambre.....	27
Graphique 13: Evolution de la répartition des décisions rendues par la Cour de Cassation selon leur nature.....	27
Graphique 14 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées par la Cour de Cassation par chambre.....	27
Graphique 15: Répartition du nombre d'affaires orientées par le Parquet général de la Cour de Cassation dans les chambres.....	27
Graphique 16 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des CA selon leur origine.....	29
Graphique 17 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les CA.....	29
Graphique 18 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les CA par chambre.....	29
Graphique 19 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles pénales des CA selon leur nature.....	29
Graphique 20 : Evolution des affaires des parquets selon les chambres de destination.....	29
Graphique 21 : Répartition des affaires nouvelles pénales selon la nature en 2017.....	29
Graphique 22 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI.....	31
Graphique 23 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI.....	31
Graphique 24 : Evolution des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI, décisions rendues et rédigées.....	31
Graphique 25 : Evolution des requêtes et d'ordonnances rendues par les TGI.....	31
Graphique 26 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI par type.....	33
Graphique 27 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI sur le fond selon leur nature.....	33
Graphique 28 : Décisions rendues par les TGI en 2017 en matière civile et commerciale selon la durée de la procédure.....	33
Graphique 29: Evolution de la répartition des orientations des parquets des TGI.....	35
Graphique 30: Evolution des principales infractions enregistrées dans les parquets des TGI.....	35
Graphique 31: Répartition des affaires enregistrées en 2017 dans les Parquets des TGI.....	37
Graphique 32: Evolution de la répartition des affaires enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction.....	37
Graphique 33: Répartition des mineurs selon l'orientation des affaires.....	37
Graphique 34: Répartition des affaires civiles nouvelles et des conclusions rendues par les parquets des TGI.....	37
Graphique 35: Répartition des affaires nouvelles en 2017 relatives à l'état des personnes dans les parquets.....	37
Graphique 36: Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI par catégorie de délits.....	39
Graphique 37: Poids des jugements des principaux délits.....	39
Graphique 38 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon la procédure.....	41
Graphique 39 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon le type.....	41
Graphique 40 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de citation directe par durée de la procédure.....	41
Graphique 41 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de flagrant délit par durée de la procédure.....	41
Graphique 42 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction par type d'infraction.....	43
Graphique 43 : Evolution du nombre d'affaires en cours d'instruction par type d'infraction.....	43
Graphique 44 : Evolution des affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12.....	43
Graphique 45 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de détention préventive.....	43
Graphique 46 : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée selon la durée de l'instruction.....	45
Graphique 47 : Nombre d'affaires en cours d'instruction selon la durée déjà écoulée de l'instruction.....	45
Graphique 48 : Evolution du nombre des principaux actes de greffes des TGI.....	47
Graphique 49 : Répartition des principaux actes de greffe des TGI en 2017 selon leur nature.....	47
Graphique 50 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TI selon leur nature.....	49
Graphique 51 : Evolution du nombre de décisions rendues par les TI dans les affaires civiles et commerciale.....	49
Graphique 52 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales par TI.....	49
Graphique 53 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TI.....	49
Graphique 54 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TI en matière civile et commerciale selon leur nature.....	49
Graphique 55 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées relatives aux affaires de simple police par TI.....	49
Graphique 56 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par le tribunal de commerce de Bobo-Dioulasso (sans les référés).....	51
Graphique 57 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par le tribunal de commerce de Ouagadougou (sans les référés).....	51
Graphique 58 : Répartition des activités relatives au RCCM.....	51
Graphique 59 : Répartition des décisions commerciales selon le type et le TC.....	51

Graphique 60 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en conflit avec la loi.....	53
Graphique 61 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en danger.....	53
Graphique 62 : Evolution des affaires nouvelles et décisions rendues des tribunaux pour enfants.....	53
Graphique 63 : Répartition des décisions rendues par les JE concernant les mineurs en conflit avec la loi	53
Graphique 64 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TT selon le type de litiges.....	55
Graphique 65 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon leur nature	55
Graphique 66 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les TT.....	55
Graphique 67 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon le type.....	55
Graphique 68 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles par tribunal du travail.....	55
Graphique 69 : Evolution de la répartition des décisions rendues par tribunal du travail.....	55
Graphique 70 : Evolution du nombre de comptes reçus par les différentes chambres de la Cour des comptes.....	57
Graphique 71 : Evolution de la répartition des comptes reçus par la Cour des comptes par chambre	57
Graphique 72 : Evolution du nombre d'arrêts rendus par la Cour des comptes	57
Graphique 73 : Evolution du nombre de contrôles de gestion effectués et des décisions rendues	57
Graphique 74 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles du CE selon le type de contentieux	59
Graphique 75 : Evolution des affaires jugées par le Conseil d'Etat selon la nature de la saisine	59
Graphique 76 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées au CE	59
Graphique 77 : Evolution de la répartition des décisions rendues par le CE selon leur nature.....	59
Graphique 78 : Répartition des affaires nouvelles reçues par le Commissariat du gouvernement du CE.....	59
Graphique 79 : Répartition des conclusions rendues par le Commissariat du gouvernement du CE	59
Graphique 80 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées des TA	61
Graphique 81 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TA selon le type de contentieux.....	61
Graphique 82 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA selon leur nature	61
Graphique 83 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA.....	61
Graphique 84 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles reçues par les commissariats du gouvernement des TA selon le type de contentieux	61
Graphique 85 : Evolution des affaires nouvelles et des conclusions rendues par les commissariats du gouvernement des TA.....	61
Graphique 86 : Evolution du nombre de détenus et de la capacité d'accueil des EP	63
Graphique 87 : Evolution de la répartition des détenus par catégorie	63
Graphique 88 : Evolution du nombre total d'entrées dans les EP	65
Graphique 89 : Répartition des entrées dans les EP par tranche d'âge au 31/12/2017	65
Graphique 90 : Evolution de l'effectif des prévenus selon le sexe	67
Graphique 91 : Répartition des prévenus selon la tranche d'âge au 31/12/2017	67
Graphique 92 : Evolution de la répartition des prévenus selon la catégorie d'infractions	67
Graphique 93 : Evolution de la répartition des prévenus selon la durée de la détention préventive	67
Graphique 94 : Evolution de l'effectif des inculpés selon le sexe.....	69
Graphique 95 : Répartition des inculpés selon la tranche d'âge au 31/12/2017.....	69
Graphique 96 : Evolution de la répartition des inculpés selon la catégorie d'infractions	69
Graphique 97 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de la détention préventive	69
Graphique 98 : Evolution de l'effectif des condamnés selon le sexe	73
Graphique 99 : Répartition des condamnés selon la tranche d'âge au 31/12/2017	73
Graphique 100 : Evolution de la répartition des condamnés selon la catégorie d'infractions	73
Graphique 101 : Evolution de la répartition des condamnés selon la durée de la peine prononcée	73